

LES POUVOIRS
DES
TRIBUNAUX MIXTES D'EGYPTE
QUANT AUX QUESTIONS
ET DECISIONS DU STATUT PERSONNEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Juin 1930, à 14 heures

PAR

PIERRE ELIAS AWAD

Président : M. RIPERT, Professeur

Suffragants { MM. MAUNIER. } *Professeurs*
 { NIBOYET. }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V^e)

1930

Awad.

A



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552014_0017

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES POUVOIRS
DES
TRIBUNAUX MIXTES D'EGYPTE
QUANT AUX QUESTIONS
ET DECISIONS DU STATUT PERSONNEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Juin 1930, à 14 heures

PAR

PIERRE ELIAS AWAD

Président ; M. RIPERT, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. MAUNIER. NIBOYET.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	--------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V°)

—
1930



BIBLIOGRAPHIE

- ABDEL HAMID ABOU HEIF. — *La Procédure civile et commerciale et l'organisation judiciaire en Egypte*. Le Caire, 1915.
— *Les voies d'exécution en matière civile et commerciale en Egypte*. Le Caire, 1918.
— *Droit international privé en Europe et en Egypte*, 1924.
- ABDEL-SALAM ZOHNI. — *La responsabilité de l'Etat égyptien*, 1914.
- ARMINJON (P.). — *Précis de Droit international privé*. Paris, 1925.
— *Le Droit international privé interne, principalement dans les pays musulmans*. Paris, 1912.
— *Etrangers et protégés dans l'Empire ottoman*. Paris, 1903.
- AZIZ BEY HANKI. — *Du Wakf*, 1914.
- BAHI EDDINE BEY BARAKAT. — *Des privilèges et immunités dont jouissent les étrangers en Egypte*. Thèse, Paris, 1912.
- BARTIN. — *Etudes de Droit international privé*, 1899.
- BESTAWROS (G.). — *Code civil égyptien mixte annoté*, t. I, Paris, 1929.
- CLAVEL. — *Du Wakf*.
- DE HULTS. — *Eléments d'un répertoire alphabétique de droit civil égyptien*, 4 vol.
- DU RAUSAS. — *Le régime des capitulations dans l'Empire ottoman*. Paris, 1905.
- DE WEÉ. — *La compétence des juridictions mixtes d'Egypte*.
- GRANDMOULIN. — *Traité élémentaire de droit civil égyptien*, 2 vol.
- KADRI PACHA. — *Du Wakf*. Traduction par Abdel Aziz Kahlil Bey, 1896.
- KAMHA BEY et ABDEL-FATTAH EL-SAYED BEY. — *Le règlement des Mehkémehs*. Le Caire, 1923.
- LAMBA (H.). — *De l'évolution de la condition juridique des Européens en Egypte*. Paris, 1896.
— *Droit public et administratif de l'Egypte*, 1909.

VIII TRIBUNAUX MIXTES D'ÉGYPTÉ ET STATUT PERSONNEL

- MESSINA. — *Traité de droit civil égyptien mixte*, 2 vol. parus.
— *La juridiction administrative des tribunaux mixtes*.
MORAD BEY FARAG. — *Statut personnel israélite*. Le Caire, 1917,
— *Caraites et Rabbinites*. Le Caire, 1918.
PILLET (A.). — *Traité pratique de Droit international privé*. Paris,
1923-1924.
PILLET et NIBOYET. — *Manuel de Droit international privé*. Paris,
1924.
PLANIOL et RIPERT. — *Traité élémentaire de Droit civil*.
SESOSTRIS SIDAROOUSS BEY. — *Les Patriarcats dans l'Empire otto-*
man et spécialement en Egypte. Paris, 1907.
— Les Méglis Habys en Egypte (extrait de *l'Egypte contempo-*
raine, t. II, p. 123 à 167, et t. III, p. 65 à 142).
WADIE FARAG. — *Le rôle des Tribunaux mixtes et indigènes d'E-*
gypte en matière de statut personnel. Paris, 1926.
VALÉRY (J.). — *Manuel de Droit international privé*. Paris, 1914.
VERCAMER (E.). — *La juridiction mixte égyptienne et ses attri-*
butions législatives, 1911.
WEISS (A.). — *Traité théorique et pratique de Droit international*
privé, 2^e édition, Paris, 1907-1913.
ZEID BEY MOHAMMED. — *Traité de statut personnel musulman*.
Le Caire, 1911.

RECUEILS DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

- Bulletin de législation et de jurisprudence égyptiennes*, fondé en
1899 et publié à Alexandrie.
Les tables décennales, au nombre de trois contenant les résumés des
arrêts parus au *Bulletin*.
Gazette des Tribunaux mixtes d'Egypte, fondée en 1911 et publiée
à Alexandrie.
Recueil officiel des Arrêts de la Cour d'appel mixte, publié à Alexan-
drie depuis 1875.
Répertoire général de la jurisprudence égyptienne mixte et indi-
gène, contenant les résumés d'arrêts rendus entre 1894 et
1905, le premier volume publié au Caire en 1897 et le deu-
xième en Florence, 1907.
La législation égyptienne annotée, par Borelli (O) et Ruelens,
première partie : *Codes égyptiens pour les procès mixtes*, parus
en 1892.

Les codes et les lois usuelles en vigueur en Egypte, par J. A. Whatelet et R. G. Brunton, Bruxelles, 1920-1922.

MAUNIER (René). — *Bibliographie économique, juridique et sociale de l'Egypte moderne (1798-1916)*, publié par la Société Sultanieh (royale) d'économie politique, de statistique et de législation. Le Caire, 1918.

ABRÉVIATIONS

art.	article de loi.
B. L. J. ¹	Bulletin de législation et de jurisprudence.
C. C. M.	Code civil mixte.
C. St. pers.	Code du statut personnel.
Gaz. Trib. mixtes ²	Gazette des tribunaux mixtes d'Egypte.
R. O. ¹	Recueil officiel des arrêts de la Cour.
R. O. J. M.	Règlement d'organisation judiciaire mixte

1. Pour les décisions extraites du *Bulletin de législation et de jurisprudence* et celles extraites du Recueil officiel, le premier chiffre indique le tome, et le second chiffre indique la page.

2. Pour les décisions extraites de la *Gazette des Tribunaux mixtes*, le premier chiffre (chiffre romain) indique le tome, le second chiffre et le troisième chiffre (chiffres arabes) indiquent respectivement la page et le numéro du paragraphe.

AVANT-PROPOS

L'organisation judiciaire de l'Egypte est spécialement confuse et compliquée ; aussi, sont-ils rares les pays qui pourraient rivaliser avec l'Egypte, quant au système judiciaire. En effet, dans la plupart des pays civilisés, il n'y a sur tout le territoire, qu'un seul ordre de tribunaux civils pour rendre la justice. En Egypte, au contraire, à côté des tribunaux nationaux qu'on a pris l'habitude d'appeler tribunaux indigènes, il y a beaucoup d'autres juridictions qui siègent sur le territoire, venant s'ajouter à un grand nombre d'autres tribunaux situés en pays étrangers, et qui se disputent la compétence de dire le droit. Dans tout autre pays, les tribunaux nationaux ont une compétence exclusive qui ne se heurte aux prétentions d'aucun autre ordre de juridictions.

Disons tout de suite que la complexité de l'organisation judiciaire actuelle de l'Egypte, est une conséquence du développement de l'institution des capitulations.

Parmi les litiges qui surgissent, les questions de statut personnel sont incontestablement les plus discutées. Le législateur égyptien s'en est malheureusement, pendant longtemps, presque complètement désintéressé, et cela par simple déférence, pour une matière très intimement liée à des principes religieux. Ce n'est qu'en 1913 que le Ministère de la justice s'est occupé d'élaborer un projet de réforme dans le but d'uni-

fier les juridictions égyptiennes en matière de tutelle et de curatelle.

Ce projet a sommeillé pendant la guerre, et encore après, et ce n'est qu'en 1925 que le gouvernement s'est décidé à le remettre à l'ordre du jour.

Le législateur égyptien ne s'est donc pas occupé de donner aux tribunaux mixtes et indigènes, qui sont tous deux de création récente, une compétence quelconque en matière de statut personnel. Se référant, au contraire, aux deux ordres de juridictions qui se partagent l'administration de la justice en Egypte : les juridictions du statut réel et les juridictions du statut personnel, et considérant les tribunaux mixtes et indigènes comme faisant partie uniquement de la première catégorie, il s'est contenté de leur octroyer compétence en matière de statut réel. Mais la pratique a ses exigences et le législateur ne s'y est pas arrêté. Il avait perdu de vue que les questions touchant au statut personnel n'étaient pas isolées, mais bien au contraire qu'elles étaient intimement liées au reste du droit, si bien que fréquemment, la solution d'une question qui relève du statut réel, dépend de la solution qui sera donnée à une autre question de statut personnel. La première question dépend entièrement de la seconde. Ainsi, dans une question de succession, un héritier qui se prétend propriétaire ne pourra être reconnu comme tel qu'après examen de sa qualité d'héritier, et son droit de propriété dépendra donc de sa qualité d'héritier. Dans ces conditions, les tribunaux mixtes ne pourront trancher un litige qui relève de leur juridiction qu'après l'intervention d'une décision d'une autre juridiction. La première juridiction se trouve ainsi dans un état de dépendance vis-à-vis de la seconde. Elle est pour ainsi dire paralysée tant que cette décision n'est pas intervenue.

Quand il y a un appel interjeté contre ces décisions et qu'il

faut porter cet appel par exemple à Washington, à Rome, à Berlin, ou dans d'autres centres encore plus éloignés, les choses traînent en longueur, et, quelquefois même, la décision si longuement attendue par les juges mixtes ne tranche pas clairement la question de statut personnel qui les immobilisait. La conséquence de cet intolérable état de chose a été de pousser les tribunaux mixtes à empiéter sur les droits des tribunaux de statut personnel. La jurisprudence mixte est pleine d'arrêtés en ce sens.

Dans ce travail, nous nous proposons de déterminer l'étendue véritable des pouvoirs des tribunaux mixtes en matière de statut personnel, et de les ramener aux limites qui leur furent assignées par le législateur dont souvent ils se sont beaucoup éloignés. Pour cela, nous allons d'abord examiner les principes édictés par le législateur, et qui ont été déformés par la jurisprudence ; puis, en nous appuyant sur l'absurdité de la plupart d'entre eux, nous concluons par une proposition de réforme qui, croyons-nous, mettrait un terme à cette espèce d'anarchie qui caractérise cette partie de la législation égyptienne.

Nous allons, dans une introduction, faire un exposé rapide de l'organisation judiciaire en Egypte. Cette étude est indispensable pour donner une idée des problèmes compliqués qui se présentent, et qui sont la conséquence de cette organisation et pour préciser le rôle des juges mixtes en matière de statut personnel. Nous déterminerons la compétence de chaque juridiction en nous plaçant uniquement au point de vue civil. Nous examinerons ensuite la compétence *ratione personæ* des tribunaux mixtes, toujours au point de vue civil. Enfin, nous étudierons l'exception imposée à ces tribunaux en matière de statut personnel, par le législateur ; puis nous terminerons en disant ce qu'il faut penser de cette interdiction, et les réformes qu'on peut y apporter.

INTRODUCTION

APERÇU DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE EN EGYPTÉ

L'étude de l'organisation judiciaire d'un pays donné consiste à déterminer les règles générales qui président dans ce pays à l'administration de la justice civile et à l'administration de la justice pénale¹. Cette étude est particulièrement complexe pour l'Egypte, à cause de la diversité de juridictions qui se partagent l'administration de la justice.

Tout d'abord, occupons-nous de l'administration de la justice à l'égard des indigènes et examinons les particularités qu'elle comporte.

Comme nous l'avons déjà dit, deux ordres de juridictions se partagent l'administration de la justice en Egypte : les juridictions du statut réel et les juridictions du statut personnel. Il est très important de noter que les juridictions du statut réel sont des juridictions séculières, tandis que les juridictions du statut personnel sont, au moins par leurs origines, des juridictions religieuses. L'Egypte n'est pas seule à posséder cette dualité de juridictions ; nous la retrouvons dans tous les pays musulmans, même dans ceux que les puissances européennes

1. Comme nous l'avons fait remarquer, le point de vue civil seul sera examiné.

protègent ou ont annexés. Elle correspond à un état spécial de civilisation. Pour le caractériser, il nous suffira de dire que la sécularisation du droit est en voie de s'accomplir. Dans les pays où cette sécularisation n'est pas commencée, c'est-à-dire où la loi religieuse règle encore tous les rapports d'ordre juridique, la juridiction est naturellement religieuse et c'est cette juridiction religieuse qui rend la justice dans sa plénitude sans laisser de place à une juridiction séculière. Au contraire, dans les pays où la sécularisation du droit est terminée, la juridiction est naturellement séculière et c'est cette juridiction séculière qui rend la justice dans sa plénitude. Dans ces deux cas, par conséquent, la justice est confiée à un seul et même ordre de juridiction ; cette juridiction est séculière dans le premier cas et religieuse dans le second.

Supposons, au contraire, un pays où la sécularisation du droit est commencée mais non encore terminée et où, par conséquent, certains rapports juridiques seulement sont régis par la loi religieuse. Qu'arrivera-t-il dans ce pays ? Il arrivera nécessairement que les rapports juridiques où la sécularisation n'a pas pénétré seront régis exclusivement par la loi religieuse et par conséquent ressortiront d'une juridiction exclusivement religieuse, parce que la loi religieuse ne peut être appliquée que par une juridiction religieuse. Au contraire, les rapports juridiques où le principe de sécularisation a pénétré seront exclusivement régis par la loi séculière et par conséquent ressortiront d'une juridiction exclusivement séculière, puisque la loi séculière ne peut être appliquée que par une juridiction séculière. Tel est le cas en Egypte. Il y a une catégorie de rapports juridiques où le principe de sécularisation du droit n'a pas encore pénétré : ce sont les rapports juridiques qui dépendent du statut personnel ; ces rapports juridiques ressortissent à une juridiction religieuse. Mais à côté de cette catégorie de rapports juridiques, où le principe de

sécularisation du droit n'a pas pénétré, il y en a une autre où, au contraire, il a fait son œuvre ; ce sont les rapports juridiques qui dépendent du statut réel ; ces rapports juridiques ressortissent à une juridiction séculière. C'est l'état spécial de civilisation dans lequel se trouve l'Égypte qui explique ce dualisme de juridictions qui est à la base de l'organisation judiciaire en Égypte.

Quatre catégories de tribunaux ¹ se partagent l'administration de la justice en Égypte, ce sont :

- 1° Les tribunaux consulaires ;
- 2° Les tribunaux mixtes ;
- 3° Les tribunaux indigènes ² ;
- 4° Les tribunaux religieux du statut personnel ³.

Nous allons successivement les examiner.

1. Nous ne parlerons pas des tribunaux militaires et disciplinaires qui ne font pas partie de notre étude.

2. L'expression « tribunaux nationaux » aurait certainement été beaucoup plus heureuse que celle de « tribunaux indigènes » ; le mot « indigène » ayant subi certaines déformations de sens, est souvent employé pour désigner un état d'infériorité. Dans un sens large, ce terme signifie « national » ; nous aurons d'ailleurs, dans nos explications, l'occasion de bien en définir le sens. Nous nous en tiendrons cependant au mot « indigène », puisque le législateur égyptien lui-même s'en est servi à plusieurs reprises.

3. Au cours de notre travail, nous rencontrerons souvent les expressions « juge du statut personnel, tribunal de statut personnel, code de statut personnel ». Ce sont des expressions couramment employées en Égypte et dont le législateur s'est souvent servi.

CHAPITRE I

LES TRIBUNAUX CONSULAIRES

En créant les tribunaux consulaires, les divers Etats bénéficiaires des Capitulations ¹ ont eu pour but de mettre la justice civile telle qu'elle fonctionne dans la métropole, à la portée de leur nationaux résidant dans l'Empire ottoman. Pour atteindre ce but, le moyen le plus pratique était sans nul doute d'organiser dans l'Empire ottoman des tribunaux relevant uniquement de la souveraineté étrangère et respectivement chargés de régler les différends pouvant s'élever entre les étrangers de telle ou telle nationalité. Aussi, tous les Etats ont-ils usé de ce moyen. Il ne faut cependant pas conclure de là que cette organisation soit la même pour tous et qu'il y a un type unique de législation. Tout au contraire, il y a de grandes différences entre les diverses législations consulaires. Ces différences résultent de deux causes : en premier lieu, tous les Etats de l'Europe n'ont pas organisé de la même manière l'administration de la justice civile sur leur territoire. C'est surtout l'Angleterre qui se distingue des autres par l'originalité de son organisation judiciaire en matière civile. Nous pouvons citer

1. Ce sont : l'Allemagne, l'ancien Empire d'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Hollande, l'Italie, la Norvège, le Portugal, la Russie, la Suède.

comme traits caractéristiques de l'organisation judiciaire anglaise au point de vue civil : l'institution du jury civil et l'attribution à des tribunaux exceptionnels de certaines matières intéressant l'état des personnes, telles que les nullités de mariage et les divorces. En second lieu, tous les Etats de l'Europe n'ont pas conçu de la même manière la façon dont ils devaient rendre la justice envers leurs nationaux. Les uns sont partis de cette idée que, même pour leurs nationaux expatriés, la justice rendue par les tribunaux de la métropole était la meilleure et qu'en tout cas, au moins en appel, la compétence de ces derniers était indispensable. En conséquence, ils n'ont organisé dans l'Empire ottoman que des juridictions de première instance et ils ont voulu que tous les recours, soit en appel, soit en cassation, soient portés devant les juridictions ordinaires de la métropole. Aux autres, il a paru préférable d'assurer à leurs nationaux, sur le territoire même de l'empire ottoman, le moyen d'arriver à la solution définitive de leurs litiges et en conséquence, ils y ont établi des juridictions d'appel. Parmi ces Etats, on peut citer l'Angleterre.

Il était naturel que le consul fût désigné pour représenter l'Etat étranger dans la souveraineté qu'il tient des Capitulations. L'institution consulaire naquit de la nécessité où se trouvaient les Etats qui avaient conclu des Capitulations avec la Porte ottomane d'assurer le respect des droits et des privilèges que les Capitulations reconnaissaient à leurs nationaux. De là vient la complexité des attributions des consuls. Ils furent les représentants officiels de l'Etat étranger auprès des autorités ottomanes et c'est à ce titre qu'ils furent chargés de veiller à la fidèle observation des traités.

Il est intéressant de rechercher si les juridictions consulaires doivent être considérées comme des juridictions de droit commun ou comme des juridictions d'exception. Les deux thèses

sont défendables, et il y a d'aussi bonnes raisons pour l'une que pour l'autre. On peut dire que les juridictions consulaires doivent être des juridictions de droit commun, compétentes pour connaître de toutes les contestations qui s'élèvent entre les nationaux d'un même Etat étranger. Il faut, en effet, qu'un Etat étranger mette la justice à la portée de ses nationaux expatriés et que ceux-ci soient assurés de trouver des juges au moins au premier degré de juridiction. On peut dire également que les juridictions consulaires ne peuvent être que des juridictions d'exception, dont la compétence doit être normalement restreinte aux affaires commerciales et ne s'étendre en matière civile qu'aux questions d'obligations ou de dommages-intérêts, les questions d'état et de succession étant réservées aux tribunaux de la métropole.

Voilà les deux solutions entre lesquelles pouvaient opter les diverses législations étrangères. La législation française a choisi la première. « Nos consuls, dit l'article premier de l'édit de 1778, connaîtront, en première instance, des contestations, de quelque nature qu'elles soient, qui s'élèveront entre nos sujets négociants, navigateurs et autres dans l'étendue de leurs consulats. » Ce texte attribue aux tribunaux consulaires, au premier degré de juridiction, compétence générale pour toutes affaires civiles et commerciales sans aucune réserve. La législation belge et la législation allemande ont suivi sur ce point la législation française¹.

Inutile de dire que la réforme judiciaire instituant les tribunaux mixtes est venue notablement changer cet état de choses

1. Il serait trop long de parler des législations des autres puissances; nous nous contenterons de dire que les tribunaux consulaires d'Italie, d'Angleterre et de Grèce, sans accepter la solution opposée à la solution française, ont cependant restreint, dans une certaine mesure, la compétence civile des juridictions consulaires,

et désormais les étrangers bénéficiaires des Capitulations ne sont restés justiciables des tribunaux consulaires que pour toutes les questions qui n'ont pas été soumises à la juridiction mixte par la réforme de 1875.

Les tribunaux consulaires sont absolument indépendants des autorités égyptiennes, tant au point de vue administratif qu'au point de vue législatif. Leurs décisions sont rendues au nom de la souveraineté dont ils dépendent et seules les lois qui émanent de cette souveraineté leur sont opposables.

Ce sont les officiers de justice attachés aux tribunaux consulaires qui sont chargés de l'exécution des jugements émanant de ces tribunaux ; cependant, en vertu des Capitulations, les autorités administratives égyptiennes doivent prêter leur concours à ces officiers de justice quand ils le demandent.

CHAPITRE II

LES TRIBUNAUX MIXTES

La réforme judiciaire en Egypte date de 1875, mais elle n'a abouti qu'après de longues et laborieuses négociations qui n'ont pas duré moins de neuf années. C'est par un rapport adressé au khédive Ismaïl par Nubar Pacha, ministre des affaires étrangères et président du conseil des ministres du gouvernement égyptien, que ces négociations se sont engagées.

C'est par des considérations générales sur le système judiciaire appliqué en Egypte que débute le rapport. Ces considérations générales ne sont qu'une entrée en matière, ayant pour but d'expliquer et de justifier par avance la réforme que Nubar Pacha soumet au khédive, et a l'intention de proposer aux puissances. Cette réforme consiste dans la substitution au système judiciaire, jusqu'alors pratiqué en Egypte, d'un système judiciaire nouveau, plus simple et combiné de façon à donner satisfaction à la fois aux revendications de l'Etat Egyptien et aux exigences des puissances étrangères. Le nouveau système judiciaire exigeait la réforme de deux points principaux : il fallait en premier lieu séparer la justice de l'administration, en la rendant indépendante tant des consulats que du gouvernement égyptien ; en second lieu, il fallait faire entrer l'élément européen dans la composition des nouveaux tribunaux.

Nous n'insisterons pas sur les nombreux détails.

L'article premier du règlement d'organisation judiciaire prévoit la création de trois tribunaux mixtes de première instance. Dans la composition de chacun de ces trois tribunaux, la prépondérance est assurée à l'élément étranger sur l'élément indigène.

C'est le gouvernement égyptien qui nomme les magistrats, tant étrangers qu'indigènes, des tribunaux mixtes ; les uns et les autres sont, au même titre, des fonctionnaires égyptiens. Il faut cependant tenir compte de deux restrictions : la première est formulée par l'article 5 du règlement d'organisation judiciaire qui est ainsi conçu : « Pour être rassuré lui-même sur les garanties que présenteront les personnes dont il fera choix, le gouvernement égyptien s'adressera officieusement aux ministres de la justice à l'étranger et il n'engagera que les personnes munies de l'acquiescement et de l'autorisation de leur gouvernement. » La deuxième restriction concerne la répartition des sièges de magistrats étrangers dans les tribunaux de première instance. Le gouvernement égyptien est tenu de les répartir suivant la proposition établie par les accords internationaux. Le président de chacun de ces trois tribunaux de première instance est indigène et est nommé par le gouvernement égyptien. Mais ses fonctions sont purement honorifiques et en réalité les fonctions de président sont remplies par un magistrat étranger qui est désigné, chaque année, par la majorité absolue des membres du tribunal.

Dans son article 3, le règlement d'organisation judiciaire institue, au-dessus des tribunaux de première instance, une cour d'appel dont il fixe le siège à Alexandrie. C'est toujours le gouvernement égyptien qui nomme les magistrats tant étrangers qu'indigènes. Le président indigène de la cour d'appel, comme celui des tribunaux de première instance, n'a que des

fonctions purement honorifiques, et en réalité les fonctions de président sont remplies par un magistrat étranger qui reçoit le titre de vice-président.

Au termes de l'article 19 du règlement d'organisation judiciaire, les magistrats des tribunaux de première instance et ceux de la cour d'appel sont inamovibles.

L'article 16 détermine les langues judiciaires, c'est-à-dire les langues qui, seules, peuvent être employées pour les plaidoiries et pour la rédaction des actes et des sentences. Elles sont au nombre de quatre : la langue arabe, la langue anglaise, la langue française et la langue italienne. En fait, la langue française est la seule employée.

L'article 6 institue auprès de la cour, et auprès de chaque tribunal, un greffier en chef et des commis greffiers assermentés. L'article 7 institue auprès de la cour et auprès de chaque tribunal des interprètes assermentés, chargés des traductions, et des huissiers, chargés du service de l'audience, de la signification des actes et de l'exécution des sentences.

L'article 18 du règlement d'organisation judiciaire est ainsi conçu : « L'exécution des jugements aura lieu en dehors de toute action administrative, consulaire ou autre, et sur l'ordre du tribunal. Elle sera effectuée par les huissiers du tribunal avec l'assistance des autorités locales, si cette assistance devient nécessaire, mais toujours en dehors de toute ingérence administrative. »

Si une autorité quelconque pouvait avoir des droits de révision sur les jugements des tribunaux mixtes, non seulement leur puissance, mais même leur existence deviendraient illusoirs. C'est justement pour assurer l'exécution intégrale de leurs jugements que le législateur mixte a pris soin d'insérer cet article 18 dans le règlement d'organisation judiciaire. L'autonomie administrative des tribunaux mixtes est assurée de ce

fait contre les ingérences administratives ou consulaires possibles dans l'exécution des jugements.

Outre l'autonomie administrative dont jouissent les tribunaux mixtes, ils possèdent également une autonomie législative très étendue malgré que ce soient des tribunaux égyptiens et qu'ils rendent la justice au nom du souverain du pays. Cette autonomie, comme nous allons le voir en nous plaçant au point de vue civil et commercial, est très étendue.

Avant 1911, quand le gouvernement égyptien voulait apporter une modification quelconque à la législation civile ou commerciale mixte, il devait tout d'abord demander l'approbation des puissances qui avaient adhéré à la réforme judiciaire. Ces puissances étant très nombreuses, et les tractations diplomatiques étant très lentes sans compter la possibilité d'un refus obstiné de la part d'une des puissances, toutes ces raisons suffisent pour donner une idée de l'absurdité de ce système comme instrument de législation. Une réforme s'imposait donc et, en 1911, le gouvernement égyptien s'est mis d'accord avec les puissances étrangères pour reconnaître à l'Assemblée générale de la cour d'appel mixte un pouvoir législatif assez étendu. Le rôle législatif important qu'allait désormais jouer cette Assemblée générale en exigeait le remaniement de façon à y faire entrer des représentants de toutes les puissances qui ont adhéré à la réforme judiciaire.

Il serait beaucoup trop long de retracer les nombreux détails de cette importante réforme¹. Nous nous bornerons à dire qu'en vertu de cette réforme, il suffit de l'assentiment de l'As-

1. Nous jugeons utile de rapporter le texte du nouvel article 12 du Code civil mixte, qui a consacré cette réforme : « Les additions et modifications à la législation mixte, seront édictées sur l'initiative du Ministère de la Justice, à la suite et en conformité d'une délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte, à laquelle sera appelé le Juge le plus ancien de chaque nationalité dont le Gouvernement a adhéré à la réforme judiciaire de 1875, et qui n'est pas représenté par un Conseiller à la Cour ».

semblée générale de la cour d'appel mixte, pour que le gouvernement égyptien puisse promulguer des lois applicables aux étrangers. Ce nouveau système est, incontestablement, infiniment supérieur à l'ancien, quoique la puissance législative de l'Etat égyptien ne se soit pas affermie par ce fait.

Il convient de noter que l'article 2 du Code civil mixte donne au juge des pouvoirs assez appréciables ; ce texte est ainsi conçu : « En cas de silence, d'insuffisance ou d'obscurité de la loi, le juge se conformera au principe du droit naturel et aux règles de l'équité. »

C'est surtout en matière de propriété littéraire, artistique et industrielle, passée sous silence par le législateur, que les tribunaux mixtes ont appliqué cet article.

Nous voyons par là que tant au point de vue administratif, qu'au point de vue législatif, les tribunaux mixtes jouissent d'une indépendance assez étendue.

« L'Assemblée ne sera valablement constituée que par la présence d'au moins 15 de ses membres ».

« Tout conseiller à la Cour, dont l'absence ou l'empêchement est constaté en vertu d'un règlement intérieur à élaborer par l'Assemblée générale de la Cour, en séance ordinaire, sera remplacé par le juge le plus ancien de la même nationalité. Le juge le plus ancien absent ou empêché dans les mêmes conditions, sera remplacé par le juge subséquent de la même nationalité ».

« La délibération devra avoir été prise à la majorité de 2/3 des membres présents ».

« Les projets de loi ainsi approuvés ne peuvent être promulgués que 3 mois après leur approbation ».

« A la demande d'une ou de plusieurs puissances, formulée au cours de ce délai, ils seront, à l'expiration dudit délai, soumis à une nouvelle délibération. A la suite de cette nouvelle délibération, le projet de loi qui aura réuni la majorité des voix requises pourra être promulguée, sans autre formalité ni délai ».

« L'Assemblée générale de la Cour, en séance ordinaire, pourra saisir le ministre de la Justice de propositions de réformes en matière de législation mixte ».

« Toutefois, il ne pourra être apporté, en vertu de cet article, aucune modification ni addition au Règlement d'organisation judiciaire ».

« Les lois ainsi préparées, entreront en vigueur par la simple publication au *Journal officiel* ».

« A défaut de publication dans un délai de 3 mois, à partir du moment où cette publication peut avoir lieu, le projet de loi sera considéré comme abandonné et ne pourra être repris qu'en se conformant à nouveau aux dispositions du présent article ».

CHAPITRE III

LES TRIBUNAUX INDIGENES

Les tribunaux indigènes, tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui, datent de 1883 ; mais remontons plus haut et examinons par quels moyens la justice était rendue avant l'institution de ces tribunaux.

Le « Mehkémeh » (tribunal musulman) a été la seule juridiction que l'Egypte ait jamais connue depuis la conquête des Arabes. La législation appliquée par cette juridiction était la « Sharie » (droit musulman).

Mohammed Ali, le grand réformateur, et ses successeurs, firent plusieurs tentatives de sécularisation de la justice en Egypte, mais malheureusement toutes les innovations qu'ils cherchèrent à introduire échouèrent. Il fut institué à plusieurs reprises des espèces de tribunaux de composition purement administrative, appelés « maglis » (conseil) mais qui étaient destinés à disparaître aussitôt institués et, quand ils étaient remplacés par d'autres tribunaux, ceux-ci disparaissaient également après une bien courte existence. Les lois, d'ailleurs, n'étaient pas plus stables que les juridictions qui devaient les appliquer. Malgré tous les bouleversements survenus au cours du XIX^e siècle dans l'organisation judiciaire indigène, le « Mehkémeh » est toujours resté le seul tribunal digne de ce nom.

La réforme mixte de 1875 ayant admirablement réussi, le

législateur égyptien se décida à tenter une réforme analogue et, par le décret du 14 juin 1883, les tribunaux indigènes furent institués sur le modèle des tribunaux mixtes. Mais ce décret a été dans la suite complété ou modifié par de nombreuses décisions législatives ¹.

Pour connaître l'organisation actuelle des tribunaux indigènes, il faut combiner ensemble ces dispositions législatives et celles du décret général du 14 juin 1883.

La base de cette organisation, c'est l'institution de sept tribunaux de première instance ou de centre. Ces tribunaux ont à la fois une compétence civile et une compétence pénale et ils fonctionnent tantôt comme premier degré de juridiction et tantôt comme second degré de juridiction. Dans tous les cas, les jugements de ces tribunaux sont rendus par trois juges.

Au-dessous de ces tribunaux de première instance ou de centre, il y a en premier lieu quarante quatre tribunaux de justice sommaire établis dans le ressort des tribunaux de première instance et en second lieu, cent sept tribunaux de « Markaz ». Ces tribunaux de « Markaz » sont établis dans les villes où ne siège pas un tribunal de justice sommaire. Leur compétence est surtout pénale quoiqu'ils puissent avoir aussi une compétence civile.

Au-dessous des tribunaux de première instance ou de centre, il y a, en troisième lieu, deux tribunaux de contraventions et deux tribunaux de jeunes délinquants ; les uns et les autres siégeant au Caire et à Alexandrie et n'ayant qu'une compétence pénale.

¹1. Les principales décisions législatives sont : 1° les décrets du 16 mars 1895 et du 28 avril 1898, sur la juridiction des omdehs ; 2° la loi du 14 février 1904, portant création des tribunaux de markaz et des rôles spéciaux ; 3° la loi du 20 juin 1904 sur la compétence des tribunaux de justice sommaire ; 4° la loi du 12 janvier 1905 instituant les Cours d'assises ; 5° la loi du 21 janvier 1905 sur la Cour de cassation indigène ; 6° les arrêtés ministériels du 28 mars et 6 mai 1905 créant les tribunaux spéciaux pour jeunes délinquants.

Enfin, il y a les tribunaux des « omdehs » dont la compétence est à la fois civile et pénale.

Dans la hiérarchie judiciaire, au-dessus des tribunaux de première instance ou de centre, il y a les cours d'assises et la cours d'appel indigène.

Les cours d'assises ont été instituées par la loi du 12 janvier 1905. Elles siègent dans les sept villes où est établi un tribunal de première instance. Les cours d'assises ne sont pas permanentes ; elles se réunissent une fois par mois dans chacune des sept villes où est établi le tribunal de première instance. Leur compétence est exclusivement pénale : elles connaissent des crimes commis dans leur ressort.

La cour d'appel indigène siège au Caire. Elle a, tout à la fois, une compétence civile, une compétence administrative et une compétence pénale ¹.

A coté des tribunaux ainsi constitués, la législation égyptienne, à l'instar des législations européennes, a organisé un ministère public. Les fonctions du ministère public sont les

1. En matière civile, la Cour d'appel indigène statue comme second et dernier degré de juridiction ; elle connaît, en appel, des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux de première instance. En matière administrative, la Cour d'Appel indigène statue, tantôt comme unique degré de juridiction, et tantôt comme second et dernier degré de juridiction. Elle statue comme unique degré de juridiction sur les réclamations contre la validité de l'élection d'un notable délégué au Conseil législatif ou à l'Assemblée générale ; elle statue comme second et dernier degré de juridiction sur les pourvois formés contre les délibérations des commissions chargées d'examiner les réclamations au sujet des listes électorales. En matière pénale, la Cour d'Appel statue comme second et dernier degré de juridiction sur l'appel des jugements rendus en matière de contraventions aux règlements du Tanzim et sur l'appel des jugements ordonnant ou refusant la fermeture ou la suppression des établissements incommodes, insalubres ou dangereux. Elle statue comme Cour de cassation, sur les pourvois interjetés par le ministère public, le condamné, la partie civile ou les personnes civilement responsables contre les jugements ou arrêts rendus en dernier ressort en matière criminelle ou correctionnelle. Trois conditions sont exigées pour que la Cour d'Appel soit légalement saisie et puisse statuer comme Cour de Cassation. Il faut : a) que le fait constaté ne soit pas puni par la loi ; b) que la loi ait été mal appliquée au fait tel qu'il a été constaté par la sentence ; c) qu'il existe une nullité substantielle de la procédure ou de la sentence.

mêmes dans la législation égyptienne que dans les législations européennes. En matière civile, le ministère public joue dans l'instance le rôle de partie jointe. En matière pénale, au contraire, il joue le rôle de partie principale. En principe, c'est-à-lui seul qu'appartient l'exercice de l'action publique.

Ces tribunaux sont les tribunaux ordinaires de statut réel ¹. Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation des tribunaux indigènes.

La situation des tribunaux indigènes par rapport à l'Etat égyptien est certainement très différente de celle des tribunaux mixtes. Le législateur égyptien est absolument maître de ces tribunaux ; il a sur eux un pouvoir illimité. Quand le législateur édicte des lois, il suffit qu'elles soient insérées dans les journaux officiels pour qu'elles deviennent exécutoires. L'article 28 du règlement de réorganisation judiciaire indigène est explicite sur ce point.

De plus, les tribunaux mixtes sont beaucoup plus indépendants, quant à leur fonctionnement, que les tribunaux indigènes. Dans les tribunaux indigènes, seuls les conseillers de la cour d'appel sont inamovibles. Le gouvernement égyptien peut révoquer tous les juges, tous les magistrats du parquet et tous les officiers de justice. C'est le ministère de la justice qui décide de l'avancement de tous ces fonctionnaires.

Les jugements rendus par les tribunaux indigènes, sont exécutés par leurs huissiers et l'article 31 du règlement de réorganisation judiciaire indigène ajoute : « avec l'assistance des autorités compétentes, si elle est requise, mais toujours en

1. A côté d'eux, la législation égyptienne a institué, pour certains cas exceptionnels et d'ailleurs limitativement déterminés, des tribunaux spéciaux de statut réel qu'il serait trop long d'énumérer.

dehors de toute ingérence et responsabilité de l'administration ». Ce texte correspond à celui de l'article 18 du règlement d'organisation judiciaire mixte que nous avons cité en parlant des tribunaux mixtes.

CHAPITRE IV

LES TRIBUNAUX RELIGIEUX DU STATUT PERSONNEL

C'est la nationalité des parties en litige qui détermine la compétence *ratione personæ* des tribunaux mixtes, des tribunaux indigènes et des tribunaux consulaires ; au contraire, en ce qui concerne les juridictions égyptiennes du statut personnel, la nationalité des parties en litige ne sera pas le seul élément pour déterminer la compétence, mais à ce premier facteur va s'en ajouter un autre plus important encore, qui est la religion et qui servira de base à la répartition de la compétence entre ces juridictions. En matière de statut personnel la nationalité des parties en litige, qu'elles soient indigènes, étrangères, de même nationalité ou de nationalités différentes, ne suffit pas pour déterminer le juge compétent ; il faut de plus savoir si elles sont musulmanes, chrétiennes ou israélites. Quelquefois même la question de religion à elle toute seule ne suffit pas pour déterminer le juge compétent ; il y a la question de rite qui intervient et qui complique l'élément religion.

Les juridictions du statut personnel sont en principe des juridictions religieuses et c'est dire qu'elles sont très nombreuses en Egypte. On peut les diviser en deux catégories :

- 1° Les juridictions musulmanes ;
- 2° Les juridictions non musulmanes.

Dans la première de ces catégories figurent les « Mehkémehs » (tribunaux musulmans) et les « Méglis Hasbys » (conseils pour la sauvegarde des intérêts des mineurs et interdits).

La deuxième catégorie comprend toutes les autres juridictions.

SECTION I. — *Les juridictions musulmanes.*

Avant de parler des juridictions musulmanes, nous allons dire quelques mots de la religion musulmane, de l'acquisition et de la perte de cette religion.

§ I. — *La religion musulmane.*

La religion musulmane est reconnue officiellement comme religion d'Etat. Elle est reconnue comme telle par l'article 149 de la Constitution égyptienne. Les sujets musulmans sont de beaucoup les plus nombreux en Egypte. D'après le recensement le plus récent qui date de 1917, ils représentent plus de 91% des habitants du pays.

Comme toutes les religions, la religion musulmane s'acquiert par la naissance et par la conversion.

L'article 124 du Code de statut personnel musulman est ainsi conçu : « Les enfants de l'un ou de l'autre sexe, issus du mariage d'un musulman avec une chrétienne ou avec une juive, suivront la religion de leur père. »

Toute personne, pourvu qu'elle soit majeure et saine d'esprit, peut se convertir à l'islamisme. Aucune formalités légale n'est exigée pour cette conversion, il suffit d'en manifester le désir qui doit être accompagné de la reconnaissance de Dieu et de son prophète Mohammed. Cette conversion ne produit aucun

effet rétroactif, le converti est simplement, pour l'avenir, soumis à la législation musulmane pour tout ce qui touche au statut personnel.

Il est intéressant d'examiner les effets que peut avoir la conversion sur les rapports familiaux du converti. Et d'abord, remarquons qu'est absolument défendu par le droit musulman toute union entre une musulmane et un non musulman. Examinons maintenant les effets que peut avoir une conversion sur un mariage préexistant. Nous allons envisager trois hypothèses, toutes trois prévues par le Code de statut personnel musulman ; ce sont : 1° la conversion des deux époux ; 2° la conversion du mari seul ; 3° la conversion de la femme seule.

1° *Conversion des deux époux.* — L'article 128 du Code de statut personnel musulman est ainsi conçu : « Si les deux époux se convertissent en même temps à l'islamisme, leur mariage antérieur reste valable et produira tous ses effets, à moins qu'il n'ait été contracté malgré un empêchement, auquel cas le magistrat prononcera sa dissolution. » A supposer au contraire que le mariage fût nul d'après l'ancienne religion, alors qu'en droit musulman rien ne s'opposait à l'union des époux, ils devraient après leur conversion à l'islamisme, contracter un nouveau mariage.

2° *Conversion du mari seul.* — C'est l'article 127 du Code de statut personnel musulman qui envisage cette hypothèse et il est ainsi conçu : « Si le mari d'une femme chrétienne ou d'une juive se fait musulman, le mariage reste indissoluble ; mais lorsque la femme n'est ni chrétienne, ni juive, elle sera invitée à embrasser l'islam ; et si elle l'embrasse, l'union reste intacte ; si elle le refuse ou qu'elle embrasse l'islamisme, alors que son mariage est légalement prohibé, le mariage est dissous par décision judiciaire ».

« Cette séparation motivée par le refus de la femme d'embrasser l'islamisme, constitue un cas de divorce. »

« Dans ce cas aussi, le mariage est censé existant, tant que le magistrat n'en aura pas prononcé la dissolution. »

3° *Conversion de la femme seule.* — Cette hypothèse est envisagée par l'article 126 du Code de statut personnel musulman, qui est ainsi conçu : « Si la femme d'un non-musulman embrasse l'islamisme, son époux doit être invité à embrasser l'islamisme. S'il est converti le mariage restera indissoluble¹, à moins que la femme ne soit une personne légalement prohibée ».

« S'il refuse l'islamisme ou s'il l'embrasse, le mariage entre lui et la femme étant prohibé, le magistrat prononcera immédiatement la dissolution du mariage, quand même le mari serait mineur, pourvu qu'il ait l'âge de raison et quand même il serait en état d'imbécillité ».

« Mais, s'il est au-dessous de l'âge de raison, le magistrat attendra qu'il ait atteint cet âge ».

« Si le mari est frappé de folie, le magistrat, sans attendre qu'il ait recouvré ses facultés intellectuelles, invitera son père ou sa mère à embrasser l'islamisme ; et si l'un d'eux l'embrasse, le fils l'embrassera aussi, et le mariage restera indissoluble. Mais si les parents de l'aliéné s'y refusent, le mariage est dissous ».

« Lorsque le mari aliéné n'a ni père, ni mère, le magistrat lui constituera un tuteur pour prononcer contre lui la dissolution du mariage ».

« Cette séparation des époux prononcée par le magistrat,

1. Le choix de ce terme « indissoluble » n'a pas été heureux ; il vient de la défectuosité de la traduction. Il veut certainement signifier « valable », étant donné que, dans toutes les législations, le mariage peut être dissous, ne fût-ce que par la mort de l'un des conjoints.

par suite du refus du mari doué de raison ou d'un des parents de l'aliéné, constitue une répudiation et non un divorce ».

« Tant que le magistrat n'aura pas prononcé la dissolution du mariage, il est censé existant. »

La différence de situation que le législateur a faite au mari et à la femme qui se convertissent vient de ce que la législation musulmane permet le mariage d'un musulman avec une chrétienne ou une juive, mais qu'au contraire il prohibe absolument tout mariage entre une musulmane et un non-musulman de quelque religion qu'il soit.

Au sujet des effets de la conversion des époux sur la religion de leurs enfants, l'article 129 du Code de statut personnel s'exprime en ces termes : « Si l'un des époux embrasse l'islamisme, les enfants qu'ils peuvent avoir alors, et ceux qui naîtront de leur union avant ou après que l'invitation à l'islamisme ait été adressée à l'autre époux, seront tous élevés dans la religion musulmane, s'ils sont établis dans les terres musulmanes, soit que celui de leurs parents qui s'est converti y réside aussi ou qu'il réside ailleurs. Les enfants qui ne sont pas établis dans les Etats musulmans ne sont pas obligés de suivre la religion musulmane. »

Les enfants trouvés sont considérés par la loi musulmane comme musulmans. C'est ainsi que l'article 357 du Code de statut personnel musulman s'exprime : « Tout enfant trouvé est réputé libre et musulman, quand même celui qui l'aura recueilli serait non musulman, à moins qu'il ne soit trouvé par un musulman dans un quartier habité uniquement par les chrétiens ou les juifs. » Cette présomption en faveur de la religion musulmane admet cependant la preuve contraire. En effet, s'il est prouvé que le père de cet enfant est chrétien ou juif, il suivra la religion de son père.

Examinons maintenant la question de la perte de la religion musulmane.

La religion musulmane se perd par l'apostasie et par apostat, il faut entendre toute personne musulmane, saine d'esprit et ayant atteint l'âge de raison, qui abandonne la religion musulmane pour en embrasser une autre, ou encore qui renie l'une des vérités de la foi musulmane.

Sur les effets que l'apostasie produit sur les liens du mariage, l'article 303 du Code de statut personnel s'exprime en ces termes : « L'apostasie de l'un des époux musulmans entraîne immédiatement la dissolution du mariage et la séparation, sans besoin d'une décision judiciaire ».

« Cette séparation constitue un divorce et non pas une répudiation. »

La dissolution du mariage résultant de l'apostasie produit des effets très intéressants quant au droit de succession. La femme restée musulmane, ne conserve son droit d'hériter des biens laissés par le mari apostat qu'à la condition que celui-ci meure avant l'expiration du délai de viduité. Dans le cas où il meurt après l'expiration de ce délai, la femme n'aura aucun droit à sa succession. Il en est différemment du mari resté musulman qui, lui, n'hérite de sa femme qui avait abandonné la religion musulmane que dans le cas où la dite femme n'a quitté la foi musulmane qu'à sa dernière maladie.

Le seul moyen de réhabilitation de l'apostat est le retour à la religion musulmane. Dans ce cas, le mariage qui avait été dissous n'est pas rétabli par ce seul fait, mais l'apostat peut contracter un nouveau mariage avec son ancienne femme qui reste libre d'accepter ou de refuser cette nouvelle union. Quand c'est la femme qui retourne à l'islamisme, son ancien mari musulman peut au contraire la contraindre à contracter avec lui une seconde union.

§ II. — *Les Mehkémehs* (tribunaux musulmans).

Le Mehkémeh, qui est le plus ancien des tribunaux égyptiens, a été pendant très longtemps le seul tribunal ayant le droit de rendre la justice et c'est dire que ses attributions étaient très étendues.

La juridiction musulmane de statut personnel est constituée par les Mehkémehs, dont l'organisation est fixée par deux lois fondamentales : le règlement de réorganisation des Mehkémehs du 27 mai 1897 et la loi du 10 décembre 1909.

La base de cette organisation, c'est l'institution de huit Mehkémehs de première instance. Au-dessous des Mehkémehs de première instance, la loi du 10 décembre 1909 a prévu l'institution de Mehkémehs de justice sommaire. Au-dessus des Mehkémehs de première instance, il est institué un Mehkémeh suprême ; il siège au Caire et il est composé du Cadi du Caire et de quatre membres choisis par le Cadi du Caire d'accord avec le ministre de la Justice. Les jugements du Mehkémeh suprême doivent être rendus par cinq juges. La compétence du Mehkémeh suprême est fixée par l'article 8 de la loi du 10 décembre 1909. Le Mehkémeh suprême fonctionne toujours comme tribunal d'appel ; il connaît des recours formés contre les jugements rendus à charge d'appel par les Mehkémehs de première instance.

La loi que doivent appliquer les Mehkémehs est la loi musulmane, conformément à l'interprétation du grand Iman Abou Hanifa. Le rite hanafite est en effet le rite officiel de l'Égypte. Il existe, dans le droit musulman, une autorité à laquelle est confiée l'interprétation doctrinale de la loi. Cette autorité est le Mufti. Les fonctions de Mufti sont remplies auprès du Mehké-

meh suprême et auprès du mehkémeh du Caire, par le grand Mufti d'Égypte.

De la compétence étendue qu'avaient les mehkémehs, il ne leur reste plus aujourd'hui qu'une partie très restreinte de cette compétence. Et tout d'abord, en vertu des Capitulations, les nationaux des Etats bénéficiaires des Capitulations n'ont accès à la juridiction des Mehkémehs que comme demandeurs, mais jamais comme défendeurs. Quant aux autres habitants du pays, ils sont en principe justiciables de ces tribunaux à moins qu'il n'y ait une disposition de loi en sens contraire.

Aujourd'hui, la compétence des mehkémehs est restreinte aux questions de statut personnel et à la constitution des wakfs en mettant de côté les matières qui sont de la compétence des Méglis Hasbys. Alors que les Mehkémeh étaient des juridictions de droit commun en toute matière, elles cédèrent la place aux tribunaux indigènes et ne demeurèrent des juridictions de droit commun qu'en matière de statut personnel.

Comme les tribunaux indigènes, les Mehkémehs sont dans un état de dépendance complet par rapport au gouvernement égyptien. Ils sont sous le contrôle direct du Ministère de la justice et aucun de leurs magistrats ou officiers de justice ne jouit de l'inaMOVibilité.

C'est généralement par les soins des autorités administratives que sont exécutés les jugements rendus par les Mehkémehs. Les tribunaux mixtes et indigènes prêtent également et souvent leur concours.

§ III. — *Les Méglis Hasbys*¹

L'institution des Méglis Hasbys date seulement de l'année 1873. Ils ont été réorganisés en 1896. Depuis cette date, ils

1. Sur les détails concernant les Méglis Hasbys consulter SesostriS Sidaroussbey dans *L'Égypte contemporaine*, tomes I et III.

ont été l'objet de plusieurs réformes, dont la plus importante est celle du 2 novembre 1925.

Les Méglis Hasbys créés par le décret du 14 mars 1873 avaient pour but de veiller à la conservation des intérêts des interdits et des mineurs, à procéder à la nomination du tuteur lorsqu'aucun tuteur testamentaire n'avait été nommé, à prononcer la révocation du tuteur en cas d'indignité, enfin à lever l'interdiction lorsque les causes de l'interdiction n'existaient plus.

Le décret du 14 mars 1873 n'est plus en vigueur. Le décret du 19 novembre 1896 l'a remplacé en apportant de nombreuses modifications. Tout récemment encore, le décret-loi du 2 novembre 1925 est venu apporter une organisation nouvelle aux Méglis Hasbys, à la fois plus précise, plus claire et plus complète que la précédente. Voici les grandes lignes de cette organisation.

Il est établi un Méglis Hasbys auprès de chaque Markaz, de chaque Moudirieh et de chaque Gouvernorat ¹.

Les attributions des Méglis Hasbys sont fixées par l'article 3 du décret loi du 2 novembre 1925. Aux termes de ce texte, les Méglis Hasbys sont exclusivement compétents pour connaître des questions et contestations concernant les Egyptiens ainsi que toutes autres personnes domiciliées en Egypte, tant musulmans que non musulmans, et relatives aux matières suivantes :

1° La nomination des tuteurs aux mineurs ou aux enfants conçus, des curateurs aux interdits et des procureurs aux absents ;

2° La confirmation des tuteurs testamentaires reconnus aptes à la tutelle ;

1. Sur l'organisation de ces Méglis Hasbys, voir les articles 1 et 2 du décret-loi du 2 novembre 1925.

3° La nomination des subrogés tuteurs, curateurs et procureurs ;

4° La révocation de tous ces représentants, leur remplacement ou l'acceptation de leur démission ;

5° L'interdiction des incapables et la mainlevée de l'interdiction ;

6° Le maintien de la tutelle au delà de l'âge de 21 ans, s'il y a lieu ;

7° L'interdiction au mineur âgé de 18 ans de faire certains actes d'administration ;

8° La désignation d'un représentant *ad litem* pour ester en justice dans l'intérêt du mineur, de l'interdit ou de l'absent, dans le cas de conflit d'intérêt avec le tuteur, curateur ou procureur ;

9° La surveillance de la gestion des tuteur, curateur ou procureur, l'examen de leurs comptes et les mesures urgentes à prendre pour la sauvegarde des intérêts des mineurs incapables ou absents ; le retrait des tuteurs légaux (walis), en tout ou en partie, de leurs pouvoirs sur les biens des personnes soumises à leur puissance, dans les cas prévus à l'article 28 de la présente loi ¹.

L'article 11 du décret-loi du 2 novembre 1925 prévoit l'existence d'un Méglis Hasby supérieur ², jouant le rôle de cour d'appel.

1. Il fait allusion aux attributions des Méglis Hasbys en matière de tutelle légale et il est ainsi conçu : « Le retrait du pouvoir des tuteurs légaux sur les biens des personnes soumises à leur puissance ne pourra être prononcé qu'à la requête du ministère public et en cas seulement d'abus graves compromettant le capital du patrimoine de ces personnes. Si le Méglis estime que le manque de confiance que le tuteur légal inspire n'est pas suffisant pour justifier le retrait complet de ses pouvoirs sur les dits biens, il pourra lui interdire l'accomplissement sans autorisation spéciale de tous les actes ou de certains des actes énumérés à l'article 21 ».

« Le Méglis Hasby pourra aussi l'inviter à présenter dans un délai qui ne saurait être inférieur à 8 jours, un état des dits biens, sous peine de lui appliquer les sanctions édictées à l'art. 8 de la présente loi ».

2. Sur les attributions du Méglis Hasby supérieur, voir l'art. 15 du décret-loi du 2 novembre 1925.

Les Méglis Hasbys n'ont pas encore de magistrats qui leur soient spécialement affectés. Le Méglis Hasby de chaque markaz est composé d'un juge des tribunaux indigènes, d'un Cadi délégué par le ministre de la Justice et d'un notable désigné par le ministre de l'Intérieur. Quant au Méglis Hasby institué auprès de chaque moudirieh et de chaque gouvernorat, il est composé d'un juge des tribunaux indigènes, délégué par le Conseil des ministres, président ; d'un Cadi délégué par le ministre de la Justice et d'un notable désigné par le ministre de l'Intérieur.

Les pouvoirs législatifs et administratifs que le gouvernement égyptien exerce sur les Méglis Hasbys, sont les mêmes que ceux qu'il exerce sur les tribunaux indigènes et les mehkémehs.

Les jugements des Méglis Hasbys sont exécutés de la même façon que ceux des Mehkémehs, puisque ni les uns, ni les autres, n'ont d'huissiers attachés à leur service, pour exécuter leurs jugements.

Dans la classification des juridictions du statut personnel, une place à part aurait dû être faite aux Méglis Hasbys. La juridiction du Méglis Hasby n'est, en effet, ni une juridiction exclusivement séculière, ni une juridiction exclusivement religieuse ; elle tient à la fois de l'une et de l'autre. Par l'origine de son institution¹, qui est un acte du pouvoir séculier, et même par sa composition, où l'élément séculier est prédominant, la juridiction du Méglis Hasby est une juridiction séculière. Mais, d'autre part, la nécessité où elle se trouve de faire application de la loi musulmane donne à cette juridiction un caractère religieux.

1. Sur les origines des Méglis Hasbys, consulter, dans l'*Egypte contemporaine* le travail de Sesostris Sidarouss Bey.

SECTION. — *Les juridictions non-musulmanes.*

Les juridictions non-musulmanes du statut personnel sont les Patriarcats, les Wikalat et les Rabbinate.

Les patriarcats sont les juridictions des communautés chrétiennes, catholiques et orthodoxes : par communautés chrétiennes catholiques, il faut entendre les communautés chrétiennes qui reconnaissent l'autorité spirituelle du pape et qui, par conséquent, sont unies à l'Eglise romaine ; par communautés chrétiennes orthodoxes, il faut entendre les communautés chrétiennes qui sont séparées de l'Eglise romaine.

Les wikalats sont les juridictions des communautés chrétiennes protestantes. Les rabbinate sont les juridictions des communautés israélites.

L'origine du pouvoir juridictionnel des patriarcats et des rabbinate est fort lointaine. Elle remonte en effet aux premiers temps de l'Islam. Après la conquête de la Palestine par les Arabes, le khalife Omar concéda aux chrétiens vaincus une charte qui leur garantissait la conservation de leurs biens et de leurs églises, ainsi que le pouvoir d'administrer la justice dans leurs rapports entre eux. Cet exemple fut suivi par le sultan Mehemet II lorsque, après la prise de Constantinople, celui-ci dut régler la situation juridique des populations non-musulmanes qu'il venait de soumettre. Des firmans furent accordés par Mehemet II aux chefs des diverses communautés chrétiennes et israélites ; par ces firmans, les chrétiens et les israélites acquirent le droit d'exercer librement leur culte et d'administrer la justice entre eux conformément à leurs lois.

L'origine du pouvoir juridictionnel des wikalats protestants est beaucoup plus récente. Elle remonte seulement à l'année 1850. C'est un firman impérial du 20 novembre 1850 qui a

étendu aux communautés protestantes le privilège juridictionnel dont jouissaient déjà depuis plusieurs siècles les autres communautés chrétiennes.

Les juridictions non-musulmanes du statut personnel ne peuvent légalement fonctionner en Egypte que si elles ont reçu une investiture régulière de l'autorité compétente. Ce principe est essentiel. Donc, tant qu'elles n'ont pas reçu cette investiture, ces juridictions ne peuvent pas légalement fonctionner en Egypte. Cela veut dire pratiquement que les décisions qu'elles rendraient ne pourraient pas être exécutées avec le concours de l'Etat et, par conséquent, resteraient sans exécution.

Mais quelle est l'autorité compétente pour donner cette investiture régulière aux juridictions non-musulmanes de statut personnel ? Pour répondre à cette question, il faut faire une distinction entre les communautés égyptiennes et les communautés ottomanes ¹. L'autorité compétente pour donner l'investiture régulière aux juridictions des communautés ottomanes, c'est le gouvernement ottoman ; il donne cette investiture en approuvant par un bésat ², la nomination des divers chefs religieux de ces communautés, c'est-à-dire des patriarches, des évêques et des rabbins. L'autorité compétente pour donner l'investiture régulière aux juridictions des communautés égyptiennes, c'est le gouvernement égyptien. Il donne cette investiture en approuvant par un décret la nomination des divers chefs religieux de ces communautés.

Dans l'état actuel des choses, les communautés régulière-

1. Par communautés égyptiennes, il faut entendre celles qui, entièrement composées d'indigènes sujets locaux, ont pris naissance en Egypte et ne fonctionnent qu'en Egypte. Par communautés ottomanes, il faut entendre celles qui ont pris naissance dans l'Empire Ottoman, ailleurs qu'en Egypte, et dont une ramification seulement se trouve en Egypte.

2. Le bésat, c'est en quelque sorte l'octroi du pouvoir juridictionnel.

ment investies du pouvoir judiciaire en Egypte sont les suivantes :

- 1° Les coptes orthodoxes (au nombre de 754.778) ;
- 2° Les Grecs orthodoxes (les Grecs sujets locaux de tous les rites, comptent 17.622 âmes) ;
- 3° Les Arméniens orthodoxes (les Arméniens sujets locaux de tous les rites, comptent 5.094 âmes) ;
- 4° Les Syriens orthodoxes (Jacobites) (les Syriens sujets locaux de tous les rites, comptent 23.126 âmes) ;
- 5° Les coptes catholiques (au nombre de 31.097) ;
- 6° Les Grecs catholiques ;
- 7° Les Arméniens catholiques ;
- 8° Les Syriens catholiques ;
- 9° Les maronites catholiques ;
- 10° Les protestants indigènes (au nombre de 37.780) ;
- 11° Les israélites rabinites ;
- 12° Les israélites caraïtes ¹ (les israélites sujets locaux comptent 14.417 âmes).

Les juridictions des communautés égyptiennes fonctionnent conformément aux règlements édictés par le gouvernement égyptien. De toutes les communautés que nous venons de citer trois seulement ont bénéficié de règlements fixant leurs attributions et leur compétence. Le premier en date est celui qui concerne la communauté copte orthodoxe. Ce règlement, promulgué par décret du 14 mai 1883, a pour objet de déterminer l'organisation et la compétence de la juridiction de la communauté copte orthodoxe.

Le deuxième règlement est celui qui concerne les protestants indigènes. Il a été promulgué par décret du 1^{er} mars

1. La différence principale qu'il y a entre les rabinites et les caraïtes est que ces derniers ne reconnaissent pas le Talmud comme livre divinement inspiré.

1902. Ce décret a reconnu comme églises protestantes indigènes « The United Presbyterian church of Egypt » et « The Dutch Mission of Galioub ».

Le troisième règlement est celui qui concerne la communauté arménienne catholique. Il a été promulgué par décret du 18 novembre 1905.

Les juridictions appartenant aux autres communautés sont régies par les textes législatifs ottomans qui sont très nombreux ².

§ I. — *La compétence des tribunaux non-musulmans.*

Parmi les divers tribunaux de statut personnel fonctionnant en Egypte, il y a un tribunal de droit commun ; ce tribunal de droit commun, c'est le tribunal musulman de statut personnel, c'est-à-dire, chacun dans les limites de ses attributions, le Mehkémeh et le Méglis Hasby. Ce principe de solution ressort très certainement de l'ensemble des textes législatifs qui régissent la matière et, de plus, il est affirmé par la jurisprudence des tribunaux mixtes et des tribunaux indigènes. Déterminons les conséquences principales de ce principe.

La première, c'est que les indigènes n'appartenant à aucune communauté religieuse et les indigènes appartenant à une communauté religieuse n'ayant pas de juridiction, ou dont la juridiction n'a pas été officiellement reconnue, ressortissent aux Mehkémehs et aux Méglis Hasbys.

La deuxième conséquence, et c'est celle qui nous intéresse en ce moment, c'est que les tribunaux de statut personnel autres

1. Les principaux sont : 1° le firman adressé aux chefs des diverses communautés non-musulmanes en date de mai-juin 1853; 2° le manifeste de la Sublime Porte en date du 27 juillet 1853; 3° l'article XVIII du Hatti Humayoun du 18 février 1856; 4° les Hautes Circulaires impériales du 3 février 1891 et du 1^{er} avril 1891.

que les Mehkémehs et les Méglis Hasbys n'ont d'autre pouvoir juridictionnel que celui qui leur est reconnu par les textes législatifs. Cette règle est certaine en droit, mais son application soulève les plus graves difficultés, parce que les textes législatifs, qui consacrent la juridiction des tribunaux non-musulmans de statut personnel, manquent de clarté et de précision et sont, par conséquent, susceptibles de plusieurs interprétations. On leur reconnaît cependant, en général, le droit de trancher toutes les contestations, en matière de statut personnel, qui relèvent, pour les musulmans, de la compétence du Mehkémeh et du Méglis Hasby. Il va de soi que c'est la nationalité des parties en litige, leur religion et leur rite qui déterminent la compétence des tribunaux non-musulmans de statut personnel.

§ II. — *Nature de la compétence des juridictions non-musulmanes.*

La compétence des juridictions non-musulmanes est-elle obligatoire ou facultative ? La juridiction patriarcale ou rabbinique est obligatoire et exclusive, dès que le défendeur relève de son autorité pour toutes les questions de statut personnel autres que les successions testamentaires et les successions *ab intestat*. Il en est à plus forte raison ainsi lorsque toutes les parties relèvent de son autorité.

La juridiction patriarcale ou rabbinique est obligatoire et exclusive en matière de successions testamentaires, à la condition que la partie demanderesse ne soit pas d'une nationalité étrangère ou n'appartienne pas à une autre communauté. Ceci est catégoriquement affirmé par les Hautes Circulaires de 1891. Si la partie demanderesse est d'une nationalité étrangère

ou appartient à une autre communauté, la seule juridiction compétente est la juridiction de droit commun, c'est-à-dire la juridiction musulmane.

La juridiction patriarcale ou rabbinique est simplement facultative en matière de successions *ab intestat*, et, par facultative, nous voulons dire qu'elle dépend de l'accord des parties ; c'est-à-dire que la juridiction patriarcale rabbinique ne devient compétente que si les parties sont d'accord pour la saisir ; dans le cas contraire, la juridiction de droit commun est seule compétente, c'est-à-dire la juridiction musulmane. Cette compétence facultative de la juridiction patriarcale ou rabbinique en matière de succession *ab intestat* est consacrée par l'article XVIII du Hatti Hamayoun.

Nous allons voir comment le Ministère de la justice a résumé dans une circulaire du 21 janvier 1923, adressée aux mehkémehs, les principes régissant la compétence des tribunaux du statut personnel à l'égard des non musulmans :

1° Les procès de succession des non musulmans sont de la compétence des mehkémehs, sauf accord des parties pour porter leurs litiges devant leurs autorités religieuses.

2° Si les parties ne relèvent pas d'une même autorité religieuse, c'est-à-dire si l'une d'elles appartient à une communauté à laquelle n'appartient pas l'autre partie, ce sont les mehkémehs qui seront compétents pour connaître de leurs affaires de statut personnel. Car les Mehkémehs sont la juridiction nationale de droit commun à laquelle doit être soumis tout litige (en matière de statut personnel) ne rentrant pas dans la compétence d'une autre juridiction déterminée, qu'il y ait ou non accord des parties.

3° A l'exception des affaires de successions, les questions de statut personnel sont de la compétence des autorités religieuses, si le litige surgit entre deux personnes d'une même

communauté, qu'il y ait ou non accord des parties, pour se faire juger par les dites autorités, et que ces autorités soient ou non dotées de décrets portant institution pour elles du Mégliis Milli.

4° Si les parties s'entendent pour se faire juger par les meh-kémehs, rien n'empêche ceux-ci de statuer sur leurs litiges, que les parties appartiennent à une même communauté ou bien qu'elles soient de communautés différentes.

Cette circulaire est conforme à la jurisprudence mixte.

Il est important de remarquer que les musulmans ne peuvent en aucun cas être soumis à la juridiction des tribunaux religieux non musulmans. C'est une règle d'ordre public, que les accords des particuliers ne peuvent pas violer.

§ III. — *Les législations en vigueur devant les juridictions non-musulmanes.*

En Egypte, le statut personnel des non-musulmans n'est pas identique dans toutes les communautés religieuses. Chaque communauté a au contraire un statut personnel qui dépend de sa législation, de telle sorte qu'il y a autant de législations que de communautés.

Le législateur égyptien est absolument étranger aux législations en vigueur devant les juridictions non-musulmanes. Il serait difficile de déterminer exactement la législation appliquée par chacune de ces juridictions. Quelques-unes de ces juridictions appliquent un droit byzantin déformé ; c'est le cas de la plupart des conseils orthodoxes. La majorité des conseils catholiques applique le droit canonique. Le conseil des protestants indigènes applique une législation qui leur est tout à fait spéciale et dont l'origine est inconnue. La législation des israélites caraïtes ressemble beaucoup au droit musulman ; ils

admettent entre autre la polygamie, tandis que les rabbinites dont fait partie la communauté Achkénazie, n'admettent pas la polygamie. La conséquence de l'application, par chaque communauté religieuse, de sa législation particulière, donne naissance à des conflits de compétence judiciaire très importante.

Si l'on remarque que pour que les juridictions non musulmanes soient compétentes, il faut que les parties en litiges appartiennent à la religion et au rite dont dépend le tribunal, chaque fois que les parties sont de religions différentes, c'est le mehkémeh, juridiction du droit commun, qui sera compétent pour trancher le différend. Ce sera par conséquent la loi musulmane qui sera applicable. Or, les jurisconsultes musulmans ne sont pas d'accord sur les effets que la différence de religion peut produire en matière successorale. Ainsi, les uns décident qu'un israélite ne peut pas hériter d'un chrétien et réciproquement ; les autres, assimilant les isralites aux chrétiens, décident le contraire.

Ce que nous venons de dire suffit pour montrer l'importance considérable de la compétence judiciaire quand on pense surtout aux variations que le fond du droit est susceptible de subir suivant la juridiction devant laquelle le litige est porté. On peut donc juger de la confusion et de l'obscurité qui règnent dans les questions de droit soulevées par cet enchevêtrement des juridictions et des législations.

Nous allons dire un mot de la situation des juridictions non musulmanes par rapport au gouvernement égyptien.

Les juridictions non-musulmanes jouissent, à l'égard du gouvernement égyptien, d'une autonomie absolue, comparable à l'autonomie dont jouissent les juridictions consulaires. Le gouvernement égyptien n'a aucun droit de surveillance sur les tribunaux non-musulmans de statut personnel. Quant aux jugements de ces tribunaux, ils sont exécutés de la même façon que ceux des Mehkémehs et des Méglis Hasbys.

PREMIÈRE PARTIE

LA COMPÉTENCE
(*Ratione Personæ*)
DES TRIBUNAUX MIXTES

CHAPITRE PREMIER

PRELIMINAIRES

La compétence, c'est la capacité du tribunal ; ce sont les pouvoirs qui lui sont reconnus de rendre la justice. Nous ne nous occupons ici que des pouvoirs que possède un ordre de tribunaux pour trancher un litige à l'exclusion de tous les autres ordres.

Les principales dispositions législatives qui régissent cette matière en droit mixte sont les suivantes :

Art. 9 du règlement d'organisation judiciaire mixte.

« Ces tribunaux (les tribunaux mixtes) connaîtront seuls des contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalités différentes, en dehors du statut personnel ».

« Ils connaîtront seulement des actions réelles immobilières entre indigènes et étrangers, ou entre étrangers de même nationalité ou de nationalité différentes ».

« La municipalité d'Alexandrie, dans ses rapports avec des indigènes, n'est pas justiciable des tribunaux mixtes ¹. »

1. Ce paragraphe a été ajouté à l'art. 9 du Règlement d'organisation judiciaire par le premier décret khédivial du 26 mars 1900. Aux termes du décret qui l'a instituée la Municipalité d'Alexandrie est une administration distincte de celle de l'Etat et, par conséquent, peut avoir une nationalité différente de celle de l'Etat. Dès lors sa nationalité sera déterminée par les intérêts qu'elle représente. Or, il est incontestable que, par son ins-

Art. 5 du Code civil mixte :

« Les nouveaux tribunaux (les tribunaux mixtes) connaîtront de toutes les contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalités différentes, en dehors du statut personnel ; ils connaîtront aussi de toutes les actions réelles immobilières entre toutes personnes, même appartenant à la même nationalité. »

Il résulte de ces dispositions que la qualité d'indigène ou d'étranger joue un rôle important quant à la compétence des tribunaux mixtes. Malheureusement, pas plus les codes mixtes que les codes indigènes ne donnent une définition précise des termes « indigènes » et « étrangers », sur lesquels plane la plus grande incertitude. La jurisprudence mixte et la jurisprudence indigène ne sont pas du tout d'accord sur l'interprétation à donner, de sorte qu'un véritable désarroi règne à cet égard dans la législation égyptienne. On aurait pu parer à cet état de choses par la création d'une autorité suprême ayant le dernier mot et qui serait chargée de mettre fin aux nombreux conflits qui s'élèvent entre la juridiction mixte et la juridiction indigène.

titution et par sa composition, ses intérêts sont mixtes. Cette jurisprudence a cependant été législativement condamnée, sur la demande du Gouvernement égyptien, par la Commission internationale de 1898 ainsi que par les puissances. C'est alors que ce paragraphe a été ajouté à l'article 9 du Règlement d'organisation judiciaire.

CHAPITRE II

LES INDIGENES

SECTION I. — QUELLE EST LA LOI REGISSANT LA NATIONALITE EGYPTIENNE ?

Les tribunaux mixtes attribuent la qualité d'indigène à tous les sujets ottomans qui ne jouissent pas d'une protection étrangère. La jurisprudence mixte est constante sur ce point. Elle l'a été avant la proclamation du protectorat anglais sur l'Egypte, en 1922, lors de la déclaration de l'indépendance de l'Egypte et il en est encore ainsi aujourd'hui.

C'est la loi ottomane du 19 janvier 1869 qui a guidé les tribunaux mixtes dans cette jurisprudence. En effet, jusqu'en 1914, l'Egypte faisait partie de l'Empire ottoman, malgré l'autonomie législative, administrative et judiciaire dont elle jouissait ; il était donc logique que, jusqu'à cette date, la nationalité égyptienne et la nationalité ottomane soient régies par la même loi. Quand le protectorat britannique fut établi, et plus tard aboli par la déclaration de l'indépendance égyptienne, il n'était plus logique que l'Egypte continue à être régie par la loi ottomane sur la nationalité. Mais, pour que cette loi fut abolie, il fallait encore que l'Egypte promulguât une loi égyptienne sur la nationalité en remplacement de la loi ottomane. En attendant la promulgation de cette loi, qui est en élaboration et que

nous souhaitons voir bientôt entrer en vigueur, les tribunaux mixtes continuent à appliquer la loi ottomane de 1869. Il n'y a pas de doute sur cette question, puisque la cour d'appel mixte, dans un arrêt du 3 juin 1924 (Bulletin XXXVI, 403) s'exprime ainsi :

« Attendu qu'il a été soutenu que la situation serait différente après la déclaration de l'indépendance de l'Égypte et qu'après cette époque il n'y aurait pas lieu d'appliquer en Égypte des lois constitutionnelles de l'Empire ottoman ;

« Mais attendu que ce raisonnement ne tient pas debout : en tout cas, en ce qui concerne la loi dont il est question dans le présent procès, c'est-à-dire la loi du 19 janvier 1869, sur la nationalité ottomane, loi qui doit certainement être pratiquée aujourd'hui ici en Égypte, avec les seules différences qui sont rendues nécessaires par la séparation de l'Égypte de l'Empire ottoman. »

C'est donc la loi ottomane du 19 janvier 1869 qui régit la question de la nationalité en Égypte sauf la réserve dont nous venons de parler : « avec les seules différences qui sont rendues nécessaires par la séparation de l'Égypte de l'Empire ottoman ». Il nous faut donc étudier cette loi ottomane sur la nationalité.

SECTION II. — LA LOI OTTOMANE SUR LA NATIONALITE

§ I. — *L'acquisition et la perte de la nationalité*

Dans les articles 2, 3 et 4 de la loi ottomane sur la nationalité, le législateur ottoman donne aux étrangers la faculté d'acquérir la nationalité ottomane, mais il ne la leur impose en aucun cas.

Le législateur ne se montre plus du tout aussi facile quand il est question pour ses nationaux d'abandonner la nationalité ottomane pour acquérir une nationalité étrangère.

Comme nous l'avons déjà dit, les Capitulations ont considérablement avantagé les étrangers sur les indigènes, en leur créant une situation particulièrement favorable. Aussi, parmi ces derniers, il y en avait qui, dépourvus de tout sentiment patriotique, et guidés uniquement par le souci d'améliorer leur sort, s'abritaient derrière une nationalité étrangère, afin de se prévaloir des droits et des immunités capitulaires. C'est pour éviter des désertions de cette nature, qui malheureusement étaient très fréquentes à cette époque, sans avoir complètement disparu aujourd'hui, que le législateur ottoman exige l'obtention préalable d'une autorisation pour reconnaître la validité de l'acquisition par ses sujets d'une nationalité étrangère. L'article 5 déclare non avenue la naturalisation qui est faite sans l'autorisation du gouvernement impérial et l'article 6 donne au gouvernement la faculté de « prononcer la perte de la qualité de sujet ottoman contre tout sujet ottoman qui se sera naturalisé à l'étranger ou qui aura accepté des fonctions militaires près d'un gouvernement étranger, sans l'autorisation de son souverain ».

Supposons maintenant que la nationalité étrangère ait été acquise par un sujet ottoman, non par la naturalisation, mais par une option ou par le bienfait de la loi d'un pays étranger. Dans ce cas, les articles 5 et 6 vont-ils s'appliquer et par conséquent faudrait-il exiger l'autorisation du gouvernement ottoman pour que la validité de l'acquisition de cette nouvelle nationalité étrangère soit reconnue ? Nous ne le croyons pas. D'un côté, les articles 5 et 6, qui exigent l'autorisation du gouvernement ottoman, ne parlent que de la naturalisation, et, d'un autre côté, l'article 7 qui donne l'autorisation à la femme

son mari de recouvrer la nationalité ottomane, — ce qui fait supposer que la femme avait acquis la nationalité de son mari —, ne parle pas de l'autorisation comme le font les articles 5 et 6.

Il résulte de ce que nous avons dit que les tribunaux égyptiens doivent toujours exiger l'autorisation gouvernementale en cas de naturalisation de tout sujet égyptien. Mais aujourd'hui, les rapports politiques entre la Turquie et l'Égypte ayant profondément changé, c'est le gouvernement égyptien qui s'est substitué au gouvernement ottoman pour octroyer ces autorisations.

La jurisprudence mixte accepte cette autorisation quand elle est obtenue en vertu d'une lettre du Ministère des affaires étrangères ou même par une reconnaissance tacite du gouvernement égyptien.

Dans un arrêt du 3 juin 1924, la cour d'appel mixte s'est déclarée nettement en faveur de l'autorisation tacite. Elle s'exprime en ces termes : « Pour que la naturalisation d'un sujet ottoman soit considérée comme reconnue par le gouvernement égyptien, il n'est pas nécessaire que la reconnaissance soit établie par un acte positif ; il suffit que le gouvernement ait implicitement et tacitement acquiescé à l'état que l'on cherche à établir, après qu'il a été porté à sa connaissance, ce qui peut résulter de faits tels que l'inscription sur la liste des jurés et assesseurs correctionnels étrangers. »

Cette solution jurisprudentielle, quoique établie, est certainement contraire aux articles 5 et 6 de la loi de 1869.

§ 2. — *Les effets du mariage sur la nationalité.*

Le législateur de 1869 est très bref sur la question des effets du mariage sur la nationalité. Il n'en parle que dans un

seul article, l'article 7, et encore il n'envisage que le cas de la réintégration de la femme ottomane dans sa nationalité d'origine, après la mort de son mari étranger.

Cette lacune a donné lieu à de grandes controverses en doctrine et, pendant longtemps, la jurisprudence s'est montrée très incertaine.

Pour étudier la question, nous allons examiner les deux cas susceptibles de se présenter : le cas du mariage d'une ottomane avec un étranger et le cas du mariage d'un ottoman avec une étrangère.

a) *Mariage d'une ottomane avec un étranger.*

Tout le monde est d'accord sur ce fait qu'une femme ottomane qui épouse un étranger, suit la nationalité de son mari, à condition que le mariage ainsi contracté soit valable et que la loi du mari l'admette à acquérir cette nouvelle nationalité.

Pour apprécier la validité du mariage, il faut se placer au point de vue de la loi nationale de chacun des époux. La matière de la nationalité, touchant au plus haut point à la souveraineté de l'Etat, une loi étrangère ne peut pas venir mettre en échec la loi d'un pays touchant à la nationalité et, par conséquent, pas plus en Egypte qu'ailleurs, on ne pourrait donner la préférence à la loi du mari pour décider de la validité du mariage.

Dans un jugement du 25 mars 1897, la cour d'appel mixte a cependant adopté l'opinion contraire. Elle dit en effet : « S'agissant d'un époux étranger et de mariage qui fait perdre à la femme sa nationalité ottomane, la validité du mariage ne peut résulter que des actes et certificats émanant de l'autorité du statut personnel du mari ». Il est certain que, dans ce jugement, la cour d'appel a confondu la validité du mariage avec la preuve de la nationalité, puisque les actes et certificats, émanant de l'autorité du statut personnel, ne pourront jamais

prouver la validité ou la nullité d'un mariage, mais simplement la nationalité de la personne qui s'en prévaut. C'est une méprise sur laquelle la cour est revenue, puisque, dans un arrêt du 11 juin 1913¹, elle décide que, aux termes de l'article 122 du Code de statut personnel musulman, le mariage contracté par une femme ottomane musulmane avec un étranger non musulman est valable et a pour conséquence de faire perdre à cette femme ottomane sa nationalité quelles que soient les dispositions législatives de la loi du mari sur la question.

D'autre part, il serait illogique de s'en tenir uniquement à la loi de la femme, puisque celle-ci, quoique en dispose sa loi nationale, ne peut acquérir la nationalité de son mari, que si la loi de celui-ci veut bien l'y admettre.

b) *Mariage d'un ottoman avec une étrangère.*

Nous allons maintenant nous occuper des effets que produit le mariage d'un ottoman avec une étrangère sur la nationalité de cette dernière.

Va-t-elle perdre sa nationalité d'origine et acquérir, par ce fait, la nationalité d'ottomane, ou bien ce mariage reste-t-il sans effet sur sa nationalité ?

Jusqu'en 1914 la jurisprudence mixte n'était pas encore fixée, elle était indécise et ne savait s'il fallait se prononcer en faveur de l'affirmative ou de la négative.

Ce n'est que par un arrêt du 30 décembre 1914¹ que la cour d'appel mixte a tranché la question en décidant que la femme étrangère, mariée à un ottoman, perd sa nationalité d'origine et acquiert la nationalité ottomane.

Avant 1869, le législateur ottoman n'admettait pas qu'une femme ottomane qui épousait un étranger perdît par ce fait la

1. 11 juin 1913; *B. L. J.*, 25,443.

2. 30 décembre 1914, *B. L. J.*, 28,89.

nationalité ottomane et devînt étrangère. Mais par l'article 7, c'est la solution tout à fait opposée qui a été consacrée. Un aussi brusque changement n'a d'autre cause que la sécularisation introduite dans la matière de la nationalité. La plupart des institutions juridiques ont eu leur part de sécularisation, il en a été de même de la matière de la nationalité. L'adoption de cette solution a entraîné, pour le législateur, une double conséquence : en premier lieu l'acquisition par la femme ottomane qui épouse un étranger de la nationalité de ce dernier ; en second lieu l'acquisition par une femme étrangère qui épouse un ottoman de la nationalité ottomane.

Le pouvoir de faire entrer une étrangère capitulaire dans la nationalité ottomane a été contesté au législateur ottoman. Cette objection est facilement réfutable, si l'on remarque que la nationalité ottomane acquise par une étrangère capitulaire mariée à un ottoman ne lui est pas imposée mais constitue simplement l'un des effets du mariage ainsi contracté. C'est une solution logique qui est d'ailleurs consacrée par la plupart des pays civilisés.

Malgré la longue controverse dont cette question a été l'objet, la cour d'appel mixte a maintenu son point de vue. Elle a encore eu tout dernièrement à se prononcer sur la question. Et c'est ainsi qu'elle s'exprime dans son arrêt du 29 mai 1923¹ : « Quant à la première question, la Cour, par ses arrêts du 10 février 1910 et 30 décembre 1914, a statué que la femme étrangère qui épouse un ottoman devient sujette ottomane. »

On peut donc conclure que la jurisprudence mixte est fixée en ce sens.

1. 29 mai 1923, *Gaz. trib. mixtes*, XIV, 167, 269.

§ 3. — *La preuve de la nationalité.*

L'article 9 de la loi de 1869 établit une présomption de la nationalité ottomane en faveur de tout invidu qui habite le territoire ottoman tant que sa qualité d'étranger n'a pas été régulièrement constatée.

Cet article trouve surtout un champ d'application dans le cas des enfants nés sur le territoire ottoman de parents inconnus auxquels, par conséquent, on ne saurait quelle nationalité attribuer. La présomption de l'article 9 vient à leur secours pour décider qu'ils doivent être considérés comme ottomans.

Malgré l'importance capitale de la question de la preuve de la nationalité, la loi égyptienne la passe sous silence. Les tribunaux n'ont aucune obligation de se soumettre aux avis des autorités administratives égyptiennes, ainsi qu'à ceux des autorités diplomatiques étrangères en matière de nationalité. Les tribunaux mixtes se sont trouvés dans l'obligation de combler cette lacune du législateur. Ils ont élaboré une véritable législation sur la question. Nous allons essayer d'en dégager les principes généraux.

Il y a une remarque très importante à faire, c'est que les tribunaux mixtes considèrent les questions de nationalité comme ne faisant pas partie du statut personnel et par conséquent se déclarent compétents pour statuer à leur égard. La cour d'appel mixte en effet, dans un arrêt du 11 juin 1913, s'exprime ainsi : « Lorsque cette question se présente en voie préjudicielle, le renvoi devant la juridiction du statut personnel est inadmissible, la compétence du juge du statut personnel dépendant précisément, en Egypte, de la nationalité de la partie,

et les tribunaux mixtes doivent, sous peine de commettre un déni de justice, l'examiner et l'apprécier¹. »

Les tribunaux mixtes ne se sont cependant pas toujours prononcés en ce sens. Au début de la réforme judiciaire, et quand les tribunaux mixtes avaient à peine commencé à fonctionner, ils avaient décidé qu'en cas de contestation sur la nationalité d'une des parties en cause, ils sont incompétents pour statuer sur l'exception et qu'ils doivent surseoir au jugement du fond et renvoyer devant le juge compétent pour faire juger la question préjudicielle².

Mais, la jurisprudence des tribunaux mixte a bien vite changé et, depuis de longues années et d'une façon constante et unanime, elle décide que, les tribunaux du statut personnel n'étant point compétents pour statuer sur des questions de nationalité que l'article 4 du Code civil mixte réserve aux juridictions mixtes, on ne saurait demander à ces dernières de surseoir sur la décision de la question de nationalité, soit en vue de porter le différend sur la nationalité devant un tribunal étranger, soit en vue de le porter devant le juge du statut personnel.

Les tribunaux mixtes ne se reconnaissent pas le droit exclusif de trancher les différends portant sur les questions de nationalité ; ils admettent que ces questions peuvent être portées devant d'autres juridictions, mais alors, ils se réservent le droit d'apprécier les décisions de ces juridictions.

Il résulte de ce que nous venons de dire que, quand une question de nationalité est soulevée, elle peut être portée devant deux tribunaux de différents ordres, qui peuvent donner sur la contestation des solutions contradictoires. C'est un état

1. 11 juin 1913, *B. L. J.*, 25, 443 et *Gaz. trib. mixtes*, III, 196, 428.

2. 15 novembre 1877, *R. O.*, 6, 8.

de choses absolument déplorable, surtout quand on pense aux conséquences fâcheuses qu'il peut avoir non seulement pour les individus, mais pour l'Etat lui-même ³.

Nous allons examiner les éléments servant de base à l'établissement de la nationalité, admis par la jurisprudence mixte.

Le principe général adopté par les tribunaux mixtes, comme d'ailleurs par la plupart des législations étrangères, c'est que la preuve de la nationalité peut être faite par tous les moyens.

Quand la partie dont la nationalité est contestée présente un certificat émanant de l'autorité consulaire dont elle prétend relever et attestant son inscription sur les registres du dit consulat, la nationalité est considérée comme suffisamment établie. Mais, si la sincérité du certificat émanant du consulat peut être mise en doute, surtout quand on se trouve en présence de plusieurs certificats contradictoires émanant du dit consulat, la preuve de la nationalité ne peut pas être considérée comme établie.

Pour attester d'une manière authentique la nationalité étrangère d'une personne, les tribunaux mixtes exigent que le certificat émane de l'autorité consulaire dont elle se réclame, qui est reconnue seule compétente en la matière.

Le passeport n'est pas considéré, à lui seul, comme un document apte à prouver la nationalité. Il pourrait cependant suffire à l'établir, s'il était joint à d'autres certificats.

Lorsque la nationalité des parties en litige est contestée, elles ne peuvent se prévaloir des qualifications de nationalités portées sur les actes judiciaires pour prouver leur nationalité. Ces qualifications ne peuvent être admises comme une preuve de nationalité puisque, d'après un principe général de droit, les

1. Sur la question délicate des contestations en matière de nationalité, voir l'analyse savante et méthodique qui en a été faite par M. S. Messina dans son *Traité de droit civil égyptien mixte*, t. I, p. 340 s.

simples mentions de qualités, quand elles sont portées dans un acte public qui n'a pas pour but d'établir un rapport juridique relatif à ces qualités, ne sauraient par conséquent avoir pour effet de les établir.

Les certificats de nationalité, délivrés par les consulats ou par les autorités locales, ne forment pas les seuls éléments servant de base à l'établissement de la nationalité. Une place importante doit être faite à la possession d'Etat.

Nous allons examiner maintenant quelle est la valeur de cette possession d'Etat en matière de nationalité.

Deux systèmes ont été successivement adoptés par la jurisprudence mixte. D'après le premier système, la nationalité ne peut jamais s'acquérir par la possession d'Etat, qu'il s'agisse soit d'une personne physique, soit d'une personne morale.

Ainsi, la cour d'appel mixte a décidé, par un arrêt du 17 mai 1898, qu'un individu originaire de Leros, possession ottomane, et issu de parents ottomans, est né sujet ottoman et, à défaut de justification d'avoir accompli les formalités requises pour l'obtention régulière de la nationalité hellénique, il n'a pas cessé d'être ottoman et sa succession doit être régie par les lois locales, alors même qu'il est décédé en possession d'état de la nationalité hellénique ; qu'il en doit être ainsi d'autant plus que les gouvernements égyptien et hellénique, incontestablement compétents en la matière, ont annulé son inscription sur les listes dressées par la Commission d'indigénat, comme obtenue à l'aide d'un certificat de complaisance ou falsifié et, en tout cas, non applicable à sa personne ¹.

Cette décision s'inspire de ce principe de droit public, consacré par la jurisprudence et aux termes duquel l'acquisition par une personne sujette ottomane d'une nationalité étrangère,

1. 17 mai 1898, *B. L. J.*, 10, 279.

sans le consentement du gouvernement ottoman, sera considérée comme nulle et non avenue et cette personne continuera à être traitée en tous points comme sujette locale.

D'après le second système, dont l'application date de 1918, en matière de succession, la cour d'appel mixte, par un arrêt du 5 février 1918, a décidé qu'on ne saurait contester la possession d'état d'une nationalité étrangère dont le défunt a joui sans contestation toute sa vie, et mettre obstacle ainsi à ce que sa succession soit régie par la loi de cette nationalité ; la contestation de cette nationalité ne doit pas être admise, alors même qu'un accord diplomatique a été conclu entre le gouvernement égyptien et un gouvernement étranger, accord aux termes duquel ce dernier déclare que l'individu décédé dans le pays n'est pas en droit de se prétendre son ressortissant, cet accord ne pouvant suffire pour anéantir les effets d'une possession d'état, non contestée jusqu'au décès, de la nationalité étrangère du défunt ¹.

D'après les tribunaux mixtes, donc, la succession du *de cuius* doit jouir de la même nationalité que celle dont il a joui lui-même sans contestation pendant toute sa vie. Les arguments en faveur de ce principe sont très fondés en équité et certainement convaincants. Et tout d'abord, cherchons comment s'établit cette possession d'état. Nul ne répond mieux à la question que l'arrêt de la cour d'appel mixte du 3 juin 1924 ². Il nous dit que la possession d'état qui peut être invoquée en matière de nationalité s'établit par la preuve du *nomen, tractatus, fama*, c'est-à-dire par le fait de porter le nom qui désigne cet état, d'avoir toujours été traité comme tel par toutes les personnes avec lesquelles on s'est trouvé en relations d'affaires

1. 5 février 1918, *B. L. J.*, 30, 204; *Gaz. Trib. mixtes*, VIII, 79, 193.

2. 3 juin 1924, *B. L. J.*, 36, 414; *Gaz. trib. mixtes*, XV, 28, 37.

ou de famille ; d'avoir été connu comme tel du public. Elle consiste toujours à passer aux yeux du public pour avoir cet état. Posséder un état, c'est jouir en fait du titre et des avantages qui y sont attachés et en supporter les charges. Les preuves de cette possession d'état peuvent être contredites par des preuves contraires, mais ces preuves doivent se rapporter à l'établissement de la proposition opposée, c'est-à-dire qu'en fait, l'individu en question n'a eu ni *nomen*, ni *tractatus*, ni *fama* et, par conséquent, que sa possession d'état n'est pas établie.

§ IV. — *Les conflits diplomatiques en matière de nationalité.*

Il y a conflit diplomatique en matière de nationalité quand le conflit est soulevé par l'une des parties et que, de plus, cette partie est appuyée par un gouvernement. Il en est ainsi lorsqu'une personne produit un certificat de nationalité émanant de l'autorité consulaire du gouvernement dont elle prétend relever et que, d'un autre côté, un autre gouvernement revendique cette même personne comme étant son administrée. Il y a également conflit diplomatique lorsqu'on se trouve en présence de deux certificats de nationalité contradictoires émanant de deux gouvernements différents.

Quels sont les pouvoirs des tribunaux mixtes relativement à ces conflits ? Y a-t-il lieu à sursis et dans quelles conditions ?

Deux systèmes se partagent la jurisprudence sur ce point. Nous allons les examiner successivement.

D'après un premier système, lorsque dans un litige pendant entre parties, il y a un conflit diplomatique touchant à la question de nationalité, les tribunaux mixtes doivent surseoir et renvoyer les parties à faire trancher la question par l'autorité compétente.

La cour d'appel mixte a en effet décidé à l'appui de cette thèse, par un arrêt du 31 décembre 1890, que, au cas où la nationalité d'un étranger, suffisamment établie par le certificat émanant de l'autorité consulaire dont il prétend relever, fait l'objet d'une contestation appuyée par une déclaration du gouvernement local, contraire à celle de l'autorité consulaire, les tribunaux mixtes doivent surseoir à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle de nationalité ait été résolue entre les deux gouvernements intéressés ¹.

L'application rigoureuse de ce système était grosse de conséquences sur la marche normale de la justice à laquelle elle aurait occasionné de sérieuses entraves. Aussi, les tribunaux ont-ils cherché à amoindrir la gravité de ces conséquences. Ils se sont efforcés de limiter le plus possible les cas où l'existence d'un conflit diplomatique pourrait être retenue, et cela, soit en fixant un délai au delà duquel ils se considèrent tenus de statuer si entre temps l'accord diplomatique n'intervenait pas, soit, dans le cas où il s'agit de statuer sur des mesures provisoires ou urgentes à prendre, en ne faisant point application de ce système ¹.

D'après le second système, lorsqu'un certificat qui émane d'une autorité du statut personnel est contredit par une autre et que toutes les deux affirment que la personne intéressée appartient à leur nationalité, la juridiction mixte n'a pas à surseoir. A l'appui de cette thèse, la cour d'appel mixte, par un arrêt du 27 mai 1908, a décidé que, aucun texte de la loi n'empêchant les tribunaux mixtes de décider, en matière civile, sur

1. 31 décembre 1890, *B. L. J.*, 3, 95; *R. O.*, 15, 41.

2. Il y a de nombreux arrêts sur les tempéraments apportés aux conséquences de ce système. Voir: 16 juin 1904, *B. L. J.*, 16, 333; 7 juin 1922, *B. L. J.*, 34, 469; *Gaz. trib. mixtes*, XIII, 74, 145; 13 avril 1921, *B. L. J.*, 33, 265; *Gaz. trib. mixtes*, XII, 109, 158; 11 mai 1922, *B. L. J.*, 34, 396; *Gaz. trib. mixtes*, XIII, 35, 51.

leur compétence, les dits tribunaux, saisis d'un litige de droit privé, ne peuvent se refuser à examiner incidemment ou préalablement une question de nationalité controversée et ne sauraient être forcés d'attendre la solution d'un conflit diplomatique qui pourrait tarder à se produire, même indéfiniment, ce qui équivaldrait à un déni de justice.

Quelle valeur doit être attribuée à la solution diplomatique apportée au conflit ? Sur ce point il existe également deux systèmes. D'après le premier système, l'autorité judiciaire est liée par l'accord diplomatique et, quand, à propos d'un conflit diplomatique sur la nationalité d'une personne, les juridictions mixtes décident le sursis afin de permettre aux gouvernements intéressés de se mettre d'accord, cet accord une fois intervenu est considéré comme définitif et les tribunaux sont tenus de s'y conformer.

D'après le second système, au contraire, l'autorité judiciaire conserve son pouvoir d'appréciation et quand un accord diplomatique intervient entre deux gouvernements pour décider de la nationalité d'une partie, il est évident que cet accord constitue une très forte présomption en faveur de cette nationalité, toutefois la juridiction mixte n'en conserve pas moins le droit d'examiner la question.

Mais la question de nationalité relève du droit public et ne peut pas par conséquent, être définitivement décidée par la voie judiciaire. Ainsi, quand une contestation portant sur la nationalité des parties est soumise aux tribunaux mixtes, ceux-ci ont évidemment la faculté de se prononcer librement, mais leur décision n'acquiert l'autorité de la chose jugée que relativement à la question qui a été soumise à leur examen, sans qu'on puisse déduire de là que cette même question de nationalité ne peut plus être remise en discussion dans une nouvelle instance.

Les conflits qui naissent en matière de nationalité sont considérés comme faisant partie des questions les plus délicates de droit international privé. Ce sont des questions très embarrassantes, spécialement en Egypte à cause des Capitulations et de la personnalité des lois et des juridictions.

Nous allons distinguer deux sortes de conflits : le conflit entre la nationalité égyptienne et une nationalité étrangère, et le conflit entre deux ou plusieurs nationalités toutes étrangères.

Dans le premier cas de conflit, celui qui naît entre la nationalité égyptienne et une nationalité étrangère, quelle loi faut-il appliquer quand la nationalité égyptienne est en cause ? La réponse ne présente pas de difficultés, c'est la législation égyptienne qui est applicable à l'exclusion de toute autre.

Dans le second cas de conflit, c'est-à-dire celui qui naît entre deux ou plusieurs nationalités étrangères, la réponse n'est plus aussi simple que tout à l'heure et la solution de ce genre de conflits dépend, dans une certaine mesure, de la juridiction à laquelle ils sont soumis.

Si le conflit s'élève entre la nationalité du tribunal consulaire devant lequel le conflit se pose et qui, par conséquent, est appelé à le résoudre et une autre nationalité étrangère, c'est évidemment la législation du tribunal consulaire qui sera consultée et appliquée.

Mais, si le conflit ne met pas en jeu la nationalité du tribunal saisi, dans ce cas quelle sera la législation applicable ? Le conflit devra alors être tranché suivant les principes du droit naturel et de l'équité. Plusieurs solutions de ces conflits ont été préconisées par les auteurs. Le système qui domine, d'après M. Valéry, est celui qui consiste à appliquer la loi du pays sur le territoire duquel l'individu dont la nationalité est contestée a fixé son domicile et, dans le cas où cet individu n'a pas de domicile, on lui appliquera la loi de sa résidence ¹.

1. Jules Valéry, *Manuel de Droit international privé*, p. 327 .

CHAPITRE III

LES PROTEGES

Par protégé il faut entendre d'une part les nationaux des pays soumis au protectorat d'une puissance européenne et d'autre part les individus qui, en vertu des Capitulations, obtiennent, dans les régions soumises au régime créé par ces traités, d'être placés sous la protection d'une puissance européenne¹.

C'est la Sublime Porte qui, à l'origine, a consenti à la protection des sujets ottomans par des puissances étrangères. Elle facilita aux représentants de ces puissances étrangères leurs fonctions auprès d'elle en mettant à leur service des sujets ottomans qui remplissaient le rôle d'interprètes ou de drogmans.

Il faut distinguer dans l'Empire ottoman deux classes de protégés indigènes : 1° les sujets ottomans qui ont obtenu la protection étrangère avant le règlement de 23 sefer 1280 (9 août 1863), date du règlement relatif aux consulats étrangers et 2° les sujets ottomans qui ont acquis la protection étrangère conformément au règlement de 1863.

La protection des sujets ottomans de la première catégorie avait ce trait caractéristique d'être familial, c'est-à-dire

1. Valéry, *Manuel de droit international privé*, 1914, n° 124; de Clercq et de Vallat, *Guide des consulats*, p. 1, n° 345.

qu'elle se transmettait à la femme et aux enfants du protégé. La protection des sujets ottomans de la seconde catégorie était au contraire individuelle et temporaire ¹. Cette protection, c'est celle qu'obtiennent les vice-consuls ou agents consulaires de nationalité ottomane, de drogmans (interprètes) ou de cawas (agents de police ou gendarmes d'un consulat étranger), de drogman ou procureur d'un établissement religieux étranger, mais ils n'obtiennent la qualité d'agents effectifs et de protégés étrangers reconnus par le gouvernement que s'ils ont bénéficié d'une lettre vizirienne, régularisant leur position.

Au commencement de la réforme, il avait été décidé que la question de savoir si, par le fait de la protection étrangère, un sujet local peut être considéré comme étranger est une question de droit international qui ne rentrait pas dans les attributions des tribunaux mixtes et qu'une pareille question ne pouvait être tranchée que par le gouvernement égyptien, d'accord avec le gouvernement étranger qui a concédé la protection. Mais, depuis, la jurisprudence a retenu que la qualité de protégé d'un gouvernement étranger, une fois reconnu par le gouvernement égyptien, pouvait produire relativement à l'intéressé tous les effets que comporte cette qualité.

Il faut remarquer que, quand un individu jouit de la protection à raison des fonctions qui lui sont confiées par un gouvernement étranger, cette protection est temporaire, c'est-à-dire qu'elle cesse en même temps que les fonctions. Il en est ainsi de la protection qui résulte de l'exercice de la fonction du drogman.

Quels sont les effets de la protection ? Elle assure aux protégés ottomans, sans leur faire perdre leur nationalité, les

1. 18 avril 1895, *B. L. J.*, 7, 241; 26 décembre 1895, *B. L. J.*, 8, 55; 29 décembre 1898, *B. L. J.*, 11, 76; 20 février 1901, *B. L. J.*, 13, 162.

mêmes avantages dont jouissent les autres nationaux de la puissance protectrice, en vertu des Capitulations ; elle leur donne en particulier le bénéfice de la juridiction des tribunaux mixtes en Egypte.

La protection produit les mêmes effets sur les deux catégories de protégés ottomans que nous avons examinés avec cette différence que, tandis que les protégés temporaires restent soumis en matière de succession comme en toute autre matière de statut personnel, à la compétence des tribunaux de statut personnel, les tribunaux consulaires par une jurisprudence constante se déclarent compétents pour trancher toute contestation concernant la liquidation et la dévolution des successions laissées par des protégés permanents. Ils appliquent dans ce cas la loi religieuse du *de cuius*.

La protection étrangère se prouve par un certificat officiel du consulat. Ce certificat est suffisant et doit faire foi jusqu'à preuve du contraire.

Comment se perd la protection accordée par un gouvernement étranger ? Elle ne peut se perdre que du consentement de ce gouvernement ¹.

1. 16 avril 1890, *B. L. J.*, 2, 309 et *R. O.*, 15, 115.

CHAPITRE IV

LES ETRANGERS

La première question qui se posa aux tribunaux mixtes fut celle de savoir le sens qui devait être attaché à ces expressions du règlement d'organisation judiciaire : étrangers et indigènes. Nous avons déjà précisé le sens du mot « indigène », il nous reste maintenant à examiner le terme « étranger » et à voir l'étendue que lui a donnée la jurisprudence mixte.

Par « étranger », les tribunaux mixtes comprennent toute personne qui n'est pas locale, c'est-à-dire toute personne qui n'est pas originaire du pays. Par cela même la juridiction mixte se considère comme la juridiction de droit commun, en matière civile et commerciale, entre toutes les personnes de nationalités différentes résidant en Egypte, sans distinction entre les puissances souveraines ayant adhéré à la réforme et celles qui n'y ont pas adhéré¹, ni entre celles qui jouissaient, antérieurement, des avantages des Capitulations et celles qui n'en jouissent pas actuellement².

Au point de vue théorique, la définition que donnent les tribunaux mixtes du mot « étranger » est absolument exacte, mais soutenir comme ils le font, que tous les étrangers sujets

1. 7 mai et 23 juin 1890, *B. L. J.*, 2, 120 et 159 et *R. O.*, 16, 188; 21 janvier 1891, *B. L. J.*, 3, 126 et *R. O.*, 16, 48; 10 janvier 1900, *B. L. J.*, 12, 71.

2. 22 décembre 1924, *B. L. J.*, 37, 100; 13 janvier 1925, *B. L. J.*, 37, 156.

des puissances capitulaires ou non capitulaires ressortissent exclusivement de leur compétence, est une preuve de leurs prétentions exagérées.

Il est incontestable que les Capitulations, par suite des importants avantages qu'elles comportent en faveur des puissances étrangères, portent au plus haut point atteinte à la souveraineté nationale du pays qui les consent. Il est par conséquent juste qu'elles soient interprétées restrictivement et que les sujets d'un pays auquel les Capitulations n'ont pas été consenties ne puissent pas jouir de ces avantages, mais qu'ils doivent se contenter du régime de droit commun. C'est ce régime que nous allons étudier et, pour faire cette étude, nous allons remonter à l'époque antérieure à la réforme judiciaire mixte, c'est-à-dire avant 1875.

A cette époque les habitants du pays se partageaient en deux groupes ; le premier comprenait les nationaux des puissances capitulaires et le second tous les autres habitants. Les membres du premier groupe jouissaient de l'immunité de juridiction civile et pénale et ils n'étaient justiciables, comme défendeurs, que des tribunaux consulaires de leurs pays respectifs, mais seules les puissances capitulaires avaient des tribunaux consulaires.

Les membres du second groupe étaient justiciables comme défendeurs, des tribunaux locaux.

Tel était l'état de choses antérieur à 1875. Nous allons voir maintenant les transformations qui ont été apportées par la réforme judiciaire.

Et tout d'abord, remarquons que ce n'est qu'avec les puissances capitulaires que le gouvernement égyptien était entré en pourparlers afin de mettre un terme au chaos qui régnait dans la justice avant la réforme judiciaire. Or, les pourparlers qui eurent lieu ne laissent nullement entendre, pas plus de la

part des puissances capitulaires que du gouvernement égyptien, la moindre intention d'étendre les avantages capitulaires à d'autres puissances qu'à celles qui ont adhéré à cette réforme.

Les transformations apportées par la réforme de 1875 peuvent se résumer ainsi : « Les Capitulations, telles qu'elles ont été appliquées jusqu'ici en Egypte, demeurent la loi absolue entre le gouvernement égyptien et les étrangers, à l'exception des dérogations partielles et explicites consenties à titre d'essai¹. »

Par les mots « à l'exception des dérogation, etc... » on entend la juridiction des nouveaux tribunaux, c'est-à-dire les tribunaux mixtes qui venaient d'être institués ainsi que l'étendue de cette juridiction déterminée par l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes ainsi conçu : « Ces tribunaux connaîtront seuls des contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalités différentes, en dehors du statut personnel ».

« Ils connaîtront seulement des actions réelles immobilières entre indigènes et étrangers ou entre étrangers de même nationalité ou de nationalités différentes. »

Nous insistons sur le fait que les étrangers, sujets des puissances non capitulaires doivent être considérés comme sujets locaux, quoique les tribunaux mixtes, loin d'accepter cette manière de voir, étendent leur compétence à tous les étrangers sans distinction. Leur prétention a été très nettement formulée par la cour d'appel mixte dans un arrêt du 15 juin 1915² qui s'exprime en ces termes : « La juridiction mixte est la juridic-

1. Note adressée le 15 novembre 1875 par le Gouvernement français au Gouvernement égyptien.

2. 15 juin 1915, *B. L. J.*, 27, 409.

tion de droit commun en matière civile et commerciale entre toutes personnes de nationalité différente résidant en Egypte, sans qu'il y ait à distinguer entre les puissances souveraines ayant adhéré à la réforme et celles qui n'y ont pas adhéré, ni entre celles qui jouissaient antérieurement des avantages des Capitulations et celles qui n'en jouissent pas actuellement. En conséquence, les Bulgares dans leurs contestations civiles ou commerciales avec les indigènes, sont justiciables des tribunaux mixtes. »

L'argument sur lequel se fondent les tribunaux mixtes pour étendre ainsi leur compétence est que l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire parle d'étrangers tout simplement, sans aucune autre spécification. Il faut reconnaître que c'est un bien faible et trop simpliste argument.

Nous allons voir à quels résultats absurdes nous arriverions si nous devons rigoureusement appliquer la théorie des tribunaux mixtes.

Nous savons que les tribunaux mixtes sont absolument incompétents pour trancher les litiges qui s'élèvent en matière civile immobilière et commerciale, entre des étrangers de même nationalité.

Quand ces étrangers ressortissent d'une puissance capitulaire, il n'y a pas de difficulté et c'est le tribunal consulaire des parties en litige qui est compétent pour les départager.

Mais supposons maintenant qu'il s'agisse d'étrangers sujets d'un pays non capitulaire. Dans ce cas, quelle sera la juridiction compétente ? Il ne peut d'abord pas être question des tribunaux consulaires, puisqu'ils n'en ont pas. Quant aux tribunaux mixtes, il ne faut pas y avoir recours puisque le règlement d'organisation judiciaire exclut radicalement ces questions de leur compétence.

Les tribunaux locaux, les seuls qui restent, ne sont pas com-

pétents non plus si l'on appliquait la théorie des tribunaux mixtes, qui ne leur reconnaît aucune compétence à l'égard des étrangers quelle que soit leur nationalité.

On arriverait ainsi à cette conclusion que dans un pays comme l'Égypte, malgré la grande diversité de juridictions qui se disputent le droit de rendre la justice, il n'y en a pas une seule capable de trancher des litiges de cette nature.

Les tribunaux mixtes se sont rendu compte de la solution inadmissible à laquelle on arriverait si l'on appliquait leur théorie d'une façon rigoureuse. Dire qu'au point de vue pénal, les tribunaux locaux sont incompétents, c'était déclarer non punissables tous les crimes et tous les délits que pourraient commettre les étrangers non capitulaires. Les tribunaux mixtes, devant la gravité de la situation, ont reconnu aux tribunaux locaux la compétence en matière pénale vis-à-vis des étrangers non capitulaires ¹.

Nous pouvons conclure de ce que nous venons de dire que, par le terme « indigène », il faut entendre toute personne qui ne bénéficie d'aucune immunité capitulaire, qu'elle soit égyptienne, ottomane, ou étrangère non capitulaire. C'est l'interprétation que les tribunaux indigènes donnent de cette expression et, par conséquent, nous ne pouvons pas nous ranger à l'opinion des tribunaux mixtes, qui assimilent les étrangers capitulaires aux étrangers non capitulaires.

1. La compétence des tribunaux mixtes en matière pénale est très restreinte. Elle s'étend aux cas suivants :

a) les contraventions de simple police commises par les étrangers (art. 6 R. O. J. M.);

b) les délits de banqueroute, simple ou frauduleuse (art. 6 R. O. J. M.);

c) les crimes et délits commis contre les magistrats, les jurés et les officiers de justice, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions (art. 7 R. O. J. M.);

d) les crimes et délits commis contre l'exécution des sentences et des mandats de justice (art. 8 R. O. J. M.);

e) les crimes et délits imputés aux juges, jurés et officiers de justice, quand ils seront accusés de les avoir commis dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus de ces fonctions.

CHAPITRE V

L'ELEMENT ETRANGER

SECTION I. — THÉORIE DE L'INTÉRÊT MIXTE

Les rapports juridiques se présentent rarement sous la forme d'un simple contrat passé entre deux personnes déterminées de sorte qu'au procès auquel pourra donner lieu la violation de ce contrat il n'est pas rare de trouver d'autres personnes que les parties contractantes. Supposons que ces personnes n'appartiennent pas à la même nationalité que celles entre lesquelles le rapport de droit est directement intervenu ; dans ce cas l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire mixte va se trouver en défaut et il devient inapplicable.

La question se pose alors de savoir jusqu'à quel point l'intervention possible, dans une contestation entre personnes de la même nationalité, d'une tierce personne appartenant à une autre nationalité, peut modifier l'application normale des règles de compétence établies par l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire mixte. L'article 13 du règlement d'organisation judiciaire répond à cette question, mais seulement dans un cas particulier. Il est ainsi conçu : « Le seul fait de la constitution d'une hypothèque, en faveur d'un étranger, sur les biens immeubles, quels que soient le possesseur et le propriétaire, rendra ces tribunaux (les tribunaux mixtes) compétents pour statuer sur la validité de l'hypothèque et sur tou-

tes ses conséquences, jusques et y compris la vente forcée de l'immeuble, ainsi que la distribution du prix. »

Ainsi, l'article 13 précité attribue aux tribunaux mixtes une compétence exclusive pour statuer sur l'expropriation forcée d'un immeuble, même lorsque l'instance est engagée entre des indigènes, si une hypothèque a été précédemment constituée au profit d'un étranger.

Les tribunaux mixtes ont été amenés à généraliser cette disposition qu'ils ont prise comme fondement et sur laquelle ils ont construit toute une théorie, c'est la fameuse théorie de « l'intérêt mixte ».

Ils ont très logiquement déduit les conséquences de cette disposition, dont l'application a eu pour effet d'étendre considérablement leur compétence en matière civile et commerciale, au détriment des juridictions consulaires et des juridictions indigènes.

C'est en ces termes que la cour d'appel mixte a exposé cette théorie dans un arrêt du 14 mars 1890 : « Alors même que le débat existerait entre deux indigènes, s'il vient à s'y manifester d'une manière certaine un intérêt mixte, même non intervenant ou appelé, les tribunaux de la réforme ont seuls autorité pour y statuer ; cette jurisprudence, affirmée par la cour chaque fois que l'occasion s'en présentait, est basée sur ce que, d'après l'esprit et le texte au règlement d'organisation judiciaire, les intérêts mixtes ne peuvent, en cas de difficulté, dépendre d'autres tribunaux que des tribunaux mixtes, puisque, s'il en était autrement, toutes les garanties fixées par l'institution même de la réforme se trouveraient, par ce fait, indirectement annulées dans leurs effets. »

Il résulte de cette théorie que la compétence des juridictions mixtes se détermine non pas uniquement d'après la nationalité des parties, mais aussi et surtout d'après le caractère des inté-

rêts engagés au procès ; dès que, dans le procès, un intérêt mixte apparaît, la juridiction mixte doit retenir l'affaire alors même que les parties en litige appartiendraient à la même nationalité, indigène ou étrangère. Par voie de conséquence, dès que, dans une instance introduite devant la juridiction consulaire par deux étrangers de même nationalité ou devant la juridiction indigène par deux indigènes, un intérêt mixte apparaît, la juridiction consulaire ou la juridiction indigène cesse *ipso facto* d'être compétente et toute la procédure engagée devant elle jusqu'à ce que l'intérêt mixte se soit révélé est considérée comme nulle et non avenue. En tout cas cette procédure est inopposable aux tiers dont l'intervention a fait apparaître l'intérêt mixte.

Les principales applications de cette théorie ont été faites en matière hypothécaire, en matière de faillite, en matière de saisie-arrêt, enfin dans les contestations entre des indigènes et certaines personnes morales égyptiennes qu'on peut grouper en deux catégories, dont l'une comprend les sociétés anonymes et l'autre comprend l'Etat égyptien et les diverses administrations qui en dépendent plus ou moins directement ¹.

La présence au procès d'un sujet étranger qui rend l'intérêt mixte est une cause nécessaire, mais pas suffisante, pour que les tribunaux mixtes soient compétents pour statuer. Ces tribunaux exigent une condition de plus, c'est que, quand un étranger est mis en cause, il faut que cette mise en cause soit sérieuse. Aussi se déclarent-ils incompetents quand cette mise en cause est faite dans le but évident de donner un intérêt mixte à l'affaire ².

Les tribunaux mixtes exigent de plus que la mise en cause

1. Il serait beaucoup trop long de nous placer à ces divers points de vue qui, d'ailleurs ne rentrent pas dans le cadre de notre travail.

2. 28 février 1917, *B. L. J.*, 29, 260.

d'un étranger dans un procès dont les parties principales sont indigènes ait lieu avant l'examen du fond, afin que cette mise en cause n'ait pas pour unique but de rendre compétente la juridiction mixte. C'est ainsi que, par un arrêt du 2 juin 1904¹, la cour d'appel mixte a décidé que l'application du principe d'après lequel les exceptions d'incompétence doivent être appréciées préjudiciellement avant tout examen du fond, doit être conciliée avec les conditions spéciales de compétence établies au profit des tribunaux mixtes, ainsi qu'avec les nécessités résultant de l'exterritorialité dont jouissent les étrangers et du fonctionnement parallèle des différents ordres de juridiction. Si, pour vérifier le caractère mixte des procès qui leur sont déférés, il échet aux tribunaux mixtes de relever les situations respectives et juridiques des parties, l'on ne saurait en faire résulter aucune infraction au principe plus haut rappelé, du moment que cette vérification ne comporte point l'examen proprement dit du fond et encore moins l'appréciation du mérite des intérêts en jeu. Par conséquent, si l'examen de la situation révèle à l'évidence que la présence d'une des parties aux débats n'est justifiée par aucun lien de droit avec les autres parties, ni par aucun intérêt d'action, et qu'elle n'a été mise en cause que pour constituer le seul élément mixte dans une action personnelle n'intéressant que des étrangers de même nationalité, la juridiction mixte doit se déclarer incompétente.

Il résulte de ce que nous venons de dire que les tribunaux mixtes sont fixés sur la nécessité préalable de l'examen du fond, mais il faut de plus que la mise en cause de l'étranger dans un procès dont les parties principales sont indigènes apparaisse avant l'examen du fond, comme faite en vue de rendre la juridiction mixte compétente sans quoi l'exception d'incompétence sera écartée.

1. 2 juin 1904, *B. L. J.*, 16, 311 et *R. O.*, 29, 363.

Quand une instance est introduite devant les tribunaux mixtes, ceux-ci se déclarent compétents jusqu'à la solution du litige y compris l'exécution du jugement et cela alors même que cette instance n'avait été introduite devant eux que par la mise en cause d'un élément étranger et que cet élément viendrait à disparaître¹. Pour justifier cette solution, la juridiction mixte dit qu'en renvoyant les deux parties de même nationalité devant leur juridiction naturelle, on enlèverait à l'une d'elles les avantages d'une procédure qui constitue la sauvegarde de ses droits vis-à-vis de l'autre et qu'on l'exposerait ainsi à des prescriptions et à des déchéances.

Le gouvernement égyptien, qui réclamait la condamnation de cette théorie, l'a officiellement soumise à la commission internationale de 1898. Le gouvernement demandait aux puissances, dans la circulaire qu'il leur adressait, de fixer d'une manière définitive l'interprétation de l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire, en décidant, contrairement à la jurisprudence établie, que la compétence des tribunaux mixtes devait être déterminée « uniquement par la nationalité des parties en cause, sans avoir égard aux intérêts mixtes qui pourraient être indirectement engagés dans le procès ».

Les puissances ont rejeté les propositions du gouvernement égyptien et ce rejet ne peut être considéré que comme une consécration de la théorie de l'intérêt mixte.

SECTION II. — LES PRÊTE-NOMS

A côté de la théorie de l'intérêt mixte, il y a un autre moyen d'extension de la compétence de la juridiction mixte au détri-

1. 13 juin 1895, *B. L. J.*, 7, 328; 23 octobre 1923, *Gaz. trib. mixtes*, XIV, 181, 290; 12 mars 1925, *B. L. J.*, 7, 278; 18 mai 1926, *B. L. J.*, 38 406; 4 avril 1928, *B. L. J.*, 40, 272.

ment des autres juridictions et spécialement des tribunaux indigènes, c'est la pratique des prête-noms, dont la légalité a toujours été admise par les tribunaux mixtes, tant qu'elle leur permettait d'étendre leur juridiction.

Dans un arrêt du 22 mars 1893 ¹, la cour d'appel mixte s'exprime ainsi : « Le prête-nom ou le procureur, à la différence du mandataire ordinaire, est revêtu d'un titre apparent qui lui donne dans ses rapports avec les tiers, tous les droits de son mandant, tandis qu'il reste vis-à-vis de lui dans les rapports de mandataire à mandant ».

« Il faut dès lors, à moins de prononcer une interdiction qui n'est pas dans la loi, admettre que l'étranger, prête-nom d'un indigène, puisse légitimement porter son action dirigée contre un autre indigène, devant la seule juridiction qui lui soit accessible, c'est-à-dire devant les tribunaux mixtes. »

La jurisprudence mixte est fixée sur ce point et elle n'a jamais varié. Elle a déclaré que la constitution d'un prête-nom n'a en principe rien d'illicite et que rien ne s'oppose à ce qu'un prête-nom soit constitué pour introduire dans une cause un intérêt mixte et, à moins que la constitution d'un prête-nom ne masque une fraude dommageable ou ne porte un préjudice s'approchant de la fraude, le simple fait qu'elle n'ait eu d'autre objet que de rendre compétente la juridiction mixte n'a nullement pour conséquence de lui imprimer un caractère illicite².

Les tribunaux mixtes ont toujours considéré les règles de compétence qui concernent la répartition de la juridiction entre les différents tribunaux d'Egypte comme étant des règles d'ordre public et, dans plusieurs de leurs arrêts, ils ont déclaré que les conventions des parties ayant pour but de porter leurs

1. 22 mars 1893, *B. L. J.*, 5, 159.

2. 14 février 1928, *B. L. J.*, 40, 192.

litiges devant une juridiction qui n'est pas spécialement recon nue compétente par la loi est absolument nulle et que, par conséquent, cette nullité doit être prononcée d'office.

Or, quel est le but de la pratique des prête-noms, sinon de déroger à l'ordre des juridictions établies ? Cette pratique est, par conséquent, en contradiction absolue avec les principes admis par les tribunaux mixtes. La tolérance de ces tribunaux a conduit certains individus à profiter de leur qualité d'étrangers pour saisir la juridiction mixte d'affaires dans lesquelles il n'y a d'engagé que leur nom et ils se sont ainsi constitués en véritables marchands d'intérêt mixte. Il est évident que nous ne saurions approuver une semblable pratique.

Les tribunaux mixtes se sont montrés beaucoup trop tolérants à cet égard et voilà comment s'exprime la cour d'appel mixte dans un arrêt du 10 juin 1896 ¹ : « Celui qui, par une convention qui n'est pas un simple mandat *ad litem* avec constitution d'honoraires, mais une véritable entreprise d'affaires avec engagement de prendre à sa charge tous les frais du procès à soutenir, quelle qu'en doive être l'issue, et qui, en retour de l'aléa à affronter, se fait céder partie des droits litigieux, acquiert au procès un intérêt personnel et distinct de celui de son cédant ; sa présence est utile aux débats et rend la cause mixte, s'il est étranger, alors que le demandeur originaire et le défendeur sont sujets locaux. »

Il est heureux que cette jurisprudence n'ait pas triomphé, sans quoi il ne resterait plus grand chose de la compétence des tribunaux indigènes, qui se seraient vus dessaisis aussitôt après l'apparition d'un étranger, quelque illusoire que fussent ses intérêts engagés. A cette jurisprudence, qui aurait été déplorable, si elle avait été appliquée, une nouvelle jurisprudence a

1. 10 juin 1896, B. L. J., 8, 326.

été substituée. Nous ne pouvons mieux la résumer qu'en examinant la conclusion à laquelle arrive le récent arrêt de la cour d'appel mixte rendu le 21 février 1928¹. C'est un arrêt de principe, qui a fait une analyse serrée de cette jurisprudence. Cet arrêt a décidé que la constitution d'un prête-nom n'a rien d'illicite en principe et en soi-même, et si celui-ci est choisi par un indigène parmi des étrangers, il peut légitimement porter son action devant la juridiction mixte, la seule qui lui soit accessible, mais à la condition qu'il apparaisse comme maître de l'exercice du droit et des actions qui appartenaient au créancier, auquel cas la recherche de la fictivité n'est pas admise, à moins que le transfert de l'instance de la juridiction indigène à celle mixte n'apporte un préjudice grave à l'adversaire ou ne constitue une véritable fraude à l'encontre de ses droits ; que, par contre, lorsqu'il est évident, des faits mêmes de l'espèce, que l'élément étranger n'a été introduit qu'aux seules fins d'attribuer compétence à la juridiction mixte, la constitution du prête-nom n'est pas admise ; à plus forte raison lorsqu'il y a aveu de la part du commettant.

Ce que la jurisprudence défend ici, c'est la fraude à la loi, mais elle ne touche pas à la théorie arbitraire de l'intérêt mixte et, par conséquent, elle ne supprime pas entièrement la pratique des prête-noms.

Les tribunaux indigènes n'admettent pas qu'un étranger puisse intervenir dans une instance qui est engagée devant eux entre des parties indigènes, de sorte que cet étranger, qu'il soit demandeur, défendeur ou garant, ne peut pas être traduit devant cette juridiction. Les tribunaux mixtes, de leur côté, ne reconnaissent aucune force aux jugements que les tribunaux indigènes rendent à l'égard des étrangers.

1. 21 février 1928, *B. L. J.*, 40, 205.

Il faut reconnaître que la juridiction mixte est la plus puissante des juridictions égyptiennes, ne fût-ce qu'à cause de sa constitution, qui est internationale et qu'à ce titre les autres juridictions subissent ses empiétements qui ont été spécialement criants sur la question de l'intérêt mixte, dont l'exploitation a été des plus énergiques et des plus hardies.

CHAPITRE VI

A QUEL MOMENT SE FIXE LA COMPETENCE *RATIONE PERSONÆ*

Quand un litige porte sur une question de nationalité ou qu'un intérêt mixte se révèle, à quel moment faut-il apprécier cette nationalité et cet intérêt mixte pour décider de la juridiction compétente à trancher le litige ? Il y a deux solutions qui s'imposent et entre lesquelles il faut choisir. La première consiste à faire cette appréciation au moment de la naissance du droit ; la seconde au moment de l'introduction de l'instance.

Si l'on devait tenir compte de la volonté des parties, la première de ces solutions serait certainement préférable à la seconde, **mais** son grand inconvénient, c'est de ne pas tenir compte des règles qui concernent la répartition des juridictions en Egypte. Avec la juridiction mixte, qui se déclare seule compétente pour juger les procès entre personnes de nationalités différentes et même les procès qui à l'origine n'intéressaient que des personnes de même nationalité indigène ou étrangère, qu'à la condition que la présence de l'élément étranger ne soit pas due à une fraude, il est impossible de prendre parti pour la première solution, qui ne tient compte que du moment de la naissance du droit¹.

1. Il est cependant arrivé à la Cour d'appel mixte de remonter au moment de la naissance du droit pour décider quelle devait être la juridiction compétente (arrêts du 25 mars 1897, *B. L. J.*, 9, 239 et du 24 mars 1904, *B. L. J.*, 16, 170), mais nous ne pouvons pas nous baser sur les quelques arrêts qui ont été rendus en ce sens pour construire une théorie générale.

La jurisprudence mixte, pour fixer sa juridiction, a adopté la deuxième solution et elle décide que c'est au moment de l'introduction de l'instance qu'il faut se placer pour examiner la nationalité des parties et la présence de l'intérêt mixte ; mais qu'une fois saisie, la juridiction mixte, malgré le changement de nationalité des parties et malgré la disparition de l'intérêt mixte qui pourraient survenir, ne reste pas moins compétente jusqu'à la solution définitive du litige.

L'avantage de cette solution est d'assurer la stabilité judiciaire, mais les tribunaux mixtes se réservent cet avantage à eux seuls et ne le reconnaissent pas aux tribunaux indigènes qui, d'après la jurisprudence mixte, doivent se déclarer incompetents aussitôt l'apparition d'un intérêt mixte, même si cet intérêt mixte se révèle après l'introduction de l'instance, c'est-à-dire au cours des débats, par l'acquisition par l'une des parties qui était indigène, de la nationalité étrangère.

C'est ainsi que la cour d'appel mixte s'exprime dans un arrêt du 20 février 1901¹ : « Le principe, d'après lequel une juridiction régulièrement saisie d'un procès est la seule appelée à en connaître définitivement, n'est pas absolu et l'application doit en être nécessairement limitée au cas où, nonobstant le changement d'état survenu au cours de la procédure, dans la personne des parties, la juridiction originairement saisie conserve sur elles un pouvoir judiciaire. »

C'est surtout pour les questions touchant à la faillite que la jurisprudence mixte a fait l'application de ce principe et la cour d'appel mixte, par un arrêt rendu le 13 avril 1927², a décidé que, dès l'instant où un demandeur, dans une instance indigène, même pendante en appel, est déclaré en faillite par la

1. 20 février 1901, *B. L. J.*, 13, 162.

2. 13 avril 1927, *B. L. J.*, 39, 385 et *Gaz. trib. mixtes*, XVIII, 22, 20.

juridiction mixte et où il est dessaisi de plein droit de l'administration de ses biens, toute action et toute voie d'exécution ne pouvant plus être suivies ou intentées que contre, ou par son syndic, les actions d'ordre exclusivement personnel exceptées, la juridiction indigène perd toute compétence à son égard et ne peut plus statuer sur ses prétentions, qui deviennent celles de la masse en faillite, envers qui que ce soit ; que ce défaut de juridiction est absolu, sans qu'il y ait à distinguer entre le cas où la décision indigène est favorable au failli, c'est-à-dire à la masse, et celui où elle lui est défavorable, s'agissant là non d'une question de capacité, mais d'une question de juridiction qui est d'ordre public ; que c'est donc à bon droit que l'indigène, condamné au profit du failli par jugement indigène rendu plus de quinze jours après la mise en état de faillite, s'oppose à l'exécution du jugement par le syndic, comme étant rendu par une juridiction incompétente.

Alors que les tribunaux mixtes se déclarent toujours compétents malgré les changements de nationalité qui peuvent survenir au cours du procès, ils déclarent nulle toute la procédure qui s'est déroulée devant les tribunaux indigènes et même le jugement rendu par ces tribunaux, en raison d'un simple changement d'état ou de nationalité survenu juste avant l'exécution. La justification qu'ils donnent à l'appui de cette solution, c'est qu'ils possèdent un pouvoir judiciaire tant à l'égard des étrangers que des indigènes, tandis que les tribunaux indigènes sont absolument incompétents à l'égard des étrangers. Mais cet argument est insoutenable, car si les tribunaux indigènes sont incompétents pour connaître des litiges entre étrangers et indigènes, les tribunaux mixtes ne sont pas plus compétents pour connaître des litiges entre indigènes seuls et ils devraient par conséquent s'en dessaisir.

En cette matière, les tribunaux indigènes comme les tribu-

naux mixtes appliquent la seconde solution exposée, c'est-à-dire que pour décider de la juridiction compétente, ils apprécient la nationalité des parties ou la question de l'intérêt mixte au moment de l'introduction de l'instance et, par conséquent, tout changement pouvant intervenir au cours d'instance, soit quant à la nationalité, soit quant à la qualité des parties, ne peut pas soustraire le litige à leur compétence ¹.

1. Appel indigène, 3 mars 1907, *Bulletin officiel des tribunaux indigènes*, 8, 90; 26 avril 1913, *Bull. off. des trib. indig.*, 14, 116; 6 mars 1916, *Bull. off. des trib. indig.*, 17, 85.

DEUXIÈME PARTIE

L'exception relative au statut personnel en droit mixte

(Art. 4 — C. C. M.)

CHAPITRE PREMIER

PRELIMINAIRES

Le Code civil mixte attribue aux tribunaux mixtes une compétence presque générale pour toutes les contestations en matière civile et commerciale. Mais à cette compétence, il y a une exception qui est d'une importance capitale, c'est celle qui a rapport au statut personnel. Cette exception est expressément formulée par l'article 4 du Code civil mixte, qui est ainsi conçu :

« Les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes et au statut matrimonial, aux droits de succession naturelle ou testamentaire, aux tutelles et curatelles, restent de la compétence du juge du statut personnel ».

« Lorsque, dans une instance, une exception de cette nature sera soulevée, si les tribunaux reconnaissent la nécessité de faire statuer au préalable sur l'exception, ils devront surseoir au jugement du fond et fixer un délai, dans lequel la partie contre laquelle la question préjudicielle aura été soulevée, devra la faire juger définitivement par le juge compétent. Si cette nécessité n'est pas reconnue, il sera passé outre au jugement du fond. »

Comme le Code civil mixte, le règlement de réorganisation judiciaire indigène contient une exception de ce genre. Après avoir reconnu aux tribunaux indigènes, en matière civile et

commerciale, une compétence générale, le législateur égyptien, dans l'article 16 du règlement de réorganisation judiciaire indigène, soustrait à la compétence de ces tribunaux les questions de statut personnel¹.

L'article 4 du Code civil mixte, en même temps qu'il porte une exception fondamentale à la compétence des tribunaux mixtes par l'exclusion qu'il édicte de la matière du statut personnel de la juridiction de ces tribunaux, constitue une règle des plus importantes relative aux conflits de juridictions, qui sont si nombreux et qui présentent une telle complexité et une telle confusion vu la diversité de juridictions existant en Egypte. Avant d'examiner la nature et la portée de ce texte, nous allons commencer par déterminer le statut personnel en droit mixte.

1. Nous ne parlerons pas de cet article 16 du Règlement de réorganisation judiciaire indigène, que nous n'avons pas à examiner parce qu'il ne fait pas partie de notre étude.

CHAPITRE II

LES REGLES DE QUALIFICATION EN DROIT MIXTE

SECTION I. — DÉFINITION DU STATUT PERSONNEL ET DE LA QUALIFICATION.

Non seulement l'article 4, mais aussi l'article 5 du Code civil mixte exclut les questions de statut personnel de la compétence des tribunaux mixtes. Il est ainsi conçu : « Les nouveaux tribunaux connaîtront de toutes les contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalités différentes, en dehors du statut personnel. »

Il ressort nettement de ce texte, comme d'ailleurs du texte de l'article 4 du Code civil mixte, que les questions de statut personnel échappent à la compétence des tribunaux mixtes et compétent aux juges du statut personnel.

Commençons tout d'abord par chercher ce qu'il faut entendre par statut personnel. La doctrine ne nous en donne qu'une définition tout à fait générale. Elle déclare que ce sont les dispositions relatives aux personnes : *statutum in personam quod disponit de personarum statu conditione et qualitate*.

Dès qu'il s'agit d'une définition plus précise à donner au statut personnel, les auteurs sont en désaccord.

Voici ce que nous dit Weiss, le grand jurisconsulte français : « Le statut personnel est l'ensemble des lois qui règlent l'universalité des droits privés d'une personne au point de vue *libertas, civitas et familia*, et ce, dans ses rapports avec l'Etat et les autres personnes. »

C'est avec juste raison que Borelli nous met en garde contre les définitions de la doctrine, puisque, en effet, la législation égyptienne n'en a tenu aucun compte.

Dans l'Empire ottoman et spécialement en Egypte, on entend par « statut personnel », non seulement les questions d'état proprement dites, mais aussi les questions qui s'y rattachent intimement et par conséquent ce serait une méprise de s'en tenir à la portée que la doctrine lui donne.

Par « statut personnel » en droit mixte, il ne faut comprendre que les matières énumérées par l'article 4 du Code civil mixte et seules ces matières sont considérées comme faisant partie du statut personnel.

Mais cette énumération déterminant le statut personnel, elle-même, besoin d'être précisée. En effet, les termes « état », « capacité », « statut matrimonial », « succession », « tutelles » et « curatelles » sont beaucoup trop vagues et, par conséquent, ont eux-mêmes besoin d'être précisés. Leur étendue varie d'ailleurs beaucoup d'une législation à l'autre.

L'article 4 du Code civil mixte nous indique assez clairement les matières qui rentrent, en Egypte, dans le statut personnel :

1° Les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes.

2° Les questions relatives au statut matrimonial.

3° La matière des successions et des testaments.

4° La tutelle et la curatelle.

Il est facile de voir que, dans la législation mixte, cette matière est plus vaste que dans les législations européennes où

les matières de testaments et de successions font ordinairement partie du statut réel.

Reprenons cette énumération :

1° Par questions relatives à l'état des personnes, il faut entendre celles relatives à la filiation, l'absence, l'émancipation, l'interdiction, la nationalité.

Par capacité, il faut entendre la capacité juridique, c'est-à-dire la majorité ou la minorité.

2° Tout ce qui concerne la famille et son organisation, c'est-à-dire le mariage et les conventions matrimoniales, l'autorité maritale, le divorce, la séparation, la répudiation, la puissance paternelle, les nullités de mariage, les droits de la femme mariée et divorcée, rentre dans les questions de statut matrimonial.

3° Les successions légales et testamentaires. Il ne faut pas y comprendre les questions de donation, qui sont de la compétence des tribunaux mixtes. Quant aux partages de successions, les opinions sont divisées.

4° Tout ce qui a rapport aux tutelles et aux curatelles.

Les précisions que nous avons cherché à donner des questions faisant partie du statut personnel, ne sont cependant pas suffisantes. Il nous faudrait un critérium bien déterminé, qui nous permette de décider quand une question relève du statut personnel et quand au contraire elle n'en relève pas. Mais comment va-t-on trouver ce critérium et sur quelle législation faut-il se baser ? C'est la question des qualifications, en droit mixte, qui se pose.

Et tout d'abord, voyons ce qu'il faut entendre par qualification. M. Bartin, l'éminent auteur et professeur, qui est le créateur de la théorie des qualifications, nous dit : « Pour déterminer la loi applicable à un rapport de droit, dans un litige présentant un caractère international, il est nécessaire de

préciser dans quelle catégorie juridique il importe de classer ce rapport de droit. D'après quelle loi le juge saisi fera-t-il cette qualification, d'après sa loi ou d'après une loi étrangère ? C'est la question des qualifications ¹. »

MM. Pillet et Niboyet disent : la qualification « ce n'est autre que la nature juridique reconnue à une institution ² » et M. Arminjon ajoute : « Qualifier, c'est attribuer l'existence juridique à un être, à une chose, à un fait, en les rangeant dans une catégorie juridique ; c'est, ce qui revient au même, le définir suivant la technique du droit. La qualification d'un rapport juridique consiste dans la définition de ce rapport, abstraction faite des termes qu'il peut contenir ³. »

De ces définitions ressort l'importance de la question des qualifications, qui s'impose à toute solution de conflits et, par conséquent, à l'application de l'article 4 du Code civil mixte.

Quand un litige naîtra entre deux ou plusieurs personnes, il faudra donc examiner d'abord si l'objet de ce litige fait partie des matières de statut personnel, pour pouvoir ensuite décider quelle est la juridiction compétente pour en connaître.

SECTION II. — LA LÉGISLATION QUI DOIT DONNER LA QUALIFICATION.

§ 1^{er}. — *Théorie de la lex fori. Son inapplicabilité.*

Quelle loi faut-il appliquer pour déterminer dans quelle catégorie juridique il convient de placer le rapport de droit qui fait l'objet d'un litige ? C'est un point très délicat, peut-être même le plus délicat de la théorie des qualifications et dont la

1. Voir Bartin, *Etudes de Droit international privé*, p. 1-82.

2. Voir Pillet et Niboyet, *Manuel de droit international privé*, p. 373. — 378.

3. Voir Arminjon, *Précis de Droit international privé*, t. I, pp. 108-126

solution présente beaucoup de difficultés, surtout quand il s'agit d'une juridiction comme la juridiction mixte, dont la législation en matière de statut personnel est dépourvue de « règles de pur droit interne ».

Comme les questions de statut personnel sont absolument exclues de la juridiction des tribunaux mixtes, le législateur ne s'est pas occupé d'établir des règles de pur droit interne répondant à l'énumération faite par l'article 4 du Code civil mixte des matières faisant partie du statut personnel.

Pour obtenir la qualification, la majorité des auteurs sont d'avis d'appliquer la *lex fori*. Pour savoir dans quelle catégorie juridique il faut placer le rapport de droit qui fait l'objet d'un litige, c'est, par conséquent, la législation de la juridiction qui est appelée à en juger qui doit être appliquée, à l'exclusion de toute autre.

Le juge doit, en effet, toujours appliquer la *lex fori*, sans avoir à s'occuper des lois étrangères, à moins que la législation qu'il applique ne l'oblige à se référer à une législation étrangère : c'est la théorie du renvoi¹. Mais la questions du renvoi ne s'élève qu'après que la question de qualification a été tranchée, puisque cette dernière, par sa nature même, se pose avant toute règle de solution des conflits et que, tant que l'application de cette règle n'est pas soulevée, le juge se trouve en présence d'une seule et unique loi, qui est la *lex fori*.

En droit mixte, l'application de la *lex fori* se heurte à un obstacle d'ordre pratique insurmontable. En effet, d'après la règle que nous avons exposée, une seule loi s'imposerait au juge mixte pour obtenir la qualification, c'est la *lex fori*. Mais d'un autre côté nous savons que la législation mixte ne contient aucune règle de pur droit interne ayant rapport aux

1. L'examen de cette théorie ne fait pas partie de notre étude.

matières de statut personnel énumérées dans l'article 4 du Code civil mixte.

Il est par conséquent impossible de faire l'application de la *lex fori* à la juridiction mixte quand il s'agit des matières dont traite cet article.

§ 2. — *Théorie de M. Arminjon. Son inapplicabilité.*

M. Arminjon, qui est partisan de la *lex fori* en matière de qualification, est le seul auteur qui se soit occupé de la question quant à la législation mixte. C'est ainsi qu'il s'exprime dans son *Précis de droit international privé*, p. 125 :

« Il est toutefois un cas dans lequel la législation du système juridique, dans le ressort duquel la question doit être résolue, ne fournit pas nécessairement les règles des qualifications. C'est lorsque ce système juridique forme avec d'autres systèmes ce que nous avons appelé un système juridique complexe. Par cette expression, nous entendons un système juridique composé de plusieurs systèmes juridiques conjoints reliés par des règles constitutives, des institutions juridictionnelles ou administratives, des règles de rattachement ou de qualification communes, qui en font comme un système de systèmes juridiques. Nous avons vu que cette situation était celle de la France de l'ancien régime. Elle est réalisée à notre époque par l'Empire britannique, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, les Cantons suisses, l'Algérie, divers pays musulmans, etc... On trouve dans certains de ces systèmes juridiques complexes, un système juridique dominant dont les règles constitutives, les règles de qualification ou de rattachement peuvent être applicables d'une façon plus ou moins complète dans le ressort des systèmes juridiques conjoints qui lui sont subordonnés, ou tout au moins, l'emportement dans certains cas sur

celles de ces systèmes juridiques, lorsqu'elles entrent en conflit avec elle ¹. »

D'après M. Arminjon, donc, c'est dans la législation du « système juridique » dominant qu'il convient de chercher la solution au problème de la qualification. Mais devant les tribunaux mixtes, quelle sera cette législation ? Nous ne croyons pas qu'on puisse envisager la législation appliquée par les tribunaux civils indigènes, étant donné que celle-ci est très fortement inspirée par la législation mixte. Il ne nous reste donc que les législations appliquées par les tribunaux de statut personnel et les tribunaux consulaires. D'après M. Arminjon, c'est à la législation musulmane de statut personnel qu'il faut se référer pour donner la solution de la question de la qualification en matière de statut personnel.

Une question très importante se pose alors. C'est celle de savoir si la juridiction mixte accepterait d'appliquer une législation égyptienne, comme la législation musulmane de statut personnel, dont elle ne dépend en aucune façon. Pour que cette législation puisse être consultée afin d'y chercher la solution de la qualification, il faut encore qu'elle puisse être appliquée. Or elle ne pourrait l'être que si elle avait été promulguée après un accord intervenu avec les puissances capitulaires, ce qui n'est pas le cas. Et encore qu'elle l'aurait été, nous ne croyons pas que la juridiction mixte l'aurait appliquée quand il y aurait des intérêts étrangers engagés.

§ 3. — *Théorie de la jurisprudence mixte. Sa réfutation.*

Quel est l'avis de la jurisprudence mixte sur cette question ? C'est ce que nous allons examiner.

1. Nous attirons l'attention sur la terminologie de M. Arminjon qui lui est souvent spéciale.

La cour d'appel mixte a été appelée à se prononcer sur la question du droit de préférence qui doit accompagner la créance alimentaire d'après l'article 197 du Code de statut personnel musulman qui est ainsi conçu : « Les frais nécessaires à l'entretien de l'homme, de sa femme et de ses enfants sont payables avant toute autre créance. » Par un arrêté du 26 décembre 1900¹, elle en a décidé ainsi : « La disposition de l'article 197 du statut personnel musulman, selon lequel les aliments dus par le mari à la femme divorcée, sont payables avant toute autre dette au débiteur, quoiqu'elle soit placée dans la dite loi, ne tient pas en vérité du statut personnel, mais du statut réel. les droits réels, tels que privilèges, hypothèques légales ou conventionnelles, etc... étant, en droit international, déterminés par les règles du statut réel et non du statut personnel. Par conséquent, dans un ordre ouvert devant la juridiction mixte et dans lequel c'est la loi mixte qui, à l'exclusion de toute autre, détermine le rang des différentes créances ainsi que les privilèges qui sont inhérents à quelques-unes d'entre elles à raison de leur nature spéciale, la femme musulmane divorcée ne saurait être admise à titre privilégié pour les aliments qui lui sont dus par son mari, un tel privilège n'étant mentionné ni dans l'article 727 du Code civil qui règle la matière, ni dans aucun texte de loi mixte. »

Sur cette question, nous nous rangeons à la manière de voir de la cour d'appel mixte ; mais, alors que celle-ci cherche à obtenir la qualification du droit international et, par droit international, c'est sûrement le droit international privé auquel elle fait allusion, nous croyons que c'est au contraire sur la *lex fori*, c'est-à-dire sur la loi mixte que son argumentation devait être basée, le droit international privé lui-même ne donnant pas

1. 26 décembre 1900, *B. L. J.*, 13, 71.

la qualification mais désignant simplement la loi qui doit la donner et qui est, dans notre cas, la *lex fori*.

La jurisprudence mixte ne s'est pas bornée à examiner chaque cas qui se présentait à elle et à lui donner la solution qu'il réclame, elle a de plus établi une théorie que M. du Rausas résume ainsi ¹ : « Rentrent nécessairement et absolument dans le statut réel, toutes les matières qui sont réglementées par la loi mixte et sur lesquelles la loi mixte renferme un système complet de législation. »

Cette théorie n'est basée sur aucune disposition législative et l'article 4 du Code civil mixte, loin d'être basé sur la division des statuts en statut réel et statut personnel, qui est à la base du droit international privé, donne une énumération limitative des matières faisant partie du statut personnel.

A l'arbitraire de cette théorie, on peut ajouter le fait qu'elle est démentie par le législateur mixte lui-même. Le Code civil mixte parle en effet de la question des aliments entre parents et alliés, à laquelle il consacre, au titre deuxième, un chapitre entier. Or, d'après la théorie de la jurisprudence mixte, par le fait même que cette question est réglementée par la loi mixte et que, de plus, elle renferme un système complet de législation, elle rentre dans le statut réel. Le résultat auquel nous arrivons ainsi est absolument insoutenable et c'est pourquoi la théorie de la jurisprudence mixte doit être réfutée.

§ 4. — *La solution à adopter.*

La solution qui répond le mieux à la législation égyptienne, telle qu'elle est en vigueur en Egypte, est celle que propose

1. Du Rausas, *Le régime des capitulations dans l'Empire ottoman*, t. II, p. 361.

M. wadie Farag¹, qui s'exprime en ces termes : « A notre avis, dans l'état actuel de la législation égyptienne, le juge mixte ne peut pas donner la préférence, en dehors, bien entendu, des lois mixtes, à une loi plutôt qu'à une autre pour obtenir la qualification. Nous croyons qu'il doit se conformer en cette matière à *l'esprit général de la législation égyptienne*. Cette formule, qui peut être moins précise que celles proposées plus haut, nous paraît plus conciliable avec les principes généraux qui gouvernent l'organisation de la justice en Egypte. Elle a le mérite d'assurer dans tous les cas l'obtention de la qualification sans encourir une seule des objections que nous avons présentées à propos des autres théories. Le juge mixte, en consultant l'esprit général de la législation égyptienne, n'applique pas en réalité une loi déterminée de cette législation, loi qui pourrait être inapplicable, pour une raison quelconque, à une certaine catégorie de personnes, mais il fait appel à un élément nouveau résultant de la coordination de toutes les législations en vigueur en Egypte. »

Cette théorie est inconstablement celle qui se rapproche le plus de la *lex fori* ; elle permet de plus dans une certaine mesure l'application de cette dernière. En effet, en faisant appel à « l'esprit général de la législation égyptienne », la législation mixte, qui est l'un des éléments de la législation égyptienne, aura l'occasion d'être appliquée.

C'est la *lex fori* qui se trouve à la base de ce système et c'est un point très important qu'il ne faut pas perdre de vue. Quand le juge mixte voudra obtenir la qualification, ce sera par conséquent dans la *lex fori* qu'il devra commencer par la chercher et ce n'est que dans le cas où il ne parviendra pas à l'obtenir

1. Wadie Farag, *Le rôle des tribunaux mixtes et indigènes d'Egypte en matière de statut personnel*, p. 136.

de cette loi qu'il devra la chercher dans « l'esprit général de la législation égyptienne ».

Nous allons prendre un exemple pour voir comment, suivant les principes que nous avons exposés, on recherche la qualification. Pour cela, prenons l'exemple même de M. Wadie Farag, celui de l'inaliénabilité du fonds dotal. De quelle catégorie juridique cette matière fait-elle partie ? Est-ce du statut réel ou du statut personnel ?

Le législateur égyptien ignorant cette institution, ce n'est pas dans la *lex fori*, mais bien dans l'esprit général de la législation égyptienne que nous pourrions trouver la solution à donner de la qualification.

Dans la question de l'inaliénabilité du fonds dotal, faut-il voir une simple indisponibilité ou bien une aggravation d'incapacité ? Nous sommes en présence d'un droit de propriété qui est paralysé par une restriction résultant du régime matrimonial des époux. Mais le droit d'aliéner n'est pas atteint par cette restriction ; l'exercice de ce droit seul en est atteint. C'est cette restriction que nous avons à qualifier.

Dans des cas analogues, le législateur égyptien a rangé ce genre de restrictions dans le statut personnel. Il est facile de s'en rendre compte en jetant un regard sur les articles 320 et suivants du Code civil mixte, relatifs à la vente faite par une personne dans sa dernière maladie à l'un de ses héritiers. L'article 323 du Code civil mixte nous dit que ces dispositions ne sont applicables « qu'au vendeur dont la capacité personnelle est régie par la loi locale ».

Il résulte donc de là que, d'après l'esprit général de la législation égyptienne, l'inaliénabilité dotale relève de la matière de la capacité, qui est mentionnée dans l'article 4 du Code civil mixte comme faisant partie du statut personnel.

La jurisprudence mixte ne s'est pas toujours montrée fidèle

à cette manière de voir. Dans un arrêt du 2 mai 1895¹, la cour d'appel mixte a décidé que l'inaliénabilité du fonds dotal était une question non de statut personnel mais de statut réel. Cette jurisprudence ne s'est d'ailleurs pas maintenue et la cour, par un plus récent arrêt, du 22 janvier 1914², a décidé que l'inaliénabilité de la dot était une question relevant du statut personnel.

La théorie de M. Wadie Farag n'a jamais été expressément formulée par la jurisprudence, il y a cependant un arrêt de la cour d'appel mixte du 22 mai 1913 qu'on peut citer à l'appui de cette théorie. Il se prononce sur la qualification à donner à la constitution d'un wakf³ et s'exprime de la manière suivante :

« Attendu qu'on soutiendrait à tort que l'institution du wakf faisant partie intrégrante du statut successoral et la wakfieh n'étant qu'une espèce de testament, tout ce qui concerne la validité de sa constitution échapperait d'une manière absolue à la connaissance des tribunaux de la réforme, en vertu des dispositions de l'article 4 déjà cité du Code civil mixte ;

« Attendu, quant à la première proposition, que sans s'égaler dans des dissertations historiques et sans avoir à rechercher jusqu'à quel point on devrait tenir pour exacte l'opinion selon laquelle ce qui aurait donné naissance à l'institution du wakf, ce fut le désir des premiers musulmans, tout en mettant leurs biens à l'abri des spoliations arbitraires, d'apporter un correctif à ce que la loi successorale inaugurée par le Coran avait de contraire aux principes passés depuis des siècles dans

1. 2 mai 1895, *B. L. J.*, 7, 282.

2. 22 janvier 1914, *B. L. J.*, 26, 178.

3. C'est ainsi que l'article 22 du Code civil mixte définit l'institution du wakf : « les biens wakfs sont ceux qui sont propriété de mainmorte au profit d'établissements pieux et dont l'usufruit peut être également cédé aux particuliers, dans les conditions déterminées par les règlements ».

leurs usages, il suffit de relever que, tandis que la dite loi se trouve tout entière, et jusque dans ses moindres détails, dans le livre sacré de l'Islam, source du statut personnel et successoral musulman, l'un et l'autre essentiellement immuables, il n'y est fait aucune allusion au wakf, inventé, organisé et réglementé par les premiers imams et leurs successeurs ;

« Que, de ce qui précède, on est forcément amené à conclure que, d'une manière générale et en principe tout au moins, le wakf ressortit au statut réel ;

« Que cela est tellement vrai que, lorsque le gouvernement égyptien, en exécution de l'engagement pris par l'article 36 du règlement d'organisation judiciaire, publia en 1875, en les codifiant, les lois relatives au statut personnel et successoral, il n'e songea point à y comprendre celles relatives à l'institution du wakf, tandis que, par contre, le Code civil mixte contient un rudiment des principes régissant cette matière ;

« Attendu que, dans le même ordre d'idées, si après avoir proclamé l'incompétence des tribunaux indigènes en matière de statut personnel et successoral, le législateur égyptien a éprouvé le besoin, par une disposition spéciale, d'édicter leur incompétence à connaître des questions relatives à la constitution du wakf, c'est évidemment parce qu'il estimait que ces questions ne ressortissaient pas, de par leur nature, au statut successoral ;

« Attendu que, s'il est impossible d'admettre que le wakf fait partie du statut successoral, dont il est en réalité la négation, il est plus impossible encore de voir, dans la wakfieh, une sorte de testament dont elle diffère du tout au tout ;

« Qu'ainsi par exemple tandis qu'un testament est essentiellement révocable, la wakfieh ne l'est pas ;

« Qu'ainsi encore, tandis que, dans le testament, on est tenu, en droit musulman, de se conformer strictement à la loi

successorale édictée par le Coran, dans la wakfieh, la liberté de disposition est absolue ;

« Qu'ainsi enfin, tandis que les biens constitués en wakfs sortent immédiatement du patrimoine du constituant, même lorsqu'il en reste le premier bénéficiaire, le testateur conserve la pleine et entière propriété de ses biens jusqu'à sa mort ;

« Attendu que, de ce qui précède, il ne s'ensuit pas forcément que la matière du wakf ne soulève jamais de questions ressortissant au statut personnel en général ou au statut successoral en particulier ;

« Que ce qu'on doit, par contre, retenir, c'est que, à moins qu'il ne s'agisse d'une question de cette nature, auquel cas l'article 4 du Cōde civil vient donc naturellement trouver son application, ou de certaines questions de réglementation intérieure, les tribunaux mixtes sont en principe compétents pour connaître des questions relatives à la constitution du wakf. »

Dans le cas que nous venons d'examiner, c'est la *lex fori* et l'esprit général de la législation égyptienne qui ont servi à déterminer la qualification.

Maintenant que nous avons déterminé la législation dont on doit se servir pour donner la qualification et comment l'on obtient cette qualification, il est facile de déterminer quand un rapport juridique entre dans le statut personnel, c'est-à-dire relève de l'une des matières énumérées dans l'article 4 du Code civil mixte et quand, au contraire, il n'en relève pas et entre par conséquent dans le statut réel.

CHAPITRE III

NATURE ET PORTEE DE L'EXCEPTION RELATIVE AU STATUT PERSONNEL DE L'ARTICLE 4 C. C. M.

L'article 4 du Code civil mixte a soulevé beaucoup de controverses dans la pratique et a donné lieu à une jurisprudence capricieuse et indécise, si bien qu'on pourrait se demander si l'intervention du législateur n'est pas indispensable pour mettre un terme à ces errements jurisprudentiels qui deviennent inquiétants pour les justiciables. On ne sait comment la jurisprudence mixte a trouvé dans cet article, qui restreint sa compétence, un moyen pour l'étendre de la façon la plus large.

Nous allons examiner cet article d'abord quant aux textes législatifs et sans nous arrêter à l'interprétation que leur a donnée la jurisprudence, nous examinerons ensuite la jurisprudence mixte.

SECTION I. — INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 4. C. C. M. AU POINT DE VUE DES TEXTES LÉGISLATIFS.

§ 1^{er}. — *Les pouvoirs du juge mixte à l'égard d'une question de statut personnel faisant l'objet d'une demande principale.*

Il est incontestable que la plus importante des exceptions restrictives de la compétence des tribunaux mixtes est celle

relative au statut personnel : les juridictions mixtes sont incompétentes pour connaître des contestations qui s'élèvent en matière de statut personnel. D'ailleurs l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire est très explicite sur ce point :

« Ces tribunaux connaîtront seuls des contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalité différente, en dehors du statut personnel. »

Il résulte de ce texte, pour ce qui a rapport au statut personnel :

1° Que rien n'est changé à l'état de choses existant avant la réforme judiciaire.

2° Que les tribunaux mixtes sont absolument incompétents pour connaître des contestations en cette matière.

Nous allons examiner chacune de ces deux propositions.

*
**

1° Pour expliquer la première proposition, il nous faut d'abord voir quel était l'état de choses existant avant la réforme. Nous l'avons déjà vu et on peut le résumer ainsi : a) lorsqu'une contestation surgit en matière de statut personnel entre deux étrangers de nationalités différentes, c'est à la juridiction consulaire, ou à la juridiction étrangère à laquelle appartient le défendeur, à l'exclusion de la juridiction mixte, qu'il appartient d'en connaître ; b) lorsqu'il y a une contestation en matière de statut personnel entre un indigène et un étranger, c'est la juridiction étrangère, si l'étranger est défendeur, et la juridiction indigène, si c'est l'indigène qui est défendeur, à l'exclusion de la juridiction mixte, qui doit en connaître, du moment où, dans ce dernier cas, ce serait la juridiction indigène religieuse qui seule serait compétente. Il résulte de là que, par application de la maxime *actor sequitur forum rei*, tout demandeur doit s'adresser au tribunal du défendeur.

Etant donné que le juge du statut personnel est dans tous les cas le juge national du défendeur et que, par conséquent, il doit toujours appliquer sa loi nationale, on en a conclu, par une logique rigoureuse, que le statut personnel est toujours régi par cette loi nationale.

C'est cependant un raisonnement qui est inadmissible. Il est inexact de dire que le juge du statut personnel est toujours le juge national du défendeur. En effet, les étrangers non capitulaires, n'ayant pas de juge consulaire, sont, comme les indigènes, justiciables des tribunaux locaux de statut personnel et nous savons que le juge local, qui est un juge religieux, n'applique d'autre loi que la sienne. Ce serait donc une erreur de se prévaloir de l'article 4 C. C. M. pour soutenir que c'est toujours la loi nationale du défendeur qui est applicable en matière de statut personnel.

En lisant attentivement l'article 4, on remarque qu'il ne fait allusion qu'à la compétence judiciaire, c'est-à-dire qu'il ne parle que du juge qui aura mission de trancher les litiges de statut personnel mais il ne parle pas de la loi applicable en cette matière.



2° La deuxième proposition concerne l'interdiction faite aux tribunaux mixtes, par l'article 4 C. C. M., de connaître des contestations en matière de statut personnel. C'est, comme nous l'avons dit, la plus importante des exceptions restrictives de la compétence reconnue à ces tribunaux en matière civile et commerciale. Cette exception est d'ailleurs explicitement formulée, tant dans les articles 4 et 5 du C. C. M., que dans l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire. Le législateur a donc beaucoup insisté sur cette exception.

Nous croyons que cette exception est d'ordre public étant

donné que sa violation porterait la plus grave atteinte à l'ordre des juridictions établies ; aussi, les tribunaux mixtes doivent-ils veiller à son respect et doivent-ils se déclarer absolument incompétents, même d'office, aussitôt qu'ils se trouvent en présence d'une contestation en matière de statut personnel, en donnant à cette expression le sens le plus large sans que la nature de l'action puisse avoir la moindre influence ; que cette action soit mobilière ou immobilière, il suffit qu'elle ait le caractère personnel pour que la juridiction mixte devienne incompétente.

§ 2. — Les pouvoirs du juge mixte à l'égard d'une question de statut personnel faisant l'objet d'une exception.

Le litige, en matière de statut personnel, ne se présente pas toujours sous une forme simple, c'est-à-dire sous la forme d'une action principale relevant du statut personnel et sur laquelle le juge est appelé à se prononcer. Il arrive même souvent qu'une question relevant du statut réel soit comme telle portée devant la juridiction mixte et qu'incidemment à cette action principale il y ait une question relevant du statut personnel. Quand une difficulté de ce genre se présente devant la juridiction mixte, comment doit-elle la résoudre ? C'est le second paragraphe de l'article 4 C. C. M. qui répond à cette question en ces termes : « Lorsque, dans une instance, une exception de cette nature sera soulevée, si les tribunaux reconnaissent la nécessité de faire statuer au préalable sur l'exception, ils devront surseoir au jugement du fond et fixer un délai dans lequel la partie contre laquelle la question préjudicielle aura été soulevée devra la faire juger définitivement par le juge compétent. Si cette nécessité n'est pas reconnue, il sera passé outre au jugement du fond. » (Art. 4 C. C. M. al. 2.)

Il résulte de cette disposition que, quand l'objet de la demande principale est une question de statut personnel, la juridiction mixte ne doit pas accorder un sursis, mais doit se déclarer incompétente. Pour qu'il y ait lieu à sursis, il faudra donc une demande principale recevable et de la compétence du juge mixte, puis une question de statut personnel incidemment soulevée. Quand il s'agit d'une demande ayant pour objet principal une des matières soustraites à la compétence du juge mixte, cet article devient par conséquent inapplicable.

Nous allons expliquer la signification et la portée de ce second paragraphe de l'article 4 C. C. M. qui prévoit deux hypothèses : 1° les tribunaux mixtes reconnaissent la nécessité de faire statuer au préalable sur l'exception ; 2° cette nécessité n'est pas reconnue.

*
**

1° Le législateur lui-même nous dit ce qu'il faut entendre par « la nécessité de faire statuer au préalable sur l'exception ». Par exception, il entend une question préjudicielle. Or, une question préjudicielle est celle qui doit être jugée avant la question principale, la solution à donner à cette question principale dépendant elle-même de la solution qui aura été donnée à la question préjudicielle. Il suffit donc, pour que la nécessité de faire statuer existe, que l'exception qui est soulevée soit nécessairement jugée la première, faute de quoi la question principale elle-même ne pourrait être résolue.

Quelle est la solution qu'il convient d'adopter dans cette hypothèse ? Le législateur répond en ces termes : « Ils (les tribunaux mixtes) devront surseoir au jugement du fond et fixer un délai dans lequel la partie, contre laquelle la question préjudicielle aura été soulevée, devra la faire juger définitivement par le juge compétent. »

Supposons que la juridiction mixte, ayant reconnu la nécessité de surseoir à statuer sur l'action principale, se heurte à une impossibilité matérielle, du fait de l'inexistence d'une juridiction compétente du statut personnel. Quelle sera la solution dans ce cas ? L'impossibilité d'un renvoi devant le juge du statut personnel, par suite de l'inexistence d'une semblable juridiction en Egypte, ne saurait obliger la juridiction mixte à trancher une question qui n'est point de sa compétence. Un tel procédé constituerait un empiétement sur les juridictions étrangères et un excès de pouvoir absolument contraire aux principes constitutifs des tribunaux mixtes.

Supposons maintenant que la juridiction mixte, ayant reconnu la nécessité de surseoir à statuer sur l'action principale, a renvoyé les parties devant la juridiction du statut personnel et fixé le délai dans lequel cette juridiction doit se prononcer. Mais voilà que la décision du juge du statut personnel n'est pas rapportée dans le délai fixé. Que va-t-il se passer ? D'après M. du Rausas : « le principe d'après lequel le juge de l'action est aussi juge de l'exception, devrait reprendre son empire ¹ » c'est-à-dire qu'il reconnaît que le juge mixte aurait le droit de trancher la question de statut personnel.

Reconnaître au juge mixte le droit de se prononcer sur des questions de statut personnel, c'est certainement lui reconnaître des pouvoirs très étendus, mais c'est une solution qui est imposée par les besoins de la pratique. M. Wadie Farag, qui est d'un avis contraire à celui de M. du Rausas et qui, par consé-

1. Du Rausas, *op. cit.*, t. II, p. 359. C'est en ces termes qu'il s'exprime : « Nous croyons cependant que, sur la question de savoir s'il faut reconnaître à la juridiction mixte le droit de statuer elle-même sur la question préjudicielle de statut personnel, quand la juridiction du statut personnel ne s'est pas prononcée dans le délai fixé, l'affirmative ne fait pas de doute, car il est évident que le cours régulier de la justice mixte ne peut pas être indéfiniment suspendu par la mauvaise volonté, la négligence ou la mauvaise organisation d'une juridiction de statut personnel ».

quent, dénie à la juridiction mixte, le droit de se prononcer sur des questions de statut personnel, propose au juge mixte, dans le cas où la partie contre laquelle la question préjudicielle a été soulevée ne voudrait pas ou ne pourrait pas la faire juger par le juge du statut personnel, « d'appliquer les règles générales régissant la matière de la charge de la preuve ² » ; en d'autres termes, il se prononce pour la condamnation de la partie à qui incombait le devoir de faire juger la question de statut personnel dans le cas où elle n'aurait pas obtenu de jugement.

Il propose également une autre solution, celle de déclarer la demande principale irrecevable en l'état.

A notre avis, la première solution aussi bien que la seconde sont indéfendables, car des tribunaux mixtes ne sauraient condamner la partie à qui incombait la charge de faire juger la question de statut personnel pour des raisons qui sont absolument indépendantes de sa volonté. Peut-on lui reprocher la lenteur des tribunaux de statut personnel, ou leur fonctionnement défectueux et lui en faire subir les conséquences ? Nous arriverions par ce moyen à des solutions absolument arbitraires.

D'un autre côté, le législateur égyptien impose aux tribunaux mixtes la fixation d'un délai dans lequel la question de statut personnel doit être tranchée. L'article 4 C. C. M. est très explicite sur ce point et nous devons lui donner toute son importance. Il n'aurait servi à rien d'imposer un délai s'il ne comportait pas de sanction ; or, la seule sanction de la violation de ce délai, c'est l'attribution à la juridiction mixte du droit de trancher la question préjudicielle de statut personnel. C'est une solution qui s'impose, sans quoi l'on aboutirait à un véritable déni de justice.

1. Wadie Farag, *op. cit.* p. 158.

Nous nous voyons par conséquent dans l'obligation de nous rallier à l'opinion de M. du Rausas et de reconnaître à la juridiction mixte le droit de statuer elle-même sur la question de statut personnel quand le juge du statut personnel ne s'est pas prononcé dans le délai qui lui a été fixé. C'est une solution qui s'impose uniquement à cause des besoins de la pratique, mais qui, sans cela, n'aurait même pas été envisagée.

*
**

2° La deuxième hypothèse prévue par l'article 4 C. C. M. al. 2 est celle relative au cas où les tribunaux mixtes ne reconnaissent pas la nécessité de faire statuer au préalable sur l'exception du statut personnel.

Il nous faut expliquer l'expression suivante : « si cette nécessité n'est pas reconnue ». Le législateur envisage ici le cas où la solution à donner à la question préjudicielle n'est pas indispensable à la solution de l'action principale. Il ne faut pas croire qu'il veut par là donner au juge mixte la faculté de trancher lui-même, au lieu de les renvoyer à la juridiction compétente, les questions préjudicielles de statut personnel. Cela reviendrait à faire dépendre de la volonté du juge mixte sa compétence ou son incompétence à connaître des questions que la loi soustrait absolument à sa juridiction.

Pour que la nécessité de statuer au préalable sur l'exception soit reconnue, et que les tribunaux mixtes surseoient au jugement du fond, il suffit que l'exception du fond soit telle que, à moins de la résoudre, on ne puisse pas juger l'action principale. Si, au contraire, le juge estime que la solution de l'exception qui relève du statut personnel n'est pas indispensable au jugement de l'action principale, il pourra, comme le dit le législateur lui-même, « passer outre au jugement du fond »,

§ 3. — *Les pouvoirs du juge mixte à l'égard des jugements de statut personnel.*

Supposons maintenant que la juridiction mixte, ayant sursis à statuer sur l'action principale, ait renvoyé les parties devant la juridiction compétente du statut personnel et que celle-ci se soit prononcée dans le délai fixé. Lorsque les parties reviennent devant elle, que doit faire la juridiction mixte ? Quels sont, en d'autres termes, les pouvoirs du juge mixte à l'égard des jugements de statut personnel ? Il faut lui reconnaître des pouvoirs d'examen au point de vue de la compétence et des pouvoirs d'examen au point de vue de la régularité et de l'irrévocabilité de la décision des juridictions du statut personnel.

Nous allons examiner successivement ces deux sortes de pouvoirs, et d'abord commençons par les pouvoirs d'examen au point de vue de la compétence. Les tribunaux mixtes ont souverainement le pouvoir d'apprécier : 1° s'il y a un jugement ; 2° si ce jugement est définitif ; 3° s'il est rendu par le juge compétent. Le juge mixte doit s'assurer que la solution de la question préjudicielle de statut personnel remplit ces trois conditions que nous allons analyser.

*
**

La première condition, c'est qu'il faut qu'il y ait un jugement. Tout jugement pour avoir ce nom doit présenter les trois qualités suivantes : a) il doit être régulier en la forme ; b) il doit être rendu sur une contestation ; c) il doit être rendu après une procédure régulière.

Nous allons examiner ces trois qualités.

a) *Il doit être régulier en la forme.* — Pour que le jugement rendu par le juge du statut personnel soit reconnu comme tel

par les tribunaux mixtes, il faut qu'il présente tous les caractères d'une décision de justice. Ce qui atteste l'existence de ces caractères, ce sont les signatures des magistrats qui ont prononcé le jugement, des greffiers et des officiers de justice ainsi que le sceau du tribunal dont émane le jugement. C'est d'après la loi du juge qui a prononcé le jugement qu'il faudra voir si toutes ces qualités sont réunies.

Une question très importante se pose, c'est celle de savoir s'il n'est pas également nécessaire que le jugement soit revêtu de la formule exécutoire. Il faut remarquer, tout d'abord, que, parmi les tribunaux de statut personnel, seuls les jugements émanant des mehkémehs possèdent une formule exécutoire, tandis que les jugements émanant des autres tribunaux de statut personnel n'en possèdent pas et, par conséquent, n'ont pas besoin de formule exécutoire pour être exécutés. Quand il s'agit simplement d'invoquer les décisions rendues par le juge de statut personnel comme actes authentiques contenant la solution de la question préjudicielle, la formule exécutoire n'est pas plus nécessaire, quand il s'agit d'un jugement émanant d'un tribunal de statut personnel local que des juridictions consulaires ou étrangères. Pour ces deux dernières, c'est l'*exequatur* qui remplace la formule exécutoire.

La formule exécutoire et l'*exquatur* ne sont nécessaires que quand il s'agit de faire exécuter le jugement dont on se prévaut, mais, quand on veut simplement se servir de ce jugement comme preuve des faits qu'il constate, nous croyons qu'il n'est pas nécessaire de recourir à ces formalités.

b) *Il doit être rendu sur une contestation.* — Il est évident que, pour qu'un jugement soit rendu, il faut qu'il y ait une contestation dans laquelle la partie qui a soulevé la question préjudicielle doit être intéressée, sans quoi le jugement ne pourrait pas lui être opposé. Par conséquent, quand c'est par exemple

un Moufti (jurisconsulte musulman) qui délivre un certificat ou qui donne une consultation, ce certificat ou cette consultation ne peuvent pas avoir la valeur d'un jugement.

En est-il de même d'un Elam Chari¹ qui émane d'un meh-kémeh ou d'un autre tribunal de statut personnel ? Cet Elam Chari peut-il être considéré comme jugement ?

L'elam chari étant un acte de juridiction gracieuse, il faut remarquer que ces sortes d'actes n'ont pas toujours le même objet. Tantôt, le magistrat dont ils émanent « se borne à donner l'authenticité aux conventions des parties », tantôt il « fait acte d'administration judiciaire ». Dans le premier cas, l'elam chari est considéré comme étant un acte public et ne rentre par conséquent pas dans la catégorie des jugements ; il ne peut donc pas lier les tiers. Dans le deuxième cas, au contraire, l'elam chari est un véritable jugement.

c) *Il doit être rendu après une procédure régulière.* — Le jugement doit être rendu avec les solennités requises, c'est-à-dire en se conformant aux règles de procédure édictées par la loi du juge du statut personnel. Ainsi, il faudra que l'exploit introductif d'instance soit régulier et que les délais requis entre différents actes de procédure aient été respectés.

Le juge mixte doit contrôler tout ce qui touche à la liberté de la défense, car, à supposer que le juge du statut personnel n'ait pas rendu le jugement conformément aux règles de procédure établies par la loi qu'il applique, il serait immoral d'obliger les tribunaux mixtes à admettre un jugement irrégulier, d'autant plus que la partie qui aura à souffrir de cette irrégularité n'aura aucun moyen pour se défendre devant la juri-

1. « Un Elam Chari est un acte rendu par un juge du statut personnel en vertu de sa juridiction gracieuse à la requête d'une seule partie. Cet acte contient la constatation des faits et des témoignages qui se sont déroulés devant ce juge ainsi que les conséquences juridiques tirées de ces faits et témoignages. »

diction dont émane ce jugement. Ce droit de contrôle qu'on doit reconnaître au juge mixte est d'autant plus important que souvent les tribunaux de statut personnel ignorent la procédure de prise à partie et quelquefois même n'ont aucune loi de procédure.

*

**

La seconde condition, c'est qu'il faut que le jugement soit définitif. En parlant de la solution qu'il faut donner à la question préjudicielle, l'article 4 C. C. M. dit que la partie contre laquelle la question préjudicielle aura été soulevée « devra la faire juger définitivement par le juge compétent ». Nous devons déterminer le sens que le législateur a voulu donner au mot « définitivement ». En droit égyptien, quand un jugement a acquis l'autorité de la chose jugée, il est considéré comme étant définitif.

Quand un jugement est simplement exécutoire, c'est-à-dire qu'il est encore susceptible d'opposition ou d'appel, peut-on également le considérer comme définitif ? Nous ne le croyons pas. Il y a cependant des jugements en matière de statut personnel, tels, par exemple, que les jugements d'interdiction, de nomination de tuteur, d'attribution d'aliments ou de pension, qui n'acquièrent jamais l'autorité de la chose jugée. Ce sont des jugements qui, de par leur nature même, sont provisoires. Si, par conséquent, le mot définitif était strictement interprété comme ne voulant désigner que les jugements ayant acquis l'autorité de la chose jugée, il y aurait beaucoup de jugements de statut personnel qui resteraient lettre morte devant le juge mixte. Par conséquent, toutes les fois qu'il s'agit d'une question préjudicielle de statut personnel qui ne peut être que provisoire et de la solution de laquelle dépend l'action principale,

la marche de cette dernière se trouverait paralysée. Il faut donc décider qu'il n'est pas indispensable que le jugement de statut personnel soit pourvu de l'autorité de la chose jugée puisque c'est une condition qui n'est pas toujours réalisable, mais qu'il suffit que le jugement soit exécutoire.

Il faut par conséquent que le jugement du statut personnel soit pourvu de l'autorité de la chose jugée ou qu'il soit simplement exécutoire, il faut que ce jugement soit reconnu par le juge mixte et c'est selon la loi du tribunal du statut personnel dont émane le jugement, que le caractère de ce dernier devra être apprécié.

*
**

La troisième condition, c'est que le jugement émane d'une juridiction compétente.

Cette condition est incontestablement une des plus difficiles, sinon même la plus difficile du droit égyptien. Elle est très intimement liée à la matière des conflits de juridictions qui, étant donné le grand nombre de juridictions qui se disputent le droit de rendre la justice en Egypte, ainsi que le manque de législation pour régir la question, passe à juste titre pour être très obscure et très embrouillée. Nous allons cependant essayer de déterminer la nature de la compétence dont le juge mixte doit s'occuper et les moyens d'y arriver.

De quelle sorte de compétence s'agit-il ici ? S'agit-il de la compétence spéciale, qui est celle dont jouit un tribunal à l'exclusion des autres tribunaux du même pays, ou bien s'agit-il de la compétence générale qui est celle que possèdent les tribunaux d'un pays à l'exclusion des tribunaux des autres pays ? C'est de cette dernière compétence que nous voulons parler et ce n'est que de cette compétence que doit s'occuper

le juge mixte. Quand il a à examiner un jugement, il lui suffit de savoir qu'il a été prononcé par l'un des tribunaux de tel pays plutôt que de tel autre pays, sans s'occuper si c'est tel tribunal plutôt que tel autre qui a prononcé le jugement. Il n'a même pas à s'occuper de savoir si le juge qui a prononcé le jugement qui lui est soumis est investi de ce pouvoir ou non. Il n'en est plus de même quand il s'agit de jugements émanant de pays qui possèdent plusieurs juridictions absolument indépendantes les unes des autres et qu'il n'y a pas à leur tête un tribunal suprême pour contrôler leur décision et pour résoudre les conflits qui peuvent s'élever entre elles. Dans ce cas le juge mixte ne peut pas se contenter comme tout à l'heure de savoir que ces jugements ont été prononcés par un juge quelconque de ces pays, mais il doit de plus chercher à savoir si le juge qui a rendu ces jugements est bien le juge compétent et s'il les a bien rendus dans les limites de ses pouvoirs.

La réserve que nous venons de formuler, nous pouvons l'appliquer aux jugements du statut personnel rendus en Egypte. En effet, toutes les juridictions de statut personnel qui siègent en Egypte sont indépendantes l'une vis-à-vis de l'autre et il n'y a pas de juridiction suprême pour contrôler leurs décisions et pour résoudre les conflits qui peuvent s'élever entre elles. Il n'y a aucun doute non plus, tant sur l'autonomie des tribunaux consulaires, que sur l'autonomie des tribunaux locaux de statut personnel. Ils sont absolument indépendants les uns vis-à-vis des autres.

De ce que nous avons dit, il résulte que les juridictions égyptiennes de statut personnel doivent être considérées, au point de vue de la compétence, non pas comme des juridictions d'un même pays, mais comme des juridictions de pays différents.

Si par conséquent c'est un tribunal égyptien de statut personnel qui doit juger la question préjudicielle, le juge mixte devra s'assurer dans ce cas non seulement que le jugement a été rendu par un juge égyptien, mais encore que ce juge égyptien a rendu ce jugement conformément aux attributions qui lui sont reconnues par la législation égyptienne.

Parmi les attributions reconnues au juge, il faut en distinguer deux sortes : celles qui concernent la compétence dont jouit un tribunal pour trancher un litige à l'exclusion des autres tribunaux du même ordre et celles qui concernent la juridiction et il faut entendre par là, la compétence reconnue à tout un ordre de tribunaux. C'est de cette seconde catégorie de compétence que nous voulons parler. Quand un ordre de juridiction dépasse les attributions qui lui sont assignées par le législateur, son jugement n'est pas reconnu par les autres ordres de juridiction et, par conséquent, il ne serait pas reconnu valable par le juge mixte.

Maintenant que nous savons la nature de la compétence que le juge mixte a pour mission de contrôler, nous allons voir quelle est la législation qu'il doit consulter pour déterminer cette compétence. La question de savoir quelle est la législation qu'il faut consulter pour rechercher si le juge du statut personnel qui a prononcé un jugement est bien le juge compétent, se pose également en droit international privé quand il s'agit de faire exécuter dans un pays donné un jugement étranger.

S'il s'agit de faire exécuter un jugement étranger, le juge de l'*exequatur* applique la *lex fori*, c'est-à-dire le système de compétence de son pays pour déterminer la compétence du juge qui a prononcé le jugement pour l'exécution duquel l'*exequatur* est demandée.

Il en est de même en ce qui concerne les jugements émanant

des tribunaux de statut personnel, le juge mixte, pour savoir si le juge de statut personnel était bien compétent, devra appliquer la *lex fori*.

Mais que doit faire le juge mixte quand il se trouve en présence de deux jugements émanant chacun d'un juge qui se prétend seul compétent ? Dans ce cas, on ne pourra pas en consultant la législation respective, décider lequel d'entre ces deux juges est véritablement compétent en la matière car il arrive souvent que plusieurs législations reconnaissent à leurs tribunaux une compétence exclusive dans la même matière. Il faut par conséquent trouver au juge mixte un autre système de compétence qui lui permettra de résoudre la difficulté dans laquelle il se trouve.

Quel est donc ce système de compétence ? Nous en connaissons les grandes lignes en ce qui concerne le statut personnel. Les étrangers capitulaires sont justiciables de leurs tribunaux nationaux, tandis que les étrangers non capitulaires et les indigènes sont justiciables des juridictions religieuses. Parmi ces dernières, nous avons vu que le mehkémeh (tribunal musulman) était considéré comme la juridiction de droit commun en cette matière.

Le juge mixte apprécie souverainement les éléments nécessaires à l'application des règles que nous venons d'exposer. C'est ainsi qu'il a le droit d'apprécier les preuves de la nationalité, de la religion ou du rite d'une partie pour décider quelle est la juridiction de statut personnel qui doit être reconnue compétente. C'est un pouvoir qui est extrêmement important surtout dans un pays comme l'Egypte où le statut personnel dépend de la question de religion.

§ 4. — *Le juge mixte peut-il contrôler le fond du jugement de statut personnel ?*

La législation mixte contient quelques articles concernant des questions de statut personnel mais les envisageant non pas au point de vue de la compétence judiciaire, mais au point de vue de la compétence législative. Ces articles traitent des matières de successions, de testaments et de capacité¹. Ils ont uniquement pour but d'indiquer au juge mixte la juridiction à laquelle les parties doivent s'adresser et dont il doit respecter la décision. La réserve formelle qui interdit absolument au juge mixte de connaître de toute question de statut personnel s'accorde bien avec l'interprétation que nous donnons à ces règles. Cette réserve d'ailleurs est non seulement explicitement formulée dans l'article 4 C. C. M., mais elle l'est également dans l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire qui est considéré comme la charte organique des tribunaux mixtes. L'article 12 C. C. M. qui organise l'assemblée générale de la cour d'appel mixte, qui a le pouvoir de légiférer en droit mixte, fait une réserve expresse qui enlève à cette assemblée le droit de porter atteinte au règlement d'organisation judiciaire. Si par conséquent cette assemblée générale édictait une règle contraire au règlement, elle serait considérée comme nulle et nous

1. Ces articles sont : l'art. 77 C. C. M. ainsi conçu : « Les successions sont réglées d'après les lois de la nation à laquelle appartient le défunt. Toute fois, le droit de succession à l'usufruit des biens wakfs ou tributaires est réglé d'après la loi locale ».

L'article 78 C. C. M. ainsi conçu : « La capacité de tester et la forme du testament sont réglées d'après la loi de la nationalité du testateur ».

« En matière immobilière, les dispositions relatives à la résolution des droits de propriété, à raison de légitime réserve, quotité disponible, etc. ne préjudicient pas aux tiers acquéreurs et aux créanciers hypothécaires de bonne foi. »

L'art. 190 C. C. M. ainsi conçu : « La capacité relative ou absolue est réglée par la loi de la nationalité à laquelle appartient la personne qui contracte ».

pouvons ainsi conclure de là qu'un texte de la loi mixte ne peut pas porter atteinte à une disposition du règlement ; par conséquent l'interprétation que nous avons donnée des règles que nous avons exposées est la bonne.

A supposer qu'il faille attribuer à ces articles le sens qui découle de leur texte, les pouvoirs du juge mixte seraient éminemment élargis. Il faudrait lui reconnaître alors le droit de contrôler non seulement la compétence du juge du statut personnel, mais également la loi qu'a appliquée ce juge et examiner ainsi le fond du jugement qu'il a prononcé. Nous arrivons ainsi à un résultat inadmissible et il vaut par conséquent beaucoup mieux interpréter ces articles comme ne visant que la compétence judiciaire.

Le juge mixte ne peut pas discuter le fond des décisions du juge du statut personnel rendues dans les limites de sa compétence ; il ne peut pas non plus apprécier la valeur intrinsèque du statut personnel s'est bien conformé aux lois qu'il a mission d'appliquer. Quand une décision a été régulièrement rendue par le juge du statut personnel sans qu'elle ait été attaquée par devant la juridiction compétente, le juge mixte ne peut en des dites décisions. Il ne peut ni les réformer, ni vérifier si le juge mixte connaît la valeur ni les effets. Les tribunaux mixtes ne pourraient par conséquent nullement examiner si un mehkémeh a bien ou mal appliqué une disposition de son règlement. Il en est de même lorsqu'il s'agit d'une déclaration de majorité d'une personne qui a été prononcée en due forme par une autorité compétente du statut personnel. Les actes qu'aura accomplis cette personne postérieurement à cette déclaration sont considérés comme faits par une personne majeure et capable et les tribunaux mixtes n'auront pas le droit d'apprécier si, au moment où ces actes ont été accomplis, cette personne avait réellement atteint sa majorité ou non.

SECTION II. — INTERPRÉTATION JURISPRUDENTIELLE DE
L'ARTICLE 4. C. C. M.

Nous n'avons examiné l'article 4 C. C. M. qu'au point de vue des textes législatifs.

La jurisprudence interprète cet article d'une façon spéciale, c'est pourquoi nous n'avons cité aucun arrêt de la jurisprudence à l'étude de laquelle nous avons réservé une section spéciale. Nous allons voir quelle est cette interprétation jurisprudentielle et la valeur qu'on peut lui attacher.

Les arrêts sur cette matière sont très nombreux. Pour étudier la question, nous allons suivre le même ordre que celui que nous avons adopté en étudiant cet article.

§ I. — *Nature de la règle de solution de conflits
éditée par l'article 4 C. C. M.*

Les tribunaux mixtes reconnaissent que la réforme de 1875 n'a apporté aucun changement à l'état de choses qui existait avant cette date en matière de statut personnel.

C'est ainsi que la cour d'appel mixte s'exprime dans un arrêt du 2 janvier 1901 ¹ : « Le règlement d'organisation judiciaire par lequel ont été institués les tribunaux mixtes n'a rien innové quant à la compétence sur les questions concernant le statut personnel. L'établissement de la qualité d'héritier est de la compétence de l'autorité du statut personnel du défunt, à laquelle doit s'adresser toute personne intéressée, telle que le cessionnaire de l'héritier, même s'il a une nationalité différente. »

1. 2 janvier 1901, *B. L. J.*, 13, 93.

Nous croyons que, en ce qui concerne la nature de l'article 4 C. C. M., la jurisprudence mixte tend à considérer ce texte comme contenant simplement une règle de solution de conflits de compétence judiciaire. Une affaire importante de conflits de compétence législative en matière de validité de mariage s'étant présentée devant la cour d'appel mixte, cette dernière n'a pas invoqué l'article 4 C. C. M. Il s'agissait dans l'espèce d'une dame musulmane de nationalité égyptienne qui avait épousé en Russie un sujet russe de religion protestante. Cette dame a invoqué la nationalité russe afin d'être justiciable des tribunaux mixtes ; la cour d'appel, avant de se prononcer sur la nationalité et de décider si la dame en question pouvait être considérée comme russe, devait d'abord statuer sur la validité du mariage. La cour, au lieu d'invoquer l'article 4 C. C. M., a invoqué l'article 190 C. C. M. d'après lequel « la capacité relative ou absolue est réglée par la loi de la nationalité à laquelle appartient la personne qui contracte ». Le fait que la cour d'appel mixte n'a pas invoqué l'article 4 C. C. M. prouve qu'elle ne considère cet article que comme donnant la règle de conflits de compétence judiciaire en non pas également la règle de conflits de compétence législative.

§ 2. — *Les pouvoirs du juge mixte à l'égard d'une question de statut personnel faisant l'objet d'une demande principale.*

Les questions relevant du statut personnel peuvent se présenter devant le juge mixte de deux façons : 1° par voie principale, quand la question de statut personnel fait l'objet direct de la demande ; 2° accessoirement à une demande principale quand elle est soulevée à l'occasion d'une action qui n'est pas de statut personnel.

Dans la première hypothèse, c'est-à-dire quand la question relevant du statut personnel fait l'objet d'une demande principale, il y a lieu non pas à sursis mais à incompetence. Dans ce cas, le juge mixte s'est en effet toujours déclaré incompetent.

La question s'est présentée pour l'exécution d'un testament contesté et la cour d'appel mixte, par un arrêt du 17 février 1904¹, a décidé que « l'article 4 C. C. M., permettant d'ordonner un sursis jusqu'au vidé d'une question préjudicielle, suppose d'abord une demande principale recevable et de la compétence du juge mixte, puis une question de statut personnel incidemment soulevée. Par suite, il ne peut être question d'appliquer cet article, lorsqu'il s'agit d'une demande ayant pour principal objet l'exécution d'un testament contesté, c'est-à-dire une des matières soustraites à la compétence du juge mixte ». Dans un autre arrêt du 7 janvier 1897, la cour a décidé que « le droit de surseoir jusqu'au vidé, devant l'autorité compétente, de questions préjudicielles touchant au statut personnel et aux successions, n'existe que dans le cas où une question incidente surgit dans une instance et non pas lorsque l'instance n'a d'autre objet que cette question même ».

Cette incompetence absolue pour les questions de statut personnel qui sont introduites par voie principale devant les tribunaux mixtes est reconnue d'ordre public, de sorte que, quand le juge du statut personnel se trouve en face d'une question relevant du statut personnel et introduite devant lui par voie principale, il doit soulever l'exception d'incompétence et se dessaisir du litige encore que les parties auraient omis de le faire. Le cas s'est présenté pour une affaire de pension alimentaire et la cour d'appel mixte, par un arrêt du 19 avril

1. 17 février 1904, *B. L. J.*, 16, 136; *R. O.*, 29, 187.

1923¹, s'est prononcée ainsi : « Attendu que l'exception d'incompétence s'impose, mais sous des formes qui, quoique non relevées par les intimées, peuvent toutefois, comme étant d'ordre public, être soulevées d'office. » La cour d'appel mixte, bien que sachant que les questions de pension alimentaire relèvent du statut personnel, est déclarée compétente en la matière, et dans l'arrêt précité du 13 avril 1923², la cour essaie de

1. 19 avril 1923, *B. L. J.*, 30, 338.

2. Nous allons reproduire la partie de cet arrêt qui concerne la question que nous examinons.

« Attendu que la demoiselle A a sanctionné, par devant le Mehkémeh (tribunal musulman de statut personnel), la dame B en réclamation de sa qualité de fille et héritière de feu C, leur père commun; Attendu qu'au cours de la dite action (pétition héréditaire), elle a assigné par devant le tribunal mixte du Caire, la dame B et tous les autres héritiers du *de cujus* parmi lesquels la dame italienne D, veuve d'un des fils de C, en paiement d'une pension alimentaire de ... par mois, jusqu'au vidé de l'action pendante par devant le Mehkémeh;

« Attendu que la connaissance des actions en réclamation de pensions alimentaires revient, *de jure*, à la compétence du juge du statut personnel. En effet, le code du statut personnel consacre à l'obligation alimentaire entre parents les chapitres troisième et quatrième de son livre IV § 1. Et le règlement des Mehkémehs énumère expressément les « pensions alimentaires entre parents » parmi les matières déferées à la compétence des Mehkémehs sommaires (art. 5). D'autre part, le Code civil mixte aussi règle par quelques articles (21-220) l'obligation alimentaire entre ascendants, descendants et leurs alliés et entre époux (le Code indigène a des dispositions presque identiques). D'où il est logique de déduire qu'en cette matière, la législation a voulu aussi attribuer une compétence à la juridiction mixte (et à la juridiction indigène). Cette conséquence est pourtant difficile à concilier avec l'article 9 du Règlement d'organisation judiciaire qui laisse complètement en dehors de la compétence mixte le statut personnel. De même la conciliation ne peut se faire sur le terrain de l'intérêt mixte, parce qu'il est de principe que l'intérêt mixte ne fait pas obstacle à la compétence du juge du statut personnel. La question est grave, mais tout en admettant que la compétence mixte, ici doit être maintenue, il est certain qu'ayant un caractère tout à fait exceptionnel, elle ne saurait être étendue au delà des cas prévus par le dit article du Code mixte. Or, à la différence du Code du statut personnel, qui reconnaît l'obligation alimentaire entre tous parents y compris les collatéraux, le Code mixte ne la reconnaît qu'entre ascendants, descendants, et leurs alliés et entre époux. Par conséquent, la demoiselle A, qui se prétend sœur des sieurs C, peut fonder son action alimentaire exclusivement sur les dispositions du Code du statut personnel, non pas sur celles du Code mixte. C'est donc le juge du statut personnel qu'elle aurait dû saisir, car le tribunal mixte, ainsi qu'il a été dit, est en matière alimentaire compétent à statuer, tout au plus dans les limites des articles 217 à 220 du Code mixte;

« Attendu qu'en tout cas le tribunal mixte ne pourrait pas connaître de la présente action, en raison de la connexité qui la relie à celle déjà pendante par devant les Mehkémehs. La connexité résulte de ce que son titre juridique est ce même acte de reconnaissance de filiation qui constitue le

justifier sa décision. Elle prend pour base les articles 217 à 220 C. C. M. et décide que la pension alimentaire ne doit être consentie que dans les cas que ces articles prévoient.

Les raisons que donne cet arrêt pour justifier la compétence que se reconnaissent les tribunaux mixtes en matière de pension alimentaire même dans les cas limitativement déterminés par les articles 217 à 220 du Code civil mixte, sont, à notre avis, insuffisantes, car il n'est pas dit que parce que des textes du Code civil mixte reconnaissent l'obligation alimentaire entre ascendants, descendants et leurs alliés et entre époux, le législateur mixte ait voulu pour cela déroger à l'article 9 du règlement d'organisation judiciaire.

Nous savons que l'Egypte et les puissances adhérentes à la réforme ont toujours été très décidées à exclure de la compétence des tribunaux mixtes, toutes les matières qui relevaient du statut personnel. Comment donc peut-on expliquer l'existence des articles 217 et suivants du Code civil mixte ? Il faut croire que c'est une simple inadvertance de M. Maunoury, le juriste qui a été chargé de la rédaction des codes mixtes. Il devait confectionner six codes : Code civil, Code de commerce, Code de commerce maritime, Code de procédure civile et commerciale, Code pénal et Code d'instruction criminelle et il ne disposait que d'un délai d'environ trois mois.

C'est au titre II sur les obligations que se trouvent les articles 217 et suivants ; or, il suffit de voir l'ensemble de ce titre pour s'apercevoir que c'est bien par inadvertance que ces arti-

titre litigieux de la pétition héréditaire et que son but est une condamnation provisoire qui permet à la demanderesse de vivre pendant la durée dudit procès principal, ainsi qu'on l'a avoué. Or, de quelque façon qu'on envisage l'instance de la demoiselle A, qu'on l'appelle action alimentaire ou plutôt provision en cours d'instance, en tout cas il est évident qu'elle a la nature d'un incident surgissant de la pétition héréditaire et devant être greffée sur elle. Il est difficile d'imaginer un cas plus sûr de compétence par connexité (art. 148 C. pr.). »

cles y ont figuré. M. Maunoury, après avoir consacré les chapitres II et III aux obligations, a ajouté un quatrième chapitre où il parle des « obligations résultant de la loi », et, pour donner des exemples de ces dernières, il cite les obligations alimentaires tout en oubliant très probablement la défense faite aux tribunaux mixtes par l'article 4 C. C. M. de connaître des questions de statut personnel. Nous croyons que maintenant l'erreur de M. Maunoury ne fait plus de doute et que c'est bien par inadvertance que la matière de pension alimentaire figure dans le Code mixte. Nous ne pouvons donc pas admettre, comme l'a fait la cour d'appel mixte, que le législateur avait l'intention de déroger à la réserve explicitement formulée dans le règlement d'organisation judiciaire. D'ailleurs, nous avons démontré que, dans le cas où un article du Code civil mixte est en contradiction avec une disposition du règlement d'organisation judiciaire, c'est cette dernière disposition qui doit l'emporter et l'article en question est à considérer comme nul. La Cour d'appel mixte aurait dû, par conséquent, dans le cas de l'arrêt du 19 avril 1923 se déclarer incompétente, comme d'ailleurs dans toutes les contestations qui se présenteraient à elle et ayant pour objet une pension alimentaire.

En dehors de la question de pension alimentaire, la jurisprudence mixte s'en est tenue à l'article 4 du C. C. M. Les tribunaux mixtes se sont toujours déclarés incompétents dès qu'il s'agit d'une question de statut personnel introduite devant eux sous forme d'une demande principale. La cour d'appel mixte s'est même déclarée incompétente pour connaître d'une demande d'*exequatur* pour un jugement étranger rendu en matière de statut personnel. Par un arrêt du 27 janvier 1898¹ elle a décidé que « Les tribunaux mixtes ne peuvent pas connaître d'une

1. 27 janvier 1898, *B. L. J.*, 10, 117.

demande d'*exequatur* qui a pour objet d'assurer l'exécution d'un jugement étranger rendu dans une matière de statut personnel qui ne rentre pas dans le cercle de leur compétence matérielle, tel qu'un jugement rendu par un tribunal français prononçant le divorce et condamnant l'époux, sujet local, à payer une pension alimentaire à son épouse. La connaissance d'une telle demande appartient, par la nature des choses, au juge local dont la partie condamnée relève au double point de vue de sa nationalité et de son statut personnel et ce, alors même que pour cette demande d'exéquatur, il s'agissait moins d'apprécier la validité d'un divorce que d'assurer l'exécution d'une obligation de droit naturel, la condamnation à une pension alimentaire n'ayant été prononcée en l'espèce que comme conséquence et suite naturelle d'un divorce dont la validité échappe nécessairement à la compétence du juge saisi de la demande d'*exequatur*. »

§ 3. — *Les pouvoirs du juge mixte à l'égard d'une question de statut personnel faisant l'objet d'une exception.*

Nous allons examiner maintenant le cas dans lequel la question relevant du statut personnel se présente accessoirement à une demande principale, laquelle fait partie du statut réel. Quels sont, dans ce cas, les pouvoirs du juge mixte ? Dans la jurisprudence mixte, deux opinions se sont formées qui se partagent les arrêts de la cour mixte : 1° celle qui refuse au juge mixte tout droit d'immixtion dans la solution de la question de statut personnel ; 2° celle qui interprète l'article 4 C. C. M. alinéa 2 de façon à lui reconnaître le droit de trancher la question de statut personnel. Nous allons successivement examiner ces deux opinions.

*
**

1^o *Première opinion.* — D'après un arrêt du 22 mai 1913, on peut résumer ainsi cette opinion : le second paragraphe de l'article 4 C. C. M. ne laisse pas au juge mixte la faculté de trancher lui-même ou bien de renvoyer à la juridiction compétente les questions de statut personnel présentées sous forme d'exception, toutes les fois qu'il estimerait posséder les éléments nécessaires pour ce faire ; la lettre et l'esprit dudit article militent contre pareille interprétation qui aurait pour résultat de faire dépendre de la volonté du juge mixte et du plus ou moins de confiance qu'il aurait en ses connaissances de la loi étrangère, sa compétence ou son incompétence à connaître des questions formellement soustraites à sa juridiction ¹.

Par un récent arrêt du 11 janvier 1923, la cour d'appel mixte admet toujours que, lorsque les exceptions relatives à des questions de statut personnel ont un caractère sérieux, il est

1. 22 mai 1913, *B. L. J.*, 35, 545. C'est ainsi que se prononce la Cour :

« Attendu que les premiers juges ont sursis à statuer sur les questions prenant leur source dans le testament de la dame X... jusqu'au vidé de l'instance engagée devant le Mehkémeh Charieh (tribunal du statut personnel musulman) du Caire par le sieur S... en annulation du dit testament ;

« Attendu qu'à l'exception dudit S..., toutes les parties sont unanimes à prétendre que, contrairement à ce qui a été retenu par les premiers juges, les tribunaux mixtes seraient en l'espèce compétents à connaître de la validité du testament ;

« Attendu que pour soutenir cette thèse, elles se prévalent du second paragraphe de l'article 4 du Code civil, lequel à les en croire, autoriserait le juge mixte de trancher lui-même ou bien de les renvoyer au juge du statut personnel, les questions de succession naturelle ou testamentaire, toutes les fois qu'il estimerait posséder les éléments nécessaires pour ce faire ;

« Attendu qu'aussi bien la lettre que l'esprit de l'article précité militent contre pareille interprétation qui aurait pour résultat de faire dépendre de la volonté du juge mixte et du plus ou moins de confiance qu'il aurait en ses connaissances de la loi étrangère, sa compétence ou son incompétence à connaître des questions formellement soustraites cependant à sa juridiction ;

« Attendu qu'on ne saurait en généralisant les solutions données à des cas déterminés par certains arrêts d'espèces, les ériger en principes absolus, principes contraires au texte formel de la loi. Qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ce moyen. »

inadmissible que le juge mixte les tranche sous prétexte qu'il a pu se former sur elles une opinion assez sûre et, cette fois, la cour spécifie que la « nécessité » dont parle l'article 4 C. C. M. n'est pas une nécessité pratique, mais une nécessité logique ¹.

La cour d'appel mixte a également décidé, par un arrêt du 11 février 1897 ², que la juridiction mixte a la faculté de passer outre au jugement, lorsque la solution de la question préjudicielle proposée ne lui paraît pas nécessaire pour pouvoir apprécier le bien ou le mal fondé à la demande principale, mais elle n'a pas le droit de l'écarter purement et simplement, de s'en faire juge elle-même, lorsque cette exception touche au fond même du droit qu'il s'agit d'admettre ou de rejeter.

Ce que nous avons dit nous permet de résumer cette première théorie de la manière suivante : lorsque la solution de l'exception du statut personnel n'a pas d'influence sur la solution de l'action principale, le juge mixte doit passer outre au juge-

1. 11 janvier 1923, *B. L. J.*, 35, 150. *Gaz. trib. mixtes*, XIV, 35, 53. Nous allons reproduire les principaux « attendu » de cet arrêt :

« Attendu que la question fondamentale de la cause est celle de savoir si la délibération du conseil de famille ayant autorisé, en voie préventive et générale, le tuteur X... à vendre les biens immeubles des mineurs, et en vertu de laquelle ledit tuteur vendit les 284 feddans (le feddan vaut 4.200 mètres carrés) aux sieurs Y et Z..., est valable et suffisante ou non, d'après le statut personnel qui régit la tutelle;

« Attendu que cette question, comme relevant du statut personnel, échappe à la compétence des tribunaux mixtes (art. 9 *R. O. J. M.*) d'où « la nécessité de faire statuer au préalable sur cette question préjudicielle par le juge compétent et de surseoir au jugement de fond jusqu'au vidé de la question (art. 4 C. C. M.);

« Attendu qu'il est vrai que cette nécessité dont parle l'article 4 a été souvenant interprétée dans le sens d'une exigence exclusivement pratique, et que par conséquent, elle a été reconnue seulement dans les cas où le juge a manqué d'éléments législatifs, jurisprudentiels ou scientifiques, nécessaires à la décision de l'exception du statut personnel. Mais, d'une part, si on peut admettre que le juge mixte passe outre au jugement de fond, lorsque cette exception apparaît comme un moyen purement dilatoire, il n'est pas admissible lorsqu'elle a un caractère sérieux, que le juge mixte la tranche, sous prétexte qu'il a pu se former sur elle une opinion assez sûre, car l'article 4 précité fait allusion à une nécessité non pas pratique, mais logique et une interprétation différente violerait l'ordre des juridictions établi par l'article 9. *R. O. J. M.* »

2. 11 février 1897, *B. L. J.*, 9, 185

ment du fond ; mais lorsque, au contraire, la solution de l'action principale dépend de la solution de l'exception de statut personnel, le juge mixte doit surseoir et renvoyer les parties devant le juge du statut personnel afin de résoudre l'exception.



Il est important de savoir maintenant si, quand le juge mixte se trouve en présence d'une exception de statut personnel de la solution de laquelle dépend la solution de l'action principale, il peut désigner aux parties la juridiction de statut personnel compétente à laquelle ils doivent s'adresser pour résoudre la question préjudicielle. Au début de la réforme, la cour d'appel mixte, ne voulant pas s'immiscer dans le fonctionnement des autres juridictions, s'est prononcée pour la négative. Par deux arrêts, l'un du 13 juin 1895 et l'autre du 10 février 1898, la cour d'appel mixte a décidé qu'en cas de renvoi devant le juge du statut personnel, le juge mixte n'a pas à décider quel est le juge compétent pour statuer ¹. Mais la cour d'appel mixte s'est vite aperçue de l'incompatibilité qu'il y avait entre cette manière de voir et les pouvoirs que le législateur lui attribuait d'apprécier le jugement du statut personnel au point de vue de la compétence du juge qui l'avait rendu, quand ce jugement revenait devant elle après avoir sursis au jugement de l'action principale. Aussi, a-t-elle abandonné cette jurisprudence et a-t-elle décidé qu'elle avait le droit de désigner la juridiction de statut compétente pour se prononcer sur la question préjudicielle et, dans un arrêt du 14 mars 1900, elle a décidé qu'en cas d'ouverture de la succession d'un sujet local de religion grecque-orthodoxe, la juridiction mixte a compétence, en présence d'héritiers de nationalités différentes, pour décider, sur

1. 13 juin 1895, *B. L. J.*, 7, 328; 10 février 1898, *B. L. J.*, 10, 136.

la contestation d'un héritier, si le patriarcat grec-orthodoxe est le juge compétent du statut personnel ².

Dans un arrêt du 11 janvier 1923, la cour d'appel mixte s'exprime ainsi : « Par ces motifs : Surseoit à statuer au fond jusqu'au vidé, par la juridiction consulaire espagnole et sur l'instance de la partie diligente, de la question préjudicielle de savoir si, d'après la loi du statut personnel applicable, la délibération du conseil de famille, en date du 21 mai 1913, est valable et suffisante pour la vente des immeubles litigieux des mineurs ; fixe à cet effet un délai de trois mois ³. »

Il est très important de constater que la juridiction mixte se reconnaît le droit de désigner la juridiction de statut personnel compétente pour trancher l'exception préjudicielle, car elle s'érige ainsi en une espèce de tribunal de conflit par rapport aux juridictions de statut personnel.

*
**

Deuxième opinion. — Cette deuxième opinion, qui est celle couramment adoptée par la cour d'appel mixte, est très clairement exposée par l'arrêt du 24 mars 1925 qui décide que l'article 4 C. C. M. ne doit pas être interprété dans le sens que le sursis et le renvoi au juge compétent sont obligatoires, toutes les fois que l'exception du statut personnel soulevée au cours d'une instance mixte est de nature préjudicielle, c'est-à-dire est telle que sa décision préalable à toute décision au fond s'impose comme nécessaire. Lorsqu'une exception de cette nature est soulevée, la nécessité de faire statuer au préalable sur l'exception, par le juge du statut personnel, est une nécessité de fait et non de droit ; c'est le résultat d'une appréciation

1. 14 mars 1900, *B. L. J.*, 12, 162.

2. 11 janvier 1923, *B. L. J.*, 35, 150.

du juge mixte portant soit sur le caractère sérieux de l'exception, soit sur la difficulté de sa solution ¹.

Il résulte de là que la cour s'attribue le droit d'appliquer elle-même aux questions de statut personnel les lois qui relèvent de ce statut.

Quand donc, d'après cette opinion, le sursis est-il nécessaire ? C'est la cour qui, par ses arrêts, répond à cette question. Le sursis et le renvoi par-devant le juge du statut personnel ne sont nécessaires que lorsqu'il y a une véritable difficulté de droit, que les juridictions mixtes n'ont pas d'éléments suffi-

1. 24 mars 1925, *B. L. J.*, 37, 290; *Gaz. trib. mixtes*, XVI, 134, 167. La Cour se prononce en ces termes :

« Attendu que le tribunal a, évidemment, interprété l'art. 4 C. C. M. dans le sens que le sursis et le renvoi au juge compétent sont obligatoires toutes les fois que l'exception du statut personnel soulevée au cours d'une instance mixte est de nature préjudicielle, c'est-à-dire est telle que sa décision, préalable à toute décision du fond, s'impose comme nécessaire. C'est une interprétation qui s'accorde parfaitement avec le caractère d'ordre public de la double juridiction et pour laquelle on peut invoquer quelques arrêts isolés;

« Mais attendu que l'interprétation courante de la Cour est tout autre : c'est que « la nécessité de faire statuer au préalable sur l'exception par le juge du statut personnel » est une nécessité de fait et non de droit : c'est le résultat d'une appréciation du juge mixte, portant soit sur le sérieux de l'exception, soit sur la difficulté de sa solution. C'est ainsi qu'elle a toujours retenu et décidé elle-même, les exceptions de statut personnel, toutes les fois qu'elle les a trouvées peu sérieuses ou d'une solution tout à fait sûre;

« Attendu que — cette dernière interprétation répondant mieux aux exigences de la pratique judiciaire et pouvant aussi se justifier théoriquement par la maxime que « le juge de l'action est, en principe, le juge de l'exception » (et c'est en effet sur cette maxime que les partisans de la première opinion sont obligés de se rabattre, lorsque pour une raison quelconque le juge du statut personnel ne rend pas sa décision dans les délais fixés et l'incident revient en l'état à la juridiction mixte) — la Cour estime qu'il n'y a pas lieu de s'en écarter;

« Attendu que — cela posé — il est manifeste que l'exception qui a motivé le sursis des premiers juges et le renvoi au juge du statut personnel peut-être décidée par la juridiction mixte, parce qu'elle ne comporte aucune difficulté juridique nécessitant l'intervention de la compétence charie;

« En effet, l'art. 564 (statut personnel musulman) édicte textuellement : « Est nulle, à moins d'être confirmée par les autres héritiers, la déclaration faite par le malade en reconnaissance d'une dette... au profit d'un héritier. »

Aussi toute la question se réduit à une triple constatation, à savoir : 1° si le chèque litigieux a été délivré par le défunt au cours de sa dernière maladie; 2° s'il a été délivré à un héritier; 3° si les autres héritiers l'ont confirmé; tous points de fait pour lesquels la jurisprudence mixte dispose de la plénitude de ses moyens.

sants pour résoudre en pleine connaissance de cause ¹ ; si la question soulevée présente une complexité ou une certaine importance quant à sa nature ² ; au cas où la cour se trouve en face d'opinions de jurisconsultes et de décisions de tribunaux, interprétant différemment une loi étrangère touchant à une question de statut personnel ³ ; ou encore lorsque les exceptions nécessitent un jugement sur la validité d'actes complexes invoqués au débat, se référant à d'autres actes ou même à de simples déclarations antérieures et, de plus, déjà appréciés et sanctionnés dans un acte qualifié de sentence, émanant du juge du statut personnel ⁴.

Nous allons voir maintenant, quand le sursis n'est pas nécessaire. C'est toujours la cour d'appel mixte qui nous répond par ses nombreux arrêts.

La cour a toujours retenu qu'il n'y avait pas lieu à sursis et qu'elle peut décider elle-même les exceptions du statut personnel, toutes les fois qu'elle les a trouvées peu sérieuses ou d'une solution tout à fait sûre. C'est d'ailleurs exactement ce que nous avons vu dans l'arrêt du 24 mars 1925 précité. Ainsi la cour a décidé qu'il n'y a pas lieu à sursis lorsque par exemple la solution de l'exception de statut personnel dépend d'une simple constatation d'un fait précis et certain, soit d'une violation flagrante d'un texte non sujet à commentaire ⁵, ou lorsque la question se résume en une question de pur fait, le juge mixte pouvant lui-même la juger au sens de la disposition de la loi du statut personnel ⁶ ; ou lorsqu'il ne s'agit que d'ap-

1. 12 février 1918, *B. L. J.*, 30, 218; *Gaz. trib. mixtes*, VIII, 68, 171; 19 avril 1923, *B. L. J.*, 35, 390; *Gaz. trib. mixtes*, XV, 15, 16; 18 décembre 1923, *B. L. J.*, 36, 88; *Gaz. trib. mixtes*, XIV, 171, 277.

2. 7 février 1928, *B. L. J.*, 40, 178; *Gaz. trib. mixtes*, XVIII, 100, 109.

3. 22 avril 1915, *B. L. J.*, 28, 293.

4. 14 janvier 1897, *B. L. J.*, 9, 121.

5. 14 janvier 1897, *B. L. J.*, 9, 121.

6. 14 décembre 1892, *B. L. J.*, 5, 49.

pliquer une règle élémentaire de statut personnel ou de lire un document pour en comprendre la portée¹ ; ou lorsque, en présence d'un texte du statut personnel, il n'a à décider que sur des points de fait pour lesquels il dispose de la plénitude de ses moyens².

Donc, d'après cette opinion, il suffit que la solution de la question préjudicielle paraisse au juge mixte facile à trouver soit en fait soit en droit, pour qu'il puisse y procéder lui-même.

Nous allons voir l'application que la cour d'appel mixte a faite de ce principe et disons tout de suite qu'elle n'a pas manqué de l'appliquer à toutes les matières énumérées dans l'article 4 C. C. M.

Le statut successoral est certainement la matière qui a fourni à la cour d'appel mixte le champ d'application le plus étendu.

Par plusieurs décisions, la cour d'appel mixte a décidé qu'il n'y a pas lieu de déférer au juge du statut personnel des questions héréditaires dont la décision résulte déjà des pièces de la cause ou qui sont clairement établies par la loi ou, lorsque, en présence d'un texte clair et précis du code de statut personnel, aucune véritable difficulté de droit ne se présente³. Dans ce cas, les tribunaux mixtes peuvent, sans sursis, ordonner le versement à la partie réclamante, de ce qui lui revient à titre successoral ou faire droit à la demande en délivrance ou en partage des biens successoraux.

Par un arrêt du 17 avril 1913, la cour d'appel mixte a décidé que, lorsqu'une décision du Mehkémeh Charieh constate que telle partie est héritière et fille du *de cujus* et lorsque, d'autre part, la légitimité de la filiation résulte implicitement de cette décision et qu'il suffit d'un simple calcul pour déterminer la

1. 7 février 1928, *B. L. J.*, 40, 178; *Gaz. trib. mixtes*, XVIII, 100, 109.

2. 24 mars 1925, *B. L. J.*, 37, 290; *Gaz. trib. mixtes*, XVI, 134, 167.

3. 6 février 1895, *B. L. J.*, 7, 110; 10 juin 1891, *B. L. J.*, 3, 383; 15 juin 1926, *Gaz. trib. mixtes*, XVIII, 10, 7.

quote-part héréditaire, il n'y a pas lieu à nouveau renvoi devant le juge du statut personnel, sous prétexte que la décision du mehkémeh ne mentionne pas en termes sacramentels le caractère légitime de la filiation et la quote-part successorale ¹.

D'après un arrêt du 27 mai 1903, c'est de la manière suivante que la cour analyse l'action en pétition d'hérédité : « L'action en pétition d'hérédité est une action mixte, contenant à la loi une demande en reconnaissance de la qualité d'héritier et en détermination des quote-parts héréditaires, ce en quoi elle est personnelle ; et une revendication du patrimoine, ce en quoi elle est réelle. Etant donnée la séparation radicale entre les tribunaux ordinaires et les tribunaux du statut personnel en Egypte, ceux-ci ne peuvent connaître que de la première partie de la demande, l'action réelle demeurant réservée aux premiers. »

La juridiction mixte aurait dû logiquement se déclarer incompétente par rapport à la partie personnelle de l'action et se dessaisir en faveur de la juridiction du statut personnel ; cependant, conformément à son principe, elle se permet souvent de trancher les deux parties de l'action. C'est ainsi qu'elle expose son principe à cet égard :

« En matière de succession, conformément aux principes du droit international privé, il y a lieu à l'application de la loi du *de cujus*, sauf exception, et cette loi peut être appliquée aussi bien à la juridiction consulaire que par les tribunaux mixtes. »

Mais la cour n'a pas toujours très bien appliqué la loi du *de cujus* en matière successorale. Nous allons pour le voir examiner un arrêt du 18 décembre 1923 ². Il s'agit dans cette espèce, d'un indigène, de sa femme et de son fils qui sont tous trois coptes-orthodoxes. Le père se convertit à l'islamisme et

1. 17 avril 1913, *B. L. J.*, 15, 310.

2. 18 décembre 1923, *B. L. J.*, 36, 88 ; *Gaz. trib. mixtes*, XIV, 171, 277.

tout en restant marié, il épouse une musulmane qui lui donne deux fils musulmans. Quelque temps après, il répudie sa deuxième femme, retourne à la religion copte-orthodoxe et meurt intestat. Une contestation s'élève sur sa succession, entre sa première femme et son fils chrétien d'un côté et ses deux fils musulmans de l'autre. Comme son fils chrétien avait vendu sa part héréditaire à un étranger, c'est la juridiction mixte qui s'est trouvée saisie de l'action en partage.

La cour d'appel mixte s'est d'abord prononcée sur la question de la religion du *de cujus* ; elle a reconnu la validité de la conversion du défunt à l'islamisme et sa reconversion à la religion copte orthodoxe. Elle s'est ensuite prononcée sur le fond de la question de statut personnel et il y a là une application très frappante de cette deuxième opinion. Elle s'exprime ainsi : « Sur les conséquences de la reconversion du *de cujus* à sa religion originaire, il sera inutile d'examiner et de résoudre la question de savoir si l'abjuration par le défunt de sa religion chrétienne aurait pu enlever à sa première femme, jamais répudiée, son droit d'héritier au cas où son mari serait mort musulman, car, une fois retenu que le *de cujus* était redevenu copte avant son décès, il n'est plus possible de contester que sa dite femme est héritière de la succession pour un huitième. Egale-ment leur fils copte est indiscutablement héritier, non pas pour la totalité des 21 karats (part ou fraction) restants, mais seulement pour un tiers dans cette quantité, car les deux autres tiers reviennent, de l'avis de la cour, à ses deux frères, les appelants, issus du mariage du *de cujus* avec la dame musulmane. En effet, l'article 587 du statut personnel musulman, après avoir, dans son premier alinéa, disposé que la différence de religion ôte tout droit à la succession d'un musulman à un chrétien et réciproquement, ajoute, dans son deuxième alinéa, que toutefois le musulman peut hériter des biens que

son parent apostasié avait acquis avant l'abjuration de la foi. Or, il n'est pas contesté que le défunt a acquis la plus grande partie de sa fortune au cours des vingt années de son mariage musulman. Par conséquent, à chacun des trois fils du *de cujus* revient 7 karats sur les 21 disponibles, exactement le même résultat auquel sont arrivés les premiers juges, quoique par une autre voie de raisonnement. »

Cet arrêt est loin de correspondre à l'interprétation que nous avons donnée de l'article 4. C. C. M. On peut reconnaître à la cour le droit de se prononcer sur la religion du *de cujus* qui ne relève pas expressément d'une des matières de statut personnel dont parle l'article 4 C. C. M. Mais nous ne croyons pas qu'on puisse lui reconnaître le droit de trancher le fond même du litige.

Dans l'espèce que nous examinons, la juridiction mixte se trouvait en présence de deux décisions de statut personnel émanant de juridictions différentes. On reconnaît au juge mixte le droit d'examiner ces décisions quant aux pouvoirs des juges qui les ont rendues, mais il est contestable qu'on puisse lui reconnaître le droit de réviser le fond même de ces décisions. Or, les juges mixtes, au lieu de s'en tenir à l'une des deux décisions qui leur étaient présentées, se sont crus obligés de se substituer aux juges du statut personnel et se sont prononcés sur les questions de vocation héréditaire et de la détermination des quote-parts, questions qui ne rentrent pas dans leur compétence. Cette manière de voir est une conséquence du principe qu'applique cette école et qui consiste à ne se dessaisir de la question de statut personnel que quand elle présente une difficulté de droit ou une certaine complexité. Il résulte de là que la question de statut personnel sera oui ou non résolue par le juge mixte, selon les capacités de celui-ci. Cette manière de voir est absolument inadmissible, et la cour mixte, au lieu de

résoudre elle-même la question du fond, aurait dû y surseoir et renvoyer les parties se pourvoir pour la question successorale devant le juge du statut personnel compétent.

Sur une question d'état et de capacité relative à un mariage nul, la cour mixte a décidé qu'il n'y a pas lieu pour les tribunaux mixtes de surseoir pour faire déclarer nul, par le meh-kémeh, un mariage contracté par une femme ottomane musulmane avec un étranger non musulman, la dite nullité prévue formellement par l'article 122 du statut personnel musulman ne faisant pas l'ombre d'un doute et se trouvant d'ailleurs expressément affirmée par un fetwa du Moufti d'Égypte versé aux débats ¹.

Sur les pouvoirs d'un tuteur, la cour mixte a décidé qu'il n'y a pas lieu d'ordonner un sursis pour faire statuer sur des questions de majorité et de pouvoirs de tuteur, lorsque les tribunaux mixtes, en vertu de la faculté qui leur est réservée par la loi, estiment qu'il n'y a pas nécessité d'en saisir le juge compétent du statut personnel. Ainsi, ces tribunaux peuvent déclarer nulle une transaction immobilière passée par le tuteur sans autorisation du Meglis Hasby, alors que cette annulation est requise pour la validité de toute annulation des droits réels immobiliers des mineurs ².

En matière de wakf, la cour mixte a décidé que le juge mixte peut ne pas surseoir, lorsqu'il s'agit de statuer sur des points de fait, tels que ceux que soulève la question de savoir si au moment de la constitution de ses biens en wakf, une personne était malade et poitrinaire dans le sens des articles 561 et 562 du statut personnel musulman, la juridiction mixte pouvant elle-même la juger au sens de la disposition dudit statut ³.

1. 11 juin 1913, *B. L. J.*, 25, 443.

2. 28 février 1895, *B. L. J.*, 7, 165.

3. 14 décembre 1892, *B. L. J.*, 5, 49.

Nous voyons par là l'étendue de l'application que la cour d'appel mixte a admise de son principe à toutes les matières énumérées dans l'article 4 C. C. M.

Examinons maintenant le cas l'inexistence en Egypte d'une juridiction compétente du statut personnel. Que doit faire dans ce cas le juge du statut personnel ? Le tribunal civil d'Alexandrie, par un jugement du 27 avril 1915, a décidé que l'impossibilité, même constante, d'un renvoi devant le juge du statut personnel, par suite de l'inexistence d'une pareille juridiction en Egypte, ne saurait obliger la juridiction mixte à trancher une question de régime matrimonial et à régler une succession, car cette juridiction ne peut se constituer en juridiction supplétoire des autres pour redresser leurs prétendus dénis de justice, un tel procédé comportant un excès de pouvoir contraire aux principes constitutifs des tribunaux mixtes ¹. Le cas s'est présenté pour des sujets russes et la cour mixte a décidé par un arrêt du 18 novembre 1926 que l'absence de tribunaux consulaires russes en Egypte, bien que mettant les sujets russes dans une situation particulièrement embarrassante, ne saurait avoir pour effet d'attribuer compétence aux tribunaux mixtes sur une question dont la loi leur interdit de connaître ².

Nous savons que la juridiction de statut personnel de droit commun est le mehkémeh, par conséquent les nationaux relevant d'une puissance, qui n'a pas sur le territoire égyptien de juridiction de statut personnel ou qui n'a pas adhéré à la réforme judiciaire, doivent être justiciables du mehkémeh pour les litiges de statut personnel et nous croyons que la cour d'appel mixte aurait dépassé ses pouvoirs si dans l'hypothèse que nous examinons elle avait jugé autrement.

1. Trib. civ. Alexandrie, 27 avril 1915; *Gaz. trib. mixtes*, V, 140, 356.

2. 18 novembre 1926, *Gaz. trib. mixtes*, XVIII, 36, 41.

§ 4. — *Les pouvoirs du juge mixte à l'égard des décisions de statut personnel.*

Nous allons examiner les différentes phases que peut présenter la question préjudicielle.

Après l'expiration du délai de sursis fixé par le juge mixte au juge du statut personnel pour se prononcer sur la question préjudicielle, le juge mixte peut se trouver en face d'une des trois éventualités suivantes : 1° d'une seule décision de statut personnel statuant sur la question préjudicielle ; 2° de plusieurs décisions de statut personnel ; 3° d'aucune décision de statut personnel.

Nous allons voir quels sont les pouvoirs du juge mixte dans chacun de ces cas.

Dans le premier cas le juge mixte doit vérifier si la décision de la juridiction du statut personnel soumise à son examen rentre dans la compétence de la dite juridiction ¹, si elle réunit les qualités extrinsèques d'une véritable décision de justice ² et si elle a été rendue contradictoirement ou par défaut régulier et si elle est passé en l'état de chose jugée ³.

C'est ainsi que la cour d'appel mixte, par un arrêt du 9 avril 1908, a décidé que, lorsque la juridiction du statut personnel, devant laquelle la juridiction mixte a renvoyé les parties pour la détermination des parts héréditaires et qui avait à statuer uniquement sur ce point, croit devoir aller au delà et procéder au règlement de l'ensemble de la succession, cela ne saurait faire cesser la compétence certaine de la juridiction mixte, en présence du désaccord des copartageants de nationalités différentes. Le fait que tous les intéressés ont comparu devant la

1. 3 avril 1912, *B. L. J.*, 24, 249.

2. 22 mai 1913, *B. L. J.*, 35, 546; *Gaz. trib. mixtes*, III, 193, 425.

3. 3 avril 1912, *B. L. J.*, 14, 249.

juridiction du statut personnel, alors qu'ils étaient tenus de s'y rendre en vertu même du jugement mixte, ne saurait être interprété comme un assentiment tacite à l'égard de tout ce qui a été fait devant cette juridiction ¹.

Dans le deuxième cas, c'est-à-dire quand le juge mixte se trouve en présence de plusieurs décisions de statut personnel, en plus des pouvoirs que nous lui avons reconnus dans le premier cas, il a le droit de choisir celui des jugements qu'il estime avoir été complètement rendus ². Mais ni dans l'un, ni dans l'autre de ces deux cas, le juge mixte ne peut discuter le fond des décisions du juge du statut personnel rendues dans les limites de sa compétence, ni apprécier le mérite intrinsèque des dites décisions. Il ne peut ni les réformer, ni vérifier si le juge du statut personnel s'est rigoureusement conformé aux prescriptions des lois qu'il a seule mission d'appliquer. Il ne peut par conséquent pas méconnaître la valeur et les effets d'une décision régulièrement et complètement rendue par le juge et qui n'a pas été attaquée par devant la juridiction compétente ³.

La jurisprudence mixte est unanime sur cette manière de voir et c'est ainsi que s'exprime la cour mixte, dans un arrêt du 29 avril 1914, sur une décision rendue en fraude des droits d'un étranger.

« Il n'appartient pas à la juridiction mixte de méconnaître la portée d'une sentence patriarcale (décision du juge du statut personnel) sous le prétexte qu'elle serait le résultat d'une collusion entre deux parties, pour frustrer les droits des créanciers de l'un d'eux, ni de décider que la juridiction patriarcale a fait

1. 9 avril 1908, *B. L. J.*, 20, 173.

2. 22 février 1912, *B. L. J.*, 24, 150.

3. 3 avril 1919, *Gaz. trib. mixtes*, IX, 118, 197; 22 mai 1913, *B. L. J.*, 35, 546; 24 décembre 1914, *B. L. J.*, 27, 81; 20 juin 1888, *R. O.*, 13, 273; 23 mai 1906, *B. L. J.*, 18, 292; 29 janvier 1908, *B. L. J.*, 20, 71.

une bonne ou une mauvaise interprétation de la loi applicable. La sentence patriarcale, en tant qu'elle statue sur une question de statut personnel de sa compétence, *ratione materiæ*, est opposable à tous les intéressés, quelle que soit leur nationalité, sauf le droit pour ces derniers de provoquer de l'autorité compétente, et dans les formes réglées par la loi en vigueur auprès de cette autorité, un nouvel examen de la question et, éventuellement, la rétractation ou la réformation de la sentence précédemment rendue, laquelle, en attendant, doit sortir son plein et entier effet ¹. »

Quid du cas où le juge mixte se trouve en présence de décisions concordantes de statut personnel ? Ces décisions lient-elles le juge mixte ?

Ce cas s'est présenté devant la juridiction mixte et la cour d'appel mixte, par un arrêt du 9 février 1926, a décidé que le fait que les deux juridictions de statut personnel telles que le mehkémeh et le Patriarcat grec-catholique, — les seules dont pourrait ressortir la dévolution héréditaire d'un défunt sujet local et du rite grec-catholique, — avaient rendu, sur la compétence de l'une d'entre elles à l'exclusion de l'autre, des décisions concordantes, ne saurait, sans porter atteinte au principe de l'autonomie de chaque juridiction, en tout ce qui est de sa compétence, contraindre la juridiction mixte à faire droit à une revendication sur la base de titres qu'elle jugerait entachés d'excès de pouvoir de la part de la juridiction qui les a émis ².

Nous allons maintenant examiner le troisième cas, celui où le juge mixte ne se trouve en présence d'aucune décision de statut personnel après l'expiration du délai de sursis.

1. 29 avril 1914, *B. L. J.*, 26, 361. Voir dans le même sens : 18 mars 1891, *B. L. J.*, 3, 236; 27 février 1896, *B. L. J.*, 8, 138; 23 mai 1906, *B. L. J.*, 18, 292; 3 avril 1912, *B. L. J.*, 25, 249; 27 janvier 1921, *B. L. J.*, 33, 162.

2. 9 février 1926, *B. L. J.*, 38, 219; *Gaz. trib. mixtes*, XVI, 170, 188.

La cour mixte à jugé, par un arrêt du 10 février 1898, qu'il y a lieu d'accorder un nouveau sursis, avec injonction cette fois à la partie demanderesse sur l'exception, de faire les diligences nécessaires pour reprendre l'instance restée pendante devant le juge du statut personnel et de provoquer un jugement sur l'exception précisée dans l'arrêt de sursis¹. C'est ainsi que s'exprime la cour : « En cas de sursis ordonné par la juridiction mixte, jusqu'à décision du juge du statut personnel, sur certains chefs de contestation, et lorsqu'il est établi que les parties défenderesses sont seules ou principalement responsables de l'inexécution de la sentence mixte, par suite des moyens dilatoires employés pour empêcher ou retarder toute solution, il n'y a lieu de prononcer aucune déchéance justifiant un déboutement de la demande, restée pendante devant la juridiction mixte ; il n'y a pas lieu non plus de statuer sur l'exception, qui devait être soumise au juge du statut personnel ; un nouveau sursis s'impose, avec injonction cette fois, aux parties défenderesses au principal, mais demandereses sur l'exception de faire les diligences nécessaires pour reprendre l'instance restée pendante devant le juge du statut personnel et de provoquer un jugement sur l'exception précisée dans l'arrêt du sursis et formant leur défense à la demande principale. »

Le nouveau sursis que la cour accorde aux parties avec une injonction, afin de provoquer devant la juridiction du statut personnel un jugement sur l'exception, est inefficace puisqu'il ne comporte aucune sanction. La cour s'est rendu compte de cette inefficacité ; aussi a-t-il fallu qu'elle trouve une autre solution à la question. La jurisprudence mixte en a proposé deux : nous allons successivement les examiner.

1. 10 février 1898, *B. L. J.*, 10, 136.

La première solution proposée par la jurisprudence mixte est exposée dans un arrêt de la cour d'appel mixte du 26 février 1902. La cour s'exprime ainsi : « ... Les tribunaux mixtes ne sauraient juger eux-mêmes une question de filiation jusqu'à la solution de laquelle ils ont sursis à statuer sur une demande formée devant eux, alors même que le juge du statut personnel, saisi de la question, s'est abstenu de la résoudre en s'arrêtant à une exception considérée par lui comme préjudicielle. En pareil cas, cependant, il y a lieu, non pas de rejeter définitivement la demande, mais seulement de la déclarer irrecevable en l'état¹. »

Nous ne sommes pas partisans de cette solution, qui nous conduit à un déni de justice.

Un arrêt du 4 février 1909 nous donne la deuxième solution. La cour mixte s'exprime en ces termes : L'article 4 C. C. M. laisse aux tribunaux mixtes, dans les questions de statut personnel, la faculté d'apprécier si la décision du juge compétent est nécessaire pour la solution de la controverse et les dits tribunaux peuvent passer outre quand ils ne reconnaissent pas cette nécessité. Les tribunaux peuvent donc, après avoir imparté un délai à la partie pour faire statuer par le juge du statut personnel sur sa filiation légitime confessée, retenir cette filiation comme établie en dehors d'une décision du juge du statut personnel, et sur la base de l'inscription de la partie dans le registre des nationaux, inscription que l'autorité compétente avait subordonnée à la preuve de la dite filiation². »

Les arguments que donne cet arrêt sont insoutenables. Comment la cour peut-elle se déclarer compétente pour juger l'exception de statut personnel sous prétexte que la nécessité de

1. 26 février 1902, *B. L. J.*, 14, 161.

2. 4 février 1909, *B. L. J.*, 21, 158.

juger l'exception n'existait pas, alors qu'elle avait ordonné un sursis. Le fait d'avoir ordonné un sursis est une preuve suffisante de l'incapacité dans laquelle se trouve le juge mixte, de juger la question préjudicielle.

Dans un arrêt récent, du 19 avril 1923, la cour mixte apporte de nouveaux arguments à l'appui de la même solution. Voilà comment elle s'exprime : « Il n'est pas admissible que le cours régulier de la justice mixte soit paralysé ou indéfiniment suspendu par l'inexpérience ou la négligence des parties. En conséquence, si, après un arrêt ayant sursis à statuer au fond jusqu'au vidé, par la juridiction compétente et sur l'instance de la partie diligente, d'une question préjudicielle de statut personnel, les parties se représentent devant la cour sans rapporter la décision de la dite question, le principe d'après lequel le juge de l'action est aussi le juge de l'exception ne peut que reprendre son empire, et c'est à la Cour de vider la question préjudicielle ¹. »

Tandis que la disparition de « la nécessité de faire statuer » dont nous parle l'arrêt du 4 février 1909 est un argument absolument insoutenable, nous croyons que les arguments que nous présente cet arrêt sont convaincants. Il est en effet inadmissible que « le cours régulier de la justice mixte soit paralysé par l'inexpérience ou la négligence des parties ». C'est en somme une nécessité d'ordre pratique et si les tribunaux mixtes en jugeaient autrement, on arriverait à un véritable déni de justice, d'autant plus que, comme nous l'avons déjà remarqué, le fait, pour le juge mixte, de trancher dans ce cas l'exception de statut personnel n'est que la sanction que comporte « l'inexpérience ou la négligence des parties ». Or, la Cour, conformé-

1. 19 avril 1923, *B. L. J.*, 35, 377.

ment à l'article 4 C. C. M., ayant fixé aux parties un délai dans lequel la question préjudicielle de statut personnel doit être jugée, une sanction de la violation de ce délai s'impose et nous croyons que la sanction la plus logique, dans ce cas, pour éviter un déni de justice est de reconnaître à la juridiction mixte le droit de se prononcer sur la question préjudicielle.

CONCLUSION

Après avoir examiné l'exception de compétence des tribunaux mixtes à l'égard des questions de statut personnel, nous pouvons juger de la difficulté devant laquelle se trouve souvent cette juridiction pour rendre la justice. Il se trouve même quelquefois qu'elle se heurte à une impossibilité radicale.

Il arrive souvent, comme d'ailleurs nous avons pu le constater au cours de notre travail, que la solution à donner à l'action principale dépende entièrement de la façon dont la question de statut personnel aura été jugée. Ce qui revient à dire en d'autres termes que le fonctionnement des tribunaux mixtes dépend en partie du bon ou du mauvais fonctionnement des tribunaux du statut personnel et que ces derniers peuvent par conséquent par leur bonne ou mauvaise volonté paralyser le juge mixte. La question est d'autant plus importante que la lenteur de ces juridictions est fréquemment exagérée, étant donné surtout que la plupart des juridictions consulaires ont leur degré d'appel dans des pays parfois très éloignés, par suite le délai de sursis atteint souvent un laps de temps vraiment excessif. Nous rappelons simplement pour mémoire l'affaire N. Phissenzidis, c. Amma Hafez et autres dans laquelle le sursis a atteint une période de dix ans¹.

La réserve de l'article 4 C. C. M. présente de nombreux inconvénients, non seulement au point de vue pratique, tels

1. 9 décembre 1914, *B. L. J.*, 27, 45.

que ceux que nous venons de signaler, mais également au point de vue juridique. Supposons en effet, le cas où la juridiction mixte, se trouvant en face d'une question de statut personnel, a ordonné le sursis et renvoyé les parties devant un juge de statut personnel compétent pour trancher la question préjudicielle et que ce dernier s'est déclaré incompétent ; par suite de l'indépendance absolue qui existe entre les différentes juridictions de statut personnel et la juridiction mixte, nous nous trouvons devant une véritable impasse, devant un problème sans solution.

En présence de ces inconvénients inhérents à l'état actuel de l'organisation judiciaire en Egypte, basée sur la diversité de juridictions contrairement à celle des Etats Occidentaux, qui repose sur le principe d'un ordre de juridiction unique et d'une hiérarchie judiciaire qui se suffit à elle-même, nous croyons qu'un remède est nécessaire et même indispensable.

A notre avis, le meilleur des remèdes consisterait dans l'organisation d'un ordre de juridiction unique, sur le modèle de l'Europe ; c'est peut-être même l'idéal vers lequel nous pourrions tendre.

En l'état actuel des choses, une pareille réforme est incontestablement très difficilement réalisable. C'est à de très grosses difficultés que se heurterait une révision aussi complète des conventions diplomatiques auxquelles plusieurs puissances sont parties. D'ailleurs un bouleversement aussi brusque que celui dont il est question serait à craindre. Laissons donc de côté ce remède qui prête à de longues discussions et dont nous n'avons pas l'espoir de voir les effets se réaliser de si tôt et tenons-nous à un simple palliatif qui aurait peut-être plus de chance de succès. Remarquons toutefois qu'un premier pas a déjà été fait dans cette voie par le décret du 2 novembre 1925 concernant l'unification de la juridiction en matière de tutelle,

curatelle et absence. Ce décret étend la juridiction des Méglis Hasbys à l'égard de « tous ceux qui résident en Egypte : égyptiens ou non-égyptiens, musulmans ou non-musulmans ; sauf stipulation contraire dans les lois ou traités ». Le ministère de la justice proclame lui-même que l'extension de la compétence des Méglis Hasbys au non-musulmans a été décidée en vue d'unifier le système judiciaire du pays.

C'est toujours dans une réforme législative qu'on peut trouver ce palliatif susceptible de mettre un terme aux inconvénients causés par l'art. 4 C. C. M. Nous allons voir comment on peut réaliser cette réforme.

On obtiendrait certainement un heureux résultat si on pouvait apporter une atténuation à la complexité de l'organisation des juridictions du statut personnel, et spécialement en ce qui concerne les tribunaux chargés de juger les nationaux égyptiens. Il y a incontestablement d'excellentes raisons pour maintenir la diversité de juridictions à l'égard de toutes les questions qui touchent au respect des croyances religieuses telles que par exemple le mariage ou le divorce, mais on ne comprend plus cette diversité quand on se trouve par exemple en présence de questions de vérification de compte qu'on rencontre à propos de dots et de successions. L'unité de juridiction sur ce point n'aurait certainement que des avantages. Une juridiction unique de statut personnel bien organisée et présentant certaines garanties de bon fonctionnement serait incontestablement un grand pas fait vers la profonde retouche qu'exige notre organisation judiciaire et il y aurait beaucoup plus de chances pour ne plus rencontrer de sursis traînant indéfiniment en longueur, comme celui que nous avons signalé.

Mais hâtons-nous de dire que tous les palliatifs que nous pourrions proposer ne sont qu'une faible esquisse comparati-

vement à la grande réforme dont nous avons parlé : l'unification des juridictions.

C'est la seule réforme qui mettrait définitivement un terme aux questions préjudicielles de statut personnel qui souvent paralysent le cours régulier de la justice ; et c'est aussi la seule qui dotera le pays d'un système judiciaire de nature à s'adapter beaucoup mieux à notre époque et à notre civilisation et qui répondra bien plus efficacement à l'intérêt supérieur de la justice, au progrès de la science et aux aspirations de tous les égyptiens.

C'est une réforme assurément très tentante, nous ne croyons malheureusement pas à sa réalisation très prochaine ; souhaitons toutefois qu'elle ne soit pas chimérique.

Vu, le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président de la Thèse,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

Table des matières

	Pages
Bibliographie	VI
Abréviations	X
Avant-propos	XII
Introduction. — Aperçu de l'organisation judiciaire en Egypte.....	1
Chapitre I. — Les tribunaux consulaires	4
Chapitre II. — Les tribunaux mixtes.....	8
Chapitre III. — Les tribunaux indigènes.....	13
Chapitre IV. — Les tribunaux religieux du statut personnel.....	18
<i>Section I.</i> — Les Juridictions musulmanes	19
§ 1. La religion musulmane.....	19
§ 2. Les Mehkémehs (Trib. musul.).....	24
§ 3. Les Meglis Hasbys.....	25
<i>Section II.</i> — Les juridictions non-musulmanes.....	29
§ 1. La compétence des tribunaux non-musulmans.....	32
§ 2. Nature de la compétence des juridictions non-musulmanes	33
§ 3. Les législations en vigueur devant les juridictions non-musulmanes	35

PREMIERE PARTIE

LA COMPETENCE « RATIONE PERSONAE » DES TRIBUNAUX MIXTES

Chapitre I. — Préliminaires.....	39
Chapitre II. — Les indigènes.....	41
<i>Section I.</i> — Quelle est la loi régissant la nationalité égyptienne ?.	41
<i>Section II.</i> — La loi ottomane sur la nationalité.....	42
§ 1. L'acquisition et la perte de la nationalité.....	42
§ 2. Les effets du mariage sur la nationalité.....	44
§ 3. La preuve de la nationalité.....	48
§ 4. Les conflits diplomatiques en matière de nationalité.....	53
Chapitre III. — Les protégés.....	57
Chapitre IV. — Les étrangers.....	60

TRIBUNAUX MIXTES D'ÉGYPTÉ ET STATUT PERSONNEL

	Pages
Chapitre V. — L'élément étranger.	65
<i>Section I. — Théorie de l'intérêt mixte.</i>	65
<i>Section II. — Les prête-noms.</i>	69
Chapitre VI. — A quel moment se fixe la compétence « ratione personæ » ?	74

DEUXIEME PARTIE

L'EXCEPTION RELATIVE AU STATUT PERSONNEL EN DROIT MIXTE (art. 4 C. C. M.)

Chapitre I. — Préliminaires.	81
Chapitre II. — Les règles de qualification en droit mixte	83
<i>Section I. — Définition du statut personnel et de la qualification.</i> ..	83
<i>Section II. — La législation qui doit donner la qualification</i>	86
§ 1. Théorie de la <i>lex fori</i> . Son inapplicabilité.....	86
§ 2. Théorie de M. Arminjon. Son inapplicabilité.....	88
§ 3. Théorie de la Jurisprudence mixte. Sa réfutation.....	89
§ 4. La solution à adopter.....	91
Chapitre III. — Nature et portée de l'exception relative au statut personnel de l'art. 4. C. C. M.	97
<i>Section I. — Interprétation de l'art. 4 C. C. M. au point de vue des textes législatifs.</i>	97
§ 1. Les pouvoirs du juge mixte à l'égard d'une question de statut personnel faisant l'objet d'une demande principale...	97
§ 2. Les pouvoirs du juge mixte à l'égard d'une question de statut personnel faisant l'objet d'une exception.....	100
§ 3. Les pouvoirs du juge mixte à l'égard des jugements de statut personnel.....	105
§ 4. Le juge peut-il contrôler le fond du jugement de statut personnel ?	113
<i>Section II. — Interprétation jurisprudentielle de l'art. 4 C. C. M.</i> ..	115
§ 1. Nature de la règle de solution de conflits édictée par l'art. 4 C. C. M.....	115
§ 2. Les pouvoirs du juge mixte à l'égard d'une question de statut personnel faisant l'objet d'une demande principale...	116
§ 3. Les pouvoirs du juge mixte à l'égard d'une question de statut personnel faisant l'objet d'une exception.....	121
§ 4. Les pouvoirs du juge mixte à l'égard des décisions du statut personnel	134
Conclusion	141
Table des Matières	145

Imprimerie J. Bière, 18-20, rue du Peugue, Bordeaux, 1930



